

# Cahiers internationalistes

# 8

Organe du parti communiste international  
Nouvelle Série, numéro 8, mai 2001  
Prix: 20 Ff, 130 Fb, 5Fs, 5 Can\$, 5000 lire, 3€

**LA NECESSITE HISTORIQUE DU COMMUNISME**

**CONTRE TOUTES LES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES**

**LA LOI MARXISTE DE LA CHUTE TENDANCIELLE  
DU TAUX DE PROFIT**

**GLOBALISATION ET INTERNATIONALISME PROLETARIEN**

**LUTTES ECONOMIQUES ET LUTTES POLITIQUES**

**LA QUESTION PALESTINIENNE ET LE MOUVEMENT  
OUVRIER INTERNATIONAL**

## **CE QUI NOUS DISTINGUE**

**La ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921), à la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne, et au refus des fronts populaires et des blocs partisans et nationaux. La dure œuvre de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaires au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste.**

# LA NECESSITE HISTORIQUE DU COMMUNISME

L'une de thèses caractéristiques de l'idéologie dominante capitaliste est celle qui considère (ou mieux, qui voudrait considérer) "éternel" l'actuel système de vie et de production. Selon cette thèse, ce système serait le dernier résultat définitif du développement millénaire de l'histoire humaine, qui est désormais arrivée à un niveau de "civilisation" qui ne devrait être seulement qu'amélioré sans rien altérer des rapports sociaux et économiques sur lesquels elle est fondée.

Le marché et la monnaie, les marchandises et le travail salarié seraient donc des catégories "naturelles" de l'homme (rebaptisé pour ce motif "œconomicus"), perfectionnées de plus en plus jusqu'à atteindre la forme la plus complète et rationnelle d'aujourd'hui.

Juste comme émanation de la domination économique et politique de la classe dominante, cette fausse représentation envahit toutes les couches de la population. Il s'ensuit que cette idée d'"éternité" du monde capitaliste et de ses "catégories" est continuellement proposée à toutes les sauces, dans le but de renforcer le contrôle et le désarmement du prolétariat: c'est-à-dire de cette classe sur laquelle appuie toute la puissance économique et sociale de la domination bourgeoise.

En effet, alors que dans la réalité, la richesse se matérialise dans un produit social créé par l'activité humaine et sa puissance (dans laquelle on fait rentrer aussi le travail des générations passées et à laquelle appartient le développement des forces productives), le capital s'approprie de façon mystificatrice cette puissance, en se qualifiant comme "productif". Il arrive donc que "le mécanisme de la société présente et le poids des idées traditionnelles qui l'infestent portent vainement à croire que les forces productives soient des propriétés inhérentes au capital. Par conséquent, le caractère social et moderne de la grande production sociale, avec son rendement qui a éclipsé celui des plus pauvres formes passées, est attribué à une puissance du capital au lieu de la puissance collective du travail humain"(1).

## Le communisme est mort?

La chute du mur de Berlin et l'explosion de l'Union Soviétique et de l'alliance d'États cimentés autour d'elle (la première conséquence générale d'une *crise historique* du système capitaliste, qui a commencé au milieu des années 70 et qui avant a frappé ses anneaux les plus faibles) avaient servi au beau jeu bourgeois de soutenir la thèse fondamentale de l'éternité du capitalisme: le "communisme" était mort (par décret journalistique! comme il avait été "créé", en négligeant – ici peu importe par ignorance ou par calcul – le petit fait que le communisme est la *négation totale* des caractéristiques de l'économie bourgeoise!) et la route était libre pour l'affirmation universelle de la Démocratie et de la Liberté, du Bien-être et de la Paix, véhiculés par les commerces pacifiques et par le marché mondial.

---

1. "Rapport sur les sujets traités dans le IV Chapitre inédit du *Capital* de Marx" (Réunion Générale de Florence, 1965), en *Recueil des Réunions de Parti*, vol. XIV, éd. Le Programme Communiste, p. 75.

L'opportunisme gauchisant se joignit rapidement au cœur, en changeant partout les noms et les insignes, en se remaquillant sans façon pour pouvoir continuer à exercer toujours le même fétide métier: au service de la conservation bourgeoise parmi les rangs d'un prolétariat tellement drogué, désorienté et désarmé, incapable de défendre ses propres conditions de vie, au moment précis où le capital commençait, de façon non homogène ou linéaire, à se décharger du coût de la crise.

Jamais une thèse eut un démenti plus accéléré! Les faits matériels confirmèrent vite, non seulement qu'aucun (*inexistant!*) communisme n'était mort, mais aussi que l'impossibilité bourgeoise d'expliquer les phénomènes qui secouent le monde actuel, dans l'histoire comme dans la nature, en dépit des moyens dont la bourgeoisie dispose, réside en la nature *parasitaire* et donc *superflue* de cette classe; et cette impossibilité renvoie au fait que les rapports sociaux bourgeois *entravent* désormais, aussi bien le développement ultérieur des forces productives que surtout les nécessités d'une organisation rationnelle et consciente de l'espèce humaine en général.

La "déification" des catégories qui expriment les relations bourgeoises est à la base de la déclaration indirecte de "l'éternité" du système bourgeois, par ses partisans déclarés comme par les théoriciens des partis opportunistes et des classes moyennes. Cette "déification" se résume dans la domination de la classe bourgeoise au niveau de superstructures idéologiques et du consentement de l'opinion. D'ici vient la nécessité pour le Parti Communiste de conduire de façon intransigeante la *lutte théorique*. La théorie, qui naît pendant des époques déterminées comme *le programme historique d'émancipation d'une classe*, est en effet une véritable arme, une force sociale qui s'empare des masses au moment où elles sont en mouvement. La possibilité de soutenir "constamment l'intérêt du mouvement global, à travers les différentes phases de développement parcourues par la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie" est justement liée indissolublement "à l'avantage" théorique des communistes, qui leur permet "de comprendre les conditions, le cours et les résultats généraux du mouvement prolétarien".(2)

En général, comme Marx répétait à propos de Proudhon, l'incapacité de comprendre les mécanismes et les lois de développement de l'économie capitaliste et de la situation sociale est à la base de théories philosophiques absurdes et idéalistes.(3) Au contraire, la scientificité représentée par le matérialisme dialectique a ses bases dans le fait que "les causes décisives de chaque changement social et de chaque bouleversement politique doivent être cherchées non dans la tête des hommes, dans leur croissante connaissance de la vérité éternelle et de la justice éternelle, mais dans les changements du mode de production et d'échange; elle doit être cherchées non dans la philosophie mais dans l'économie de l'époque qu'on considère".(4)

La lutte contre les apologistes du capitalisme comme "le meilleur des mondes possibles" (ainsi que la lutte contre les réformistes petit-bourgeois, partisans d'un capitalisme sans les scélératesses du capital) n'a jamais été seulement une bataille théorique: mais aussi, et essentiellement, l'occasion pour la *vérification scientifique* de la théorie relative au développement du

2. Marx-Engels, *Manifeste du Parti Communiste* (Chapitre "Prolétaires et communistes"), en Marx-Engels, *Œuvres complètes*, vol. VI, p. 498.

3. Cf. Marx, "Lettre à Annenkov" (18/12/1846), en K. Marx, *Œuvres choisies*, pp. 277-78, 285.

4. F. Engels, *L'évolution du socialisme de l'utopie à la science*, Ed. Riuniti, p. 75.

processus historique. Aujourd'hui, la thèse de Bastiat, théoricien de l'harmonie capitaliste, pour laquelle le capital est la puissance par excellence démocratique, philanthropique et égalitaire,(5) gît désormais ensevelie sous les décombres des contradictions capitalistes pendant la phase impérialiste: chômage, insécurité croissante, faim et misère s'accumulent d'un côté, surproduction, gaspillage, luxe inutile et trivial s'accumulent de l'autre côté, les deux produits par les lois de reproduction du capital à l'échelle de plus en plus étendue.

### Les limites du capitalisme

Le capitalisme est désormais arrivé à sa phase impérialiste, monopolistique et parasitaire dans l'économie, réactionnaire dans la politique. Il a épuisé chaque fonction historique progressive par la création du marché mondial et le remplacement de la dépendance personnelle typique des rapports sociaux de l'époque féodale avec la dépendance économique propre des rapports bourgeois (même si, comme Marx et Engels observent, en réalité les individus sont moins libres puisqu'ils sont plus subordonnés à une force objective). Et enfin il se montre désormais incapable d'utiliser (comme capital) toute la masse de moyens de production créés et toute la capacité de travail existante: donc, de "diriger" les forces productives, dont le caractère social se heurte de plus en plus aux rapports étroits d'appropriation et d'échange bourgeois.

Comme tous nos textes ont exemplairement montré depuis un siècle et demi, en effet, il est juste que ces forces productives pressent aujourd'hui pour s'affranchir de leur propre caractère de capital, pour dépasser les limites capitalistes, pour résoudre enfin la contradiction entre le caractère désormais social de la production et le caractère encore privé de l'appropriation capitaliste du produit social.

Pendant les *crises* qui périodiquement secouent le monde capitaliste, on voit l'absurdité d'une surproduction de marchandises et de capitaux à côté de la misère et de la dégradation de la masse croissante de la population mondiale. Ces crises représentent, comme nous l'avons déjà vu, d'un côté, autant de moyens de solution temporaire de la contradiction fondamentale entre les forces productives et les rapports bourgeois (grâce à la destruction forcée de forces productives), de l'autre côté, elles ne font que préparer d'ultérieures crises générales encore plus violentes, en diminuant en même temps les moyens pour les prévenir elles-mêmes.(6)

Au cours de ces crises, s'étend le *phénomène de la centralisation*: c'est-à-dire, la destitution et la ruine d'une multitude de capitalistes (surtout les petits et les moyens, mais les grands aussi), en faveur d'une minorité de plus en plus limitée de grands capitaux organisés sous forme de sociétés d'actions. Des données récentes (cf. *Rapport Recherches et Études*, juillet 1999) informent qu'existent 241 groupes industriels et de l'énergie, desquels dépendent 34.000 entreprises dans le monde entier, avec plus de 17 millions de travailleurs; les données informent en outre que la dimension moyenne des grands groupes a augmenté pendant la dernière décennie de 67% en Europe et USA et de 60% en Japon, grâce aussi à des vagues de fusions et

---

5. Cf. Marx, *VI Chapitre inédit du "Capital"*, La Nuova Italia, p. 93, où on fait juste allusion au texte de Bastiat de 1850 *La gratuité du crédit*.

6. Cf. Marx-Engels, *Manifeste du Parti Communiste* (Chapitre "Bourgeois et prolétaires"), *cit.* p. 491-92; et F. Engels, *L'évolution du socialisme, cit.*, p. 86-88.

d'acquisitions qui se succèdent à une cadence impressionnante et à la croissante compénétration parmi les banques, les sociétés financières et les industries.

La concentration augmente à l'échelle planétaire et elle est un produit de la dynamique intérieure du développement du capital et une conséquence de sa crise. Elle ne fait qu'amplifier ces conséquences et en même temps étendre la soumission de l'État au capital, pendant qu'elle élargit les champs de l'intervention de l'État et le poids des grands États (en dépit de l'éphémère fractionnement géographique lié à la prolifération de micro-unités publiques formellement indépendantes). Enfin, la domination du capital financier étend et augmente les *conflits parmi les États*, inévitablement liés au partage impérialiste de la planète, aux inévitables disproportions qui se réalisent parmi les capitaux et au changement de leurs relatifs rapports de force.

En dépit du claironné progrès industriel et technologique, la charge du travail a augmenté dans son intensité, plus d'un milliard d'hommes sont sans travail ou sous-employés et beaucoup plus d'entre eux vivent sous la hache matérielle de la mort par faim ou par inanition. Donc, la *misère des salariés* a augmenté (une misère qui réside dans l'insécurité du lendemain et non dans un salaire plus ou moins bas). Et les contradictions du système capitaliste se sont intensifiées et universalisées par l'extension du marché mondial et des relations commerciales typiques de la propriété bourgeoise, c'est-à-dire de cet ensemble de relations sociales déterminées et historiquement spécifiques.

### La condamnation historique du capitalisme

Dès l'introduction de la manufacture – comme Marx et Engels remarquaient –, le commerce assume une importance politique puisque les différentes nations entrent dans un rapport de concurrence et donc de lutte commerciale sur une grande échelle.

À l'appui de cela, l'extension des “pacifiques” commerces a continuellement mis à l'ordre du jour les conflits et la destruction, la seule voie permise au capitalisme pour résoudre temporairement sa crise, en éliminant une partie de la surproduction qui l'étouffe et en permettant de soulever de nouveau le taux de profit qui est le ressort de tout le mécanisme de reproduction du capital. Les paix impérialistes qui suivent les guerres de la même nature ne sont pas moins destructives pour le prolétariat et elles représentent seulement des moments de trêve: des intervalles qui préparent de nouvelles et de plus intenses crises et guerres. Le capitalisme peut se conserver seulement en détruisant dans une mesure de plus en plus massive.

Tout ça est dans la *nature du capital*. En parlant dans les *Grundrisse* de la destruction périodique de capital, Marx notait – en confirmation de cela – le morceau suivant de l'économiste bourgeois Fullarton: “Une périodique destruction de capital est devenue une condition d'existence nécessaire pour n'importe quel taux de profit courant, et de ce point de vue-là, ces terribles calamités que nous nous sommes habitués à attendre avec beaucoup d'inquiétude et d'appréhension et que nous sommes si anxieux d'éviter, peuvent être rien d'autre que le naturel et nécessaire correctif d'une pléthorique opulence artificiellement gonflée, la *vis mendicatrix* avec laquelle notre système social, tel qu'il est constitué actuellement, est capable de se libérer périodiquement d'une pléthore qui revient toujours et qui en menace l'existence, et de racheter une solide et saine condition”.(7)

---

7. Cf. Marx, *Grundrisse*, vol. 2, La Nuova Italia, p. 601.

La crise historique du capital ne se matérialise pas seulement dans les indicateurs économiques de plus en plus asphyxiés et dans le croissant déséquilibre en faveur d'une minorité parasitaire et fainéante, qui (par les actions, qui sont des titres de "propriété" sur le travail d'autrui) s'approprie du produit social obtenu par l'utilisation de la capacité de travail salarié. Le capitaliste s'est désormais transformé en *rentier* et la bourgeoisie est à tous les effets une classe superflue. Cette crise se manifeste aussi dans l'impossibilité bourgeoise de contrôler les effets de la *dévastation de l'environnement naturel* que sa soif de profit a produit. Par exemple, il peut arriver que, comme récemment, la température aux États-Unis s'élève à 40 degrés: et dans une certaine mesure ça peut être considéré comme un fait naturel; mais si elle provoque des dizaines de morts parmi les prolétaires et les gens les plus pauvres, cela devient un *fait social*, dont est responsable le capitalisme avec son organisation fondée sur le profit et donc sur l'argent et la marchandise comme instruments de médiation des besoins sociaux.

En définitive, le capitalisme, dans sa folle course à l'accumulation sur une échelle de plus en plus grande, exalte de façon paroxystique le gâchis social, le gaspillage de ressources humaines et matérielles que l'activité humaine a produit. Ce gaspillage correspond à la "rationalité" du capital, dirigé vers la production de capital et non de biens, de valeurs d'échange et non d'usage, obligé à faire des profits et non à satisfaire des besoins. *C'est la condamnation historique du capital.*

Le but du capital est l'accumulation, la production de plus-value extorquée au travail vif social employé et, par conséquent, la continuelle reproduction élargie des rapports capitalistes qui permettent cela (travail salarié, en premier lieu). Mais ses lois immanentes font en sorte que la continuation de l'accumulation devienne possible et profitable *seulement au prix de destructions de plus en plus grandes* (crises et guerres), qui permettent la dévalorisation de pléthoriques et excédentaires masses de capital constant précédemment produit (machines et matières premières). Mais la dialectique de la reproduction élargie du capital produit en même temps *les conditions de son dépassement* et la base économique d'un *supérieur et antibétérique mode de production, le communisme*. En accroissant les forces productives, le capital alimente et augmente la productivité sociale du travail. En même temps, toutefois, cette plus grande production en valeurs d'usage (= plus grande quantité d'un certain produit) se traduit dans une réduction de la valeur des marchandises d'une côté et du taux de profit de l'autre (rapport entre la plus-value et le capital total anticipé, c'est-à-dire  $p/c + v$ ), comme conséquence de la réduction relative de l'avance en capacité de travail occupée par rapport aux autres moyens de production employés.

Tout cela arrive parce que, pour chaque ouvrier employé, la part de surtravail croît par rapport au travail nécessaire pour se reproduire – et donc au salaire – en diminuant la valeur (non le prix) des marchandises qui font partie de sa consommation personnelle. Le produit social contiendra ainsi une masse de travail relativement inférieure et donc l'extraction de plus-value sera moins grande par rapport au capital global employé, la limite physique absolue de la journée de travail étant donnée. Le taux de profit, comme on disait ci-dessus, est le ressort de l'accumulation et le capital réagit à toutes ses baisses avec des interventions qui toujours se traduisent par des plus grandes forces productives et par des nouvelles méthodes d'extraction de la plus-value relative (= de plus forts rythmes et intensité du travail) qui en accroissent la masse, sans réussir toutefois à en arrêter la tendance à la réduction.

Marx définit tout cela comme une "expression propre du mode de production capitaliste, de l'incessant développement de la productivité sociale du travail [...] indépendante de n'im-

porte quelle répartition de cette plus-value entre les différentes catégories” et donc de réciproques rapports qui en dérivent.(8) Est vérifiée la loi historique la plus importante du mode de production capitaliste: la chute tendancielle du taux de profit (que nous lisons par l’analyse de la production industrielle et la progressive décroissance des taux productifs), montre le *caractère transitoire du capitalisme* comme mode de production, sa faillite dans la mesure où son autovalorisation (la valorisation du caractère de capital des moyens employés par lui-même) a besoin de destruction.

### La nécessité historique du communisme

La nécessité historique du communisme réside en cette impuissance capitaliste à dominer les forces que le développement historique a produit, en les contenant dans le caractère destructif de capital. Il s’agit avant tout d’une conclusion *déterministe et non volontariste*: parce que les bases d’un nouveau mode de production, produites elles-mêmes par son développement dialectique, sont déjà présentes dans le ventre du vieux mode. Mais le passage d’un mode de production à l’autre n’est un acte ni pacifique ni immédiat. Il a besoin, en premier lieu, de l’acte politique révolutionnaire qui permette la *démolition violente* de la superstructure de force et de domination des vieilles classes au pouvoir et, en second lieu, mais non moins fondamental, d’une période plus ou moins longue de *dictature de la classe révolutionnaire* organisée comme classe dominante.

En effet, pendant la phase impérialiste où la concentration de l’appareil économique et de force capitaliste est la plus grande, est impensable une solution graduelle, pacifique ou évolutionniste de la crise, qui se passe de la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie internationale. Par la suite, la dictature du prolétariat devra servir soit pour interdire et repousser le retour des classes vaincues, soit pour prodiguer l’extension internationale du processus révolutionnaire, soit enfin pour réaliser dans l’économie des *interventions despotiques* sur le droit de propriété et les rapports bourgeois de production qui caractérisent la phase de transition au mode de production nouveau et supérieur.

Si le communisme n’est pas un idéal ou quelque chose à instaurer de façon volontariste, mais “un mouvement réel qui abolit l’état de choses présentes”, dont les conditions résultent par conséquent des prémisses existantes,(9) il s’ensuit alors que la “volonté” – dans la mesure où elle existe – est volonté seulement de la part du Parti, pendant certaines périodes historiques et dans la mesure où elle agit vers la même direction de la nécessité historique. On ne peut pas faire une révolution sur commandement (une vieille lubie anarchique); mais surtout l’encadrement militaire du prolétariat dans son Parti de classe (distinct et opposé à tous les autres) est une exigence fondamentale, afin que pendant le moment décisif le prolétariat soit en état de vaincre. La conception du rapport classe-Parti dans tout le marxisme est ouvertement *antidémocratique*: le Parti ne suit pas la classe mais la dirige, et le prolétariat même n’est rien, incapable d’une action historique, sans le Parti.

Il n’existe aucun mouvement politique conscient et autonome de la part de la classe prolétarienne (une vieille lubie spontanéiste): “Ce qui compte n’est pas ce que chaque prolétaire, ou

8. Marx, *Capital*, Vol. III, éd. Utet, p.287, 273, 275.

9. Marx-Engels, *L’idéologie allemande*, Ed. Riuniti, p. 25.

même tout le prolétariat dans son ensemble, se propose temporairement comme but. Ce qui compte est ce qu'il sera historiquement obligé de faire conformément à son mode d'être. Son but et son action historique sont lui tracés par avance, de façon tangible et irrévocable, dans la situation de son existence et dans toute l'organisation de l'actuelle société bourgeoise".(10) Le terme "être" indique ici, comme toujours dans tous les textes du marxisme, l'*être social* – qui détermine la conscience sociale –, puisque la vie des hommes est fondée sur l'existence de rapports sociaux indépendants de leur volonté. Le prolétariat même devra être éduqué par la révolution, qui donc "n'est pas nécessaire seulement parce que la classe dominante ne peut pas être abattue en aucune autre façon, mais aussi parce que la classe qui l'abat peut réussir seulement avec une révolution à se libérer de toute la vieille saleté et à devenir capable de fonder la société sur des nouvelles bases"(11).

Donc, si le communisme a ses bases dans la dynamique de développement des contradictions du capitalisme (*économiques* en dernier ressort, mais étroitement jointes à la matérialité du mécanisme de transmission de la crise, à ses prolongements politiques et militaires et à l'activité dirigeante du Parti en tant que programme historique d'émancipation de la classe prolétarienne), la phase de transition à la société communiste exigera encore l'utilisation de l'État comme l'organe politique de la classe victorieuse et d'un appareillage politique d'inhibition et de contrôle, à côté des premières formes d'administration collective des masses prolétariennes.

Le communisme n'est pas un idéal, ni une construction imaginaire qui puisse naître dans la tête d'hommes de bonne volonté, comme il arrivait au contraire avec l'opinion des utopistes (dont les représentants classiques incarnaient, dans leur temps historique, de légitimes aspirations, posées toutefois sur des bases idéalistes et donc vaines, à une époque dans laquelle la question du dépassement du capitalisme n'était pas encore mûre à cause de l'insuffisance des bases matérielles de son développement).

Dans une lettre de 27/1/1886 à E. Pease, Engels écrivait que "nos conceptions sur les différences entre la future société non capitaliste et l'actuelle société sont des déductions exactes basées sur des faits historiques et sur des processus de développement. Si elles ne sont pas présentées en rapport étroit avec ces faits et ce développement, elles n'ont aucune valeur théorique et pratique".

*L'harmonisation entre la production et la distribution* que le communisme réalisera à partir de la destruction des rapports d'appropriation capitalistes ne peut que partir des éléments de socialisation de l'économie que le capitalisme même a produit. Autrement, chaque tentative de transformation révolutionnaire est destinée à rester une vide pétition de principe. La théorie marxiste est une critique scientifique de toute la préhistoire et l'histoire humaine, depuis les anciennes sociétés primitives jusqu'à la *nécessaire* société communiste de demain. Ce caractère de science s'appuie sur le déterminisme historique des conditions matérielles de développement de la société. Et il permet à son tour de définir les conditions du passage d'un mode de production inférieur à un mode de production supérieur, ainsi que le tableau général d'une société qui n'est plus aveuglément subordonnée à des forces économiques qui apparaissent extérieures, mais enfin est capable de les compléter et les employer pour le complet

---

10. Marx-Engels, *La Sainte Famille*, Ed. Riuniti, p. 44.

11. Marx-Engels, *L'idéologie allemande*, cit., p. 29.



et omni-directionnel développement de l'homme entendu comme "*homme social*". Le communisme se définit en premier lieu comme *négation des caractères anatomiques fondamentaux du capitalisme*, dont il représente le dépassement (la négation dialectique). Mais du point de vue positif, il représente *la société sans classes*, dans laquelle la vie et l'économie de l'espèce seront organisées par une administration consciente du rapport parmi les besoins, le plaisir et la nature: une administration qui s'identifie avec un plan organique de l'espèce et non avec un état, organe de classe qui viendra se placer au milieu des ruines de l'histoire. Dans l'anonyme et impersonnelle préparation du Parti d'aujourd'hui pour les tâches de demain, le communisme est "la déclaration permanente de la révolution, la dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classes en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales."(12)

C'est ça le sens de notre fonction de "découvreurs dans le lendemain". Ce n'est pas une illusoire et métaphysique vision d'un demain imaginaire, comme voudrait la foule de déni-greurs et de "politiciens" de petit calibre tous occupés à courir après le "concret" quotidien en perdant de vue autant la direction du mouvement général que ses reflets sur la situation actuelle. Mais c'est une ferme prévision fondée sur le passé et le présent des faits matériels, qui imposent la société communiste comme une issue du développement historique en cours et comme *l'unique alternative scientifique*, et donc terriblement réelle, à l'énorme gaspillage d'hommes et de ressources que le capitalisme désormais putrescent immole sur l'autel de sa propre conservation.

---

12. Marx, *Les luttes de classe en France*, (Chap. III), en Marx-Engels, *Œuvres complètes*.

## **Le spectre du communisme, cauchemar permanent de la bourgeoisie mondiale**

S'approchant de la fin du millénaire, le capitalisme mondial fait ses comptes avec un degré d'incertitude rarement atteint. La classe bourgeoise, à travers le cortège de ses serviteurs soudoyés qui siègent aux rédactions de la presse démocratique ou encombrant les couloirs et les fauteuils de ce monument de la phrase creuse qu'est désormais le parlement, accentue son offensive sur le plan idéologique et culturel afin d'étayer ensuite son contrôle social, et donc de mieux défendre les bases de sa domination de classe. Les journaux et partis bourgeois passent leur temps à décrire l'histoire du siècle et des personnages qui l'ont caractérisé. Une constante de ce verbiage est l'insistance sur la «mort» du communisme, sur la «tragédie» communiste, sur la conformité ou la modernité de ses «fondateurs», Marx en premier, ce sur quoi ils continuent à pondre des milliers de pages pour décréter un requiem qui n'en reste pas moins toujours insuffisant. Cette course à qui célèbre de la manière la plus convaincante l'oraison funèbre du communisme (et donc se pose comme le meilleur laudateur du régime actuel) met en compétition de nombreux concurrents, et il est bien difficile de savoir à qui accorder les palmes de l'esclave le plus diligent. Quant à nous, qui nous intéressons peu aux marionnettes occasionnelles, trouvons plus utile de chercher les raisons matérielles de ces initiatives de la bourgeoisie et de dénoncer ses objectifs à la classe prolétarienne, à qui ces mêmes initiatives sont d'ailleurs destinées.

C'est une vieille ritournelle : le capitalisme aurait triomphé du communisme et signé la fin de l'histoire, l'économie de marché et le développement du marché mondial s'étant chargés de démentir les prévisions catastrophiques de Marx et Engels. Prenant comme référence le faux socialisme russe (et ses variantes chinoise, cubaine, yougoslave, etc.), elle sou-

ligne, par un double saut périlleux de la plus plate tautologie, que les crises qui bouleversent régulièrement l'économie bourgeoise sont des phénomènes «naturels» liés à son mode d'organisation économique et social: le capitalisme n'a-t-il pas résisté à deux guerres mondiales et à des crises économiques d'ampleur mondiale? En corollaire, les aspirants rebouteux qui prétendent arranger les affaires» de la classe ouvrière expliquent: l'unique lutte possible est celle pour les réformes, pour l'obtention de postes de responsabilité dans la société bourgeoise, afin de rendre cette dernière moins intolérable à travers de continuelles opérations de ravalement d'un édifice dont les fondations sont chaque jour plus pourries.

Dans ce même numéro du journal nous expliquons en quoi le communisme est une nécessité historique et non une construction ou une invention de pure volonté d'hommes géniaux. Le communisme est le résultat du développement déterminé par la succession des modes de production que l'humanité a traversé au cours de son histoire: de la société sans classe mais limitée dans ses possibilités de développement à la société future sans classes, «enrichie» de la plénitude et de l'harmonie d'une production sociale libérée des contradictions apportées par l'appropriation privée de la production et le conditionnement de la distribution par l'intermédiation de l'échange mercantile et monétaire.

L'insistance de la bourgeoisie à exorciser continuellement l'aspect déterministe et dialectique du processus du développement historique a sa raison d'être dans son obsession désespérée de conserver les bases de sa domination, fortifiant sans cesse plus ses positions, et désarmant et désorientant constamment le mouvement de la classe destinée à l'abattre, le prolétariat. Elle le détourne de sa direction générale de classe vers des objectifs contingents, locaux et

particuliers, l'abaissant de classe pour soi en classe pour d'autres (et surtout pour le capital), la réduisant en un informe amas statique incapable d'assurer une défense cohérente de ses intérêts élémentaires les plus immédiats.

Mais quelles sont les bases de cette terreur de la bourgeoisie, en dehors des manifestations ostensibles de foi et d'immortalité, dans sa confrontation avec le spectre du communisme?

Le marxisme a toujours insisté sur les liens existants entre la crise et le développement des antagonismes entre classes et entre états. Les crises économiques de surproduction sont les débouchés inévitables de contradictions de fond, implicites dans le système capitaliste, entre l'énorme développement social des forces de production et la permanence du caractère privé de l'appropriation du produit social: cette contradiction se traduit par la loi historique de la baisse tendancielle du taux de profit, et donc (comme nous le rappelons dans un autre article de ce numéro) par la nécessité pour le capitalisme de détruire des biens (par des crises ou par des guerres) pour relancer le processus de valorisation et d'accumulation du capital, afin de conserver la domination politique de la classe bourgeoise. Notre théorie a donc toujours souligné que les relations entre économie et politique sont dialectiques et non constituées par une simple transposition mécanique. Sur le plan théorique – partant de l'évaluation des données objectives du cycle économique et de ses constantes déterminées à la lumière des fondements théoriques du matérialisme dialectique – ceci a permis de prévoir que l'éclatement de la crise au milieu des années 70 (à la fin du cycle d'expansion résultant des destructions de la seconde boucherie mondiale) n'avait pas un caractère conjoncturel mais pouvait être caractérisée de « crise historique ». Ce qui veut dire une crise de la dynamique du processus d'accumulation, dont la perpétuation signifie un approfondissement des contrastes inter-impérialistes et une accélération de l'insécurité matérielle et de développement du chômage pour la classe prolétarienne à l'échelle mondiale, même si la rapidité du développement de ces facteurs peut varier en fonction des aires géographiques. Une crise, en d'autres termes, qui, en tant que débouché

historique (et donc pas à court terme) ne pouvait admettre que la guerre impérialiste (solution bourgeoise qui permet la régénération du cycle d'accumulation) ou la révolution prolétarienne (solution prolétarienne qui permet d'abattre le capitalisme et d'obtenir la victoire dans les centres de l'impérialisme développé, de diriger les mesures de la dictature vers une économie qui, sur la base de la négation des catégories capitalistes – marchandise, travail salarié, entreprise, monnaie, etc. – constitue les fondements d'une organisation et d'une administration conscientes des ressources naturelles et des besoins de l'espèce humaine pour la réalisation d'un développement harmonieux). Cette prévision scientifique ne signifiait pas en fait une correspondance immédiate entre la courbe de la dynamique économique et celle de la dynamique sociale et politique, ou encore une superposition mécanique et automatique entre crise économique et révolution. Leur jonction ne devait pas faire perdre de vue comment la relation entre structure et superstructure est de nature dialectique, en évitant ainsi d'avoir à prendre en compte les réactions de la seconde sur la première, et devait exiger l'étude et l'évaluation des formes de luttes sociales et de luttes politiques entre états. Dans son « Rapport sur la crise économique mondiale et sur les nouveaux devoirs de l'I.C » (effectué lors du IIIe Congrès de l'I.C. en Juin 1921) – un des textes auquel la Gauche a toujours accordé une grande considération – Trotsky mettait en évidence les caractéristiques de la position d'équilibre du capitalisme.

« L'équilibre capitaliste est un phénomène extrêmement complexe. Le capitalisme produit cet équilibre, le brise, le rétablit pour le briser à nouveau, étendant en même temps les limites de sa domination.

Dans la sphère économique, ces ruptures continues et ce continuel rétablissement de l'équilibre prennent la forme de crises et de booms. Dans la sphère des rapports entre les classes la rupture de l'équilibre prend la forme de grèves, de lock-out, de luttes révolutionnaires. Dans la sphère des rapports entre Etats la rupture de l'équilibre signifie la guerre: guerre douanière lorsqu'elle est modérée, puis guer-

re économique ou de blocs. Le capitalisme est donc caractérisé par un équilibre dynamique, un équilibre toujours en phase de rupture ou de rétablissement».

Il existe une certaine capacité de résistance de la bourgeoisie. Elle a sa puissance maximum au niveau politique (c'est à dire sa plus forte concentration de forces idéologiques, répressives et militaires ainsi que de ressources mobilisées dans ce but) dans les moments où son existence comme classe dominante est menacée par l'éclatement des contradictions économiques qui minent son pouvoir social. C'est pourquoi toute «foi dans l'évolution automatique, qui est le trait le plus important et caractéristique de l'opportunisme» est à rejeter, de même que toute vision unilatérale et fautive de l'invariabilité des causes liant la crise et l'activité révolutionnaire. L'évaluation des conditions économiques, sociales et politiques, et l'analyse scientifique du mécanisme de la transmission de la crise et de son prolongement politique, sont indispensables pour pouvoir déterminer le cadre dans lequel l'organe politique de la classe prolétarienne doit et peut agir.

Trotsky met toujours en évidence la combinaison des fluctuations cycliques et du mouvement de tendance de la courbe du développement capitaliste. Ce rapport est nécessaire pour confirmer les significations théoriques et pratiques de nos prévisions sur la crise :

«Dans les périodes de rapide développement capitaliste, les crises sont brèves et ont un caractère superficiel, pendant que les booms se prolongent et acquièrent des dimensions considérables. Dans les périodes de déclin capitaliste, les crises prennent un caractère prolongé, pendant que les booms sont limités, superficiels et spéculatifs. Dans les périodes de stagnation, les fluctuations se produisent entre ces deux pôles».

Quel est aujourd'hui l'état de l'organisme capitaliste, et quelle dynamique pouvons nous attendre des courbes de l'équilibre social et de l'équilibre politique ?

Il n'y a pas de doute que le pouls de l'économie bourgeoise bat suivant le rythme de sa période de «déclin» (entendu non comme une réduction abso-

lue d'accumulation mais comme décroissance de son rythme d'augmentation): même si les estimations fournies par la bourgeoisie semblent indiquer une «reprise», celle-ci est sujette à de fortes incertitudes, et en substance à toutes les tares indiquées dans le texte de Trotsky cité plus haut. La sortie de la crise en Asie est momentanée et ne vient que du gigantisme des destructions réalisées en 18 mois de Juillet 97 à la fin 99. Au Japon la « reprise » est droguée par 240 milliards de dollars de fonds d'intervention publique et par le crédit facile (le taux d'escompte est voisin de 0, le taux décennal est à 2 % contre 6 % aux USA, le montant des financements publics pour la recapitalisation de 15 des 21 banques nationales se monte à 500 milliards de dollars, les créances douteuses de ces dernières se montent à 1000 milliards de dollars). La production industrielle, après les écroulements de 1992 et de 1997/8 est toujours sous son niveau de 1991 qui constituait son plus haut niveau ; pendant qu'au niveau boursier, les cotations sont toujours inférieures à 50 % de celles de 1989, année précédente l'éclatement de la bulle spéculative et année du démarrage de la crise au Japon. Par ailleurs l'excédent commercial croissant avec les USA (autre économie droguée par le crédit facile et le rôle usuraire du dollar) fait augmenter les tensions, et la récente réévaluation du yen – que le gouvernement japonais subit au moins au niveau de sa rapidité et dans ses nombreuses conséquences – est un aspect de l'aiguinement de la guerre commerciale et financière. L'impérialisme japonais est celui qui a obtenu les meilleurs résultats, en terme de croissance économique, jusqu'à indisposer l'impérialisme américain, mais c'est maintenant celui qui paie le plus durement les résultats de la crise. Ces dernières années, à travers le levier du crédit, le Japon a poussé au paroxysme le niveau des investissements: il s'est doté de l'appareil de production le plus moderne du monde et a utilisé toute la main d'œuvre disponible, extorquant ainsi toute la plus-value possible pour ses réinvestissements. Mais tout ce que peut faire le crédit est de tendre au maximum l'utilisation des moyens de production existants, et, dans une certaine mesure, la demande solvable à un moment donné,

hypothéquant la production et la circulation future. Le crédit, quelque soit son développement, et malgré l'utilisation de techniques modernes pour l'évaluation en temps réel de la situation comptable, ne supprime pas les contradictions fondamentales de la production capitaliste, c'est à dire le fait que la production et la circulation des marchandises, ou si l'on veut leur production et leur consommation, sont des moments séparés du processus de valorisation du capital et sont soumis à diverses contraintes. La banque centrale croit contrôler l'économie à travers le contrôle de l'offre de monnaie. Elle a l'illusion de pouvoir avoir des informations (et un contrôle) sur l'économie à travers les informations (et le contrôle) sur les agrégats monétaires. Mais aujourd'hui aucune banque centrale, y compris la banque américaine, ne sont en mesure de contrôler la masse de capitaux en circulation – estimée à près de 1500 milliards de dollars par jour – et d'intervenir sur les marchés des prêts et des changes pour les réguler durablement.

Le capital mondial ne peut pas non plus trouver de réconfort dans l'avenir de la Chine (pour rester sur le continent asiatique), comme on peut s'en rendre compte par le ralentissement des investissements étrangers dans le pays, et pendant que les taux de croissance à deux chiffres ne sont plus qu'un rêve (la croissance du PIB est évaluée aujourd'hui à environ 6 % : un résultat très respectable comparé à l'asphyxie générale du capitalisme mondial mais peu significatif compte tenu des problèmes de développement économique et de contrôle social). La Banque pour le Développement Asiatique à mis en garde contre un enthousiasme excessif concernant le résultat escompté de la crise qui a secoué pratiquement tous les pays de la zone, et dont les cendres continuent à brûler sous le couvert du marché chinois - qui avait précédemment servis de barrière.

Les USA et l'Europe, pour revenir dans la zone des centres impérialistes, marquent le pas: malgré le récent optimisme provenant des statistiques du FMI fin Septembre 99 (qui prévoyait une reprise synchronisée de la croissance) les résultats sont obérés par un niveau de 30 % de capacité productive inutilisée et par un niveau de stocks élevé (signe évident de sur-

production chronique) qui se reflète par la mollesse des prix à la production et de manière générale sur les flux du commerce mondial réduits de moitié (quant à leur taux de croissance) par rapport à l'année précédente. Les USA, en outre, comme nous l'avons indiqué précédemment, ont drogué leur économie (investissements publics et privés et aussi consommation, essentiellement de biens de luxe) par des doses massives de crédits et par l'intermédiaire de l'augmentation factice de la bourse. La surévaluation de Wall Street indique l'existence d'une grosse bulle spéculative qui, en éclatant, aura un effet multiplicateur négatif sur tous les leviers utilisés jusqu'alors pour soutenir la continuation de la hausse ; en fait le crédit a financé le soutien à la croissance du marché des actions (aujourd'hui la capitalisation de Wall Street représente l'équivalent de 150 % du PIB américain contre 50 % en 1989), alimentant à son tour la croissance du crédit lui-même. Les USA sont par ailleurs écrasés par un déficit commercial en croissance constante (plus de 250 milliards de dollars, les seuls comptes courants étant estimés à environ 350 milliards de dollars) : ils ont tendanciellement besoin d'un dollar fort (en tout cas pas excessivement faible) pour financer par l'afflux de capitaux étrangers le déficit commercial croissant et une dette extérieure globale qui a approché 1250 milliards de dollars en 1998. Le capital financier japonais (qui a engagé le processus de restructuration de son système bancaire et peut compter sur le niveau de réserves le plus élevé du monde) menace de plus en plus la suprématie américaine dans son rôle d'usurier mondial et commence à se doter d'une structure de forces militaires correspondant plus à ses exigences.

Le capitalisme mondial ne peut sortir de la crise que par une politique de réarmement et d'augmentation de la militarisation de l'économie. C'est déjà ce qu'ont commencé à faire les USA et le Japon avec la relance des «programmes de défense de missiles de théâtre d'opérations» (Theatre Missile Defense, T.M.D) en Asie et la reprise, revue et corrigée en fonction des exigences actuelles, du Reaganien projet de missiles anti-missiles. Le processus de réorganisation et de centralisation de l'industrie militaire

mondiale est une autre confirmation : sur ce terrain l'Europe reste en retard parce que, comme nous l'avons toujours montré, la base nationale du capital ne peut être supprimée et que donc aucune politique étrangère commune ne peut être mise en œuvre de manière volontariste si ce n'est au delà d'actions de faible importance. Les vicissitudes de l'Euro, dont l'attractivité sur le marché des capitaux reste bien au dessous des espérances et des besoins des impérialismes concurrents européens, confirment nos prévisions, et d'autres secousses ne manqueront pas de se produire quand l'augmentation de la concurrence sur le marché mondial imposera de nouvelles alliances et sélections en concomitance avec les périodes dictées par le développement de la crise. Si donc il peut y avoir une reprise, celle-ci ne peut être que faible et spéculative, donc de brève durée au sein d'une phase de crise chronique. Le fait que la crise doive durer est confirmé par la centralisation croissante du capital, essentiellement dans les secteurs stratégiques que sont les communications, la chimie, l'armement, les matières premières, les banques: pour le seul premier semestre 1999, 2500 opérations de fusion ont été réalisées pour une valeur de 411 milliards de dollars, à peu près autant que pour la totalité de l'année antérieure, et en augmentation de 68% par rapport au premier semestre 1998. Autre signe, celui du parasitisme financier typique de la phase impérialiste du capitalisme, est l'estimation de la valeur de l'économie «réelle» mondiale exprimée en pourcentage des titres et certificats: 5 à 8 %.

Cette situation multiplie les occasions de conflits entre les états bourgeois, tous engagés dans l'extension et le renforcement de leurs politiques de puissance pour défendre leurs positions sur le marché mondial des marchandises, des capitaux et des matières premières ainsi que le contrôle des voies stratégiques – routes d'approvisionnement et de livraison – au détriment des capitalismes concurrents, employant pour ce faire toutes les forces dont dispose la puissance nationale. La superstition longuement diffusée par la bourgeoisie impérialiste, selon lequel la démocratique coexistence des peuples organisés dans les états nationaux et la diffusion mondiale du bien-

être (et volontiers via... Internet) vient du pacifique commerce, est constamment et toujours plus fortement démenti par les faits matériels : dans ce numéro – voir l'article sur la nécessité du communisme – nous citons *L'Idéologie Allemande* de Marx-Engels pour marteler les bases théoriques de notre orientation, mais une banale confirmation est obtenue par la lecture non-superficielle des journaux, des statistiques sur le chômage, sur la concentration de la richesse (et le très fort accroissement de la pauvreté), sur le nombre incroyable de ceux qui ne disposent même pas des conditions minimum d'accès à l'eau potable, à la médecine, à l'instruction et à une ration calorique suffisante. Des faits que la bourgeoisie ne cherche même plus à cacher, au point que pour en réduire l'impact elle les dilue dans un amas d'« informations de masse» destinées à raconter des bobards et abêtir la si courtisée opinion publique.

Sur le plan des rapports inter-impérialistes on note l'extension d'une situation de conflits ouverts gagnant certaines aires et démontrant combien nous sommes loin d'un équilibre dans les rapports de force tenant compte des exigences des différents capitalismes nationaux. Dans les Balkans, après l'adoption par le Kosovo «sous protectorat» du Deutsch Mark comme monnaie officielle, la lutte souterraine entre USA et Allemagne continue avec toutes les armes possibles, de la diplomatie à l'assistance militaire et « humanitaire » des organisations non-gouvernementales parmi lesquelles se détachent les organisations turques (la Turquie se propose ainsi, une fois de plus, de servir à l'Amérique de levier de pénétration dans l'aire « naturelle » d'expansion du capitalisme allemand). L'Asie centrale est une autre des aires où se croisent (et se heurtent) les intérêts opposés des principaux impérialismes. Nous avons mis en évidence dans divers articles parus dans ce journal ces dernières années quels étaient les intérêts en jeu derrière ces conflits, et nous y reviendrons plus amplement au plus tôt. Nous voulons souligner ici que dans la reprise de la guerre en Tchétchénie (avec ses prémisses au Daghestan, république constituant la clef du contrôle russe du Caucase du nord), il y a avant tout le rôle de la Russie en tant que puissance

régionale, dans le jeu (et la répartition) des intérêts liés à la rente pétrolière et énergétique de la Caspienne, et du contrôle stratégique d'une aire faisant la soudure entre la Méditerranée et le Moyen-Orient. La reprise de la guerre est objectivement la continuation de la «paix» au Kosovo.

Le capitalisme dépasse la crise en en préparant d'autres, plus générales et plus violentes, et en réduisant les moyens de les prévenir. La terreur de la bourgeoisie réside donc dans la peur que le développement et la gestation des crises n'apporte des aliments aux facteurs d'équilibre, aujourd'hui stables, entre les classes. Il n'y a aucun doute que le prolétariat est encore, plus ou moins, mais surtout dans les grands centres impérialistes, immobilisé par l'encadrement opportuniste et nationaliste. Nous devons répéter qu'il s'agit d'un phénomène possédant des causes naturelles sur lesquelles a pu se greffer, avec ses désastreuses conséquences, la troisième et pire vague révisionniste que l'histoire du mouvement ouvrier ait connu. Dans ce contexte même les généreux et spontanés mouvements de protestation (y compris violents) dans les pays des continents de couleur et en Amérique Latine ne pouvaient qu'être condamnés à la défaite ou rester prisonniers d'une politique «nationale» et donc des intérêts bourgeois ou petit-bourgeois locaux. Ces deux dernières décennies, la dynamique de la crise en Occident a certainement érodé les réserves et les positions politiques, mais à un rythme plus lent que celui que nous avons prévu ; dans tous les cas, cette inertie est un fait matériel et historique qui pèse tant sur la forme que sur le temps nécessaire à la reprise du mouvement des classes. Ceci confirme que la reprise du mouvement prolétarien est condamnée à repartir du point le plus bas de la spontanéité, devant récupérer un niveau minimum d'organisation et de lutte trade-unioniste. Ceci se reflètera aussi sur la dynamique de la reprise des initiatives classistes, qui se fera par à-coups, à travers des avancées et des reculs non linéaires, sur une période qui ne pourra pas être courte, même si la crise doit

entraîner une accélération, et à des marges plus restreintes par rapport aux dernières décennies pour les partis ouvriers bourgeois et l'opportunisme de gauche. C'est dans ce processus que peut être poursuivie et obtenue ce qui pour la classe prolétarienne est le résultat le plus durable et historiquement gros de conséquences : selon les paroles de Marx «l'union toujours plus étroite des travailleurs» et les prémisses du renforcement et de l'approfondissement de l'instinctif heurt de classes qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et que la direction politique et théorique du Parti Communiste pourra transformer en énergie sociale dirigée vers les buts historiques et finaux du mouvement prolétarien. Si la reprise du mouvement prolétarien est, en fait, conditionnée par la rencontre entre la classe et le parti (qui n'arrive ni de manière «consciente» ni «mécanique» en vertu de facteurs purement objectifs, mais à travers un processus pour lequel, à côté des poussées matérielles, l'action organisatrice et directrice du Parti devient tout aussi déterminante), seul le Parti Communiste pourra diriger les luttes spontanées que le prolétariat conduira pour la défense de ses conditions matérielles d'existence, en les transformant en lutte politique pour la destruction du système capitaliste et de conquête du pouvoir politique. C'est seulement par cette dynamique que peut être défaite la tendance impérialiste de la guerre entre états et des destructions croissantes ; c'est seulement à travers ce processus, par lequel se réalise l'arme de la critique en critique des armes, à travers le heurt direct et frontal entre dictature prolétarienne et dictature bourgeoise, que le prolétariat pourra se hisser au niveau de ses tâches historiques et briser la spirale d'infamies et de misères du capitalisme. C'est ceci la matérialisation du spectre qui terrorise la bourgeoisie, et pour lequel nous travaillons, nous tenant à une distance sidérale tant des étroites contingences des «hommes politiques» de l'actualité que des sirènes des raccourcis faciles au fond desquels on entrevoit toujours le marais bourbeux de l'interclassisme petit-bourgeois et bourgeois.

## Contre toutes les illusions démocratiques

La démocratie représente la meilleure enveloppe politique pour la naissance, le développement et la conservation du capitalisme.

Celle-ci s'affirme en fait au XVIII<sup>e</sup> Siècle en tant que revendication de l'égalité des individus et de la rationalité d'un monde régis par des lois identifiables. Cette revendication était la "forme" d'une "substance" désormais claire : à l'intérieur du mode de production féodal (rigidement et statiquement clos dans une structure hiérarchique et à secteurs de production), un mode de production nouveau (dynamique, agressif, ignorant les règles et les limites, mondial dans sa projection) était en train de germer.

Déclarer l'égalité entre les individus signifiait rompre avec les schémas paralysés et paralysants de la structure sociale et économique médiévale, et affirmer un libre jeu d'association (du point de vue des contacts et des contrats, des explorations et des colonisations, du commerce et du marché). Déclarer la rationalité d'un monde régis par des lois identifiables arrachait la vie quotidienne au mystère de la grâce divine, et le livrait à l'étude, à la découverte, à l'invention qui à leur tour ouvraient d'autres voies à la société et à l'économie.

Ce fut un énorme pas en avant pour l'humanité. Mais les deux revendications ensemble s'arrêtaient alors devant des limites bien précises. Les individus égaux l'étaient seulement jusqu'à un certain point : la nouvelle société qui naissait de la mort de l'ancienne se basait sur une évidente division en classes et ceci impliquait par nécessité de profondes inégalités (sociales, économiques et culturelles).

Et l'affirmation de la rationalité du monde régis par des lois identifiables restait confinée au domaine des sciences naturelles, mais elle se gardait bien de faire le pas qui l'emmènerait plus loin : c'est-à-dire reconnaître que ces lois (d'airain et identifiables) régissaient aussi la société.

Il échut donc au marxisme – science du devenir social déterminée par les mêmes contradictions insolubles du mode de production capitaliste (et qui n'était donc pas né – le marxisme – de l'imagination de tel ou tel "rêveur aux yeux ouverts"!) – il échut donc au marxisme de faire ce pas : montrer l'applicabilité de lois identifiables pour la société humaine et analyser les causes de l'inégalité.

Mais ce faisant le marxisme retourna comme un gant la "démocratie" elle-même, en mit à nu la nature de "construction idéologique", de "fausse conscience", de théorie faite pour l'usage et la consommation de la classe dominante bourgeoise. Et ceci dès le Manifeste du P. C. de 1848.

Entretenir l'illusion selon laquelle, dans un mode de production fondé sur la recherche incessante du bénéfice, sur la compétition de tout le monde contre tout le monde, sur ce vrai et évident champ de bataille qu'est le marché, les individus seraient égaux et auraient tous la même possibilité d'entrer en compétition, de connaître, de vouloir et de faire, cette illusion-là a été pendant trois cent ans une arme formidable dans les mains de la classe dominante, elle a informé à son sujet tous les secteurs, tous les recoins de la vie collective plongeant souvent dans une paralysie ceux-là même qui n'étaient pas égaux aux autres : les exploités, les opprimés, la classe ouvrière, le prolétariat.



Le marxisme a toujours lutté contre cette illusion.

Il a montré (dans la théorie comme dans les faits) que naître dans une société divisée en classes est déjà en soi une source d'inégalité.

Et que cette inégalité est soigneusement cultivée et conservée par tous les moyens de communication, par la culture et l'idéologie dominantes, par cet ensemble d'opinions, de lieux communs, d'habitudes mentales, d'inerties psychologiques qui – ayant leur origine dans le sous-sol économique et social et étant en rapport dialectique avec celui-ci – pèsent comme un rocher sur la classe exploitée et opprimée.

Le marxisme a toujours soutenu et démontré que la démocratie (cette divinité que la bourgeoisie voudrait voir vénérée pour l'éternité) est une tromperie et un instrument de domination. Et donc que les institutions politiques qui se basent sur elle (des plus petites aux plus grandes, des plus limitées aux plus larges, des comités de quartier à l'ONU) sont de terribles instruments de contrôle et d'encadrement des forces sociales.

Dans cette œuvre de démythification de la démocratie, le marxisme a eu un puissant allié : la société capitaliste elle-même ! Tandis qu'elle diffusait en apparence à plusieurs mains l'évangile de l'égalité et de la démocratie, elle le niait dans les faits mêmes. Le célèbre "libre marché" a été libre... l'espace d'un matin, c'est-à-dire quand il a aboli complètement les liens féodaux et arraché au servage de la glèbe les masses de "deshérités", "libres" alors de vendre leur propre force de travail, mais en évoluant ensuite vers des forces centralisées et monopolisatrices, vers les énormes groupements financiers qui écrasent et détruisent aujourd'hui toute illusion démocratico-individualiste !

La liberté de l'individu (sujet social ou économique, cela n'a pas d'importance) face aux lois (de droit ou de l'économie) est une mystification au vu de tout le monde. Tout comme l'est celle de l'autonomie de la culture ou – pire encore – de la culture comme voie pour une meilleure compréhension de sa propre place au sein de la société.

Et pourtant, ces illusions mortelles tiennent encore debout. Elles forment le tissu de connexions qui est la base de la société capitaliste. Elles sont la rhétorique apprise par cœur dès les premières années de vie et d'école. Elles représentent un acte de foi que l'on ne discute pas, que l'on ne doit pas discuter. Elles acquièrent de la force lors de chaque conflit (toujours présenté comme "la lutte de la démocratie contre l'autocratie") lors de chaque rendez-vous électoral (qui se tient toujours "pour la défense de la démocratie"). Et ceci au fur et à mesure que la société même se transforme de plus en plus en un mécanisme d'écrasement et de broyage des individus, de la classe soumise, de l'humanité tout entière. Plus elle devient fasciste et autoritaire (avec toutes les caractéristiques du fascisme, qui n'est pas seulement répression pure mais aussi et surtout construction du consensus) plus elle s'auto-proclame comme étant démocratique.

Notre courant – qui est affilié au patrimoine théorique et à la bataille politique de Marx et d'Engels, de Lénine, du PC d'I du début des années 20 – a toujours déclaré et démontré que "la démocratie est la meilleure enveloppe pour le développement capitaliste, que le fascisme et la démocratie sont des formes différentes mais convergentes d'une seule et même domination de classe, que le fascisme achève l'œuvre de désarmement intellectuel et matériel commencé par la démocratie (avec l'apport fondamental de la social-démocratie), que le fascisme est l'instrument auquel le capital a recours lors de certaines périodes historiques pour défendre et consolider la démocratie !

Notre époque – celle qui s'est ouverte au lendemain de la deuxième boucherie mondiale – est celle de la victoire du totalitarisme politique, qui correspond au totalitarisme écono-

mique qui dérive de la structure de rapports bourgeois dans sa phase impérialiste, et ce totalitarisme assume la forme ouverte de dictature fasciste ou celle plus insidieuse de contrôle démocratique. C'est l'époque des grands monstres étatiques et des gros colosses économiques et financiers qui dominent sans partage la scène mondiale.

C'est l'époque de la militarisation de la vie quotidienne et du consensus diffusé et artistiquement élaboré à travers mille et mille réseaux.

Et donc, c'est l'époque où se gonflent le discours et la rhétorique démocratiques avec la plus grande virulence.

Les communistes révolutionnaires doivent donc continuer l'œuvre commencée il y a 500 ans : la lutte ouverte contre la domination du capital, "dans toutes les formes qu'elle assume sur le plan politique". Dans la conscience que la forme démocratique, justement parce qu'elle se fonde sur une illusion, est la plus insidieuse, est celle qui – hélas – paralyse encore les masses qui souffrent: ce qui pâtissent dans leur chair l'inégalité et l'exploitation, mais dont le cerveau est encore – et il le sera pour longtemps encore) rempli de cette illusion.

En période électorale – des périodes très longues désormais, et qui tendent – pas par hasard! – à occuper de plus en plus la scène capitaliste, en la gardant dans une sorte de fébrilité constante) il est urgent de saisir la mystification qu'est la démocratie et y opposer le programme du communisme. Ce programme peut s'exprimer seulement dans la théorie et dans la praxis, dans la tradition et dans l'expérience du parti communiste international.

En ce sordide aujourd'hui qui exsude de tous ses pores démocratie et souffrance, rhétorique démocratique et sang des masses affamées et opprimées, le mode de production capitaliste (avec ses incurables contradictions) se montrera encore une fois comme... notre meilleur allié, en poussant vers notre parti ces individus, ces groupes de travailleurs, ces secteurs de classe, qui endurent l'exploitation matérielle et idéologique et qui réagissent contre elle. Qui perçoivent combien la rhétorique démocratique est depuis longtemps arrivée à son terme, et qu'elle doit être jetée enfin dans la poubelle de l'histoire.

## La loi marxiste de la chute tendancielle du taux de profit

*Le texte que nous présentons est paru en 1967 dans le n° 13 de notre journal italien, «Il Programma Comunista», c'est le compte-rendu d'un bref rapport exposé à une de nos réunions générales. Etant par essence un texte incomplet — dans la mesure où il faut lui intégrer les données statistiques, théoriques et historiques du cours du capitalisme, travail qui occupe toujours une part importante du travail du parti — il semble opportun de le republier car il présente sous une forme synthétique mais efficace la loi historique que Marx définit comme la plus importante du mode de production capitaliste, la loi qui inévitablement confirme le caractère transitoire du capitalisme et son nécessaire cours catastrophique : cette loi représente l'autre face du processus d'accumulation et c'est à travers elle qu'est démontré la faillite du mode de production capitaliste sous le poids de ses contradictions et la nécessité d'un mode de production supérieur.*

*Le texte que nous présentons se base sur la Section III du livre III du Capital. Dans le texte original les références bibliographiques se référaient à l'édition de 1954 des Editori Riuniti; (les références des pages données dans cette traduction proviennent de l'édition du Capital parue aux Editions sociales, 1976, tome III).*

*Dans ce texte il y a par ailleurs de nombreuses références au « socialisme tant vanté » de l'ex-URSS ou, comme nous l'avons montré dans de nombreux autres textes, le capitalisme se construisait sous le travestissement idéologique d'un socialisme dont la substance aurait été constituée par une rapide accumulation industrielle et non, comme indiqué dans tous les textes du marxisme, par la négation des catégories capitalistes : argent, marchandises, entreprise, travail salarié, monnaie. Le prétendu socialisme soviétique, levier de la création de la puissance impérialiste de l'Etat bourgeois russe, était aussi un instrument contre-révolutionnaire névralgique de contrôle du prolétariat mondial (rôle que l'URSS a tenu en binôme avec les USA). Son effondrement est survenu sous le coup d'une crise mondiale dont l'épicentre se trouve dans les pays impérialistes les plus développés avec leur*

*accumulation pléthorique de marchandises, crise qui a d'abord touché les anneaux les plus faibles de la chaîne impérialiste, les lois de développement du capitalisme se fichant des « rideaux » de quelque matière qu'ils soient et étant valable pour tout capitalisme, qu'il soit de l'ouest ou de l'est.*

*Ce texte doit enfin servir de complément et d'aide à la lecture et à l'étude d'autres textes comme «Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique et dans la doctrine de Marx» et «Trajectoire et catastrophe de la forme capitaliste dans la classique construction théorique monolithique du marxisme», tous deux travaux de parti publiés en 1957. L'étude du cours du capitalisme est importante pour les marxistes dans la mesure où elle permet de déduire des faits matériels la confirmation des présupposés théoriques, qui sont nés comme un bloc unitaire avec la création du prolétariat moderne et représentent le programme d'émancipation de la classe qui, sous le guide de son parti, sera historiquement appelée à abattre le capitalisme et à ouvrir la route qui mène à la société sans classes. Les lois de la structure économique sont celles qui en ultime instance s'imposent, en déterminant les lignes de succession et de développement des divers modes de production, dont l'essence et la dynamique se basent sur les modalités de production et d'attribution du produit social. Dans le concept marxiste, le capitalisme ne s'écroule pas mécaniquement, sans révolution politique, ni ne connaît de « décadence » ou de « courbe descendante » qui favoriseraient automatiquement des transformations gradualistes ou fatalistes et pacifistes vers le socialisme ; mais c'est le développement des contradictions économiques, qui sont une seconde nature du système, qui fait que le développement des forces productives vient se heurter aux rapports sociaux qui devraient les contenir, et, à un certain point, deviennent un obstacle à un développement ultérieur. La relation entre crise et révolution est fondamentale mais il s'agit de relations dialectiques et non mécaniques. Le développement des forces productives générale, de l'intérieur de la dynamique capitaliste, les formes et les possibilités d'un mode de production supérieur, qui a*

*donc besoin de passer par une révolution sociale, qui à son tour doit passer par une révolution politique. « Au sein de la société bourgeoise basée sur la valeur d'échange – écrit Marx dans les Grundrisse – naissent des rap - ports tant de production que de circulation, lesquels sont autant de mines pour la faire sauter. Une masse de formes antithétiques de l'unité sociale dont le caractère antithétique ne peut toutefois être dépassé à travers une métamorphose pacifique. D'autre part, si nous ne trou - vions pas déjà occultés dans la société, telle qu'elle est, les conditions matérielles de production et les rapports com - merciaux correspondants pour une société sans classe, tou - te tentative pour la faire sauter ne seraient que des efforts donquichottesques ». C'est le capitalisme lui-même qui travaille à sa propre dissolution comme forme dominante de la production, et la loi de la chute tendancielle du taux de profit, manipulée et transformée par les troupes de staliniens et opportunistes de tout poil, est toujours là pour le démontrer.*

Comme nous l'avons expliqué dans le n°10/67 de «Il Programma Comunista» et à la réunion de Florence pendant l'exposition du sujet et son illustration par l'aperçu sur l'économie marxiste rédigé par la section de Naples, le taux de profit ( $t$ ) est donné par le rapport entre plus-value ( $p$ ), ou profit, et capital total anticipé ( $k$ ) (c'est à dire capital constant ( $c$ ) plus capital variable( $v$ )) et est symboliquement représenté par la formule  $t = p / k$  ou  $k = c + v$ , à la différence du taux de plus-value ( $s$ ) qui est donné par le rapport entre la valeur  $p$  et le seul capital variable  $v$ , dont le rapport symbolique est  $s = p / v$ . Marx démontre que ce taux décroît historiquement et tendanciellement (c'est à dire non pas de manière simple et rectiligne mais à travers une marche irrégulière) en fonction de l'augmentation de la composition organique du capital ; c'est à dire, à la relation au sein du capital total anticipé par le capitaliste entre la partie constante et la partie variable. Comme nous le verrons, la partie constante tend à augmenter, augmentant ainsi la composition organique et donc la grandeur  $k$ , dont  $p$  dépend dans la détermination du taux de profit ; et celui-ci de cette manière décroît. Ceci vient de l'augmentation de la productivité du travail, de la diminution rela-

ve de  $v$ , le travail vivant, qui met en mouvement, ou valorise, une quantité plus importante de  $c$ , capital mort (capital constant). Nous allons chercher maintenant à expliquer et à documenter ce qui est exposé, d'une manière très schématique, à travers des citations de la section du *Capital* citée.

Marx affronte le problème en mettant particulièrement en évidence, au sein de la production capitaliste, la diminution relative du capital variable par rapport au capital constant, et donc au capital total valorisé par la classe prolétarienne:

«Ce qui signifie tout simplement ceci: le même nombre d'ouvriers, la même quantité de force de travail, que faisait travailler un capital variable d'un volume de valeur donné, mettra en mouvement dans le même laps de temps, par suite du développement des méthodes de production propres à la production capitaliste, une masse toujours plus grande de moyens de travail, de machines et de capital fixe de toute sorte, traitera et consommera productivement une quantité toujours plus grande de matières premières et auxiliaires – par conséquent il fera fonctionner un capital constant d'un volume de valeur en perpétuelle augmentation. Cette diminution progressive, relative, du capital variable par rapport au capital constant – et par suite au capital total – est identique à l'élévation progressive de la composition organique du capital social moyen. Ce n'est encore qu'une autre façon d'exprimer le progrès de la force productive sociale du travail qui se traduit précisément par ce fait : en utilisant plus de machines et en général en employant davantage de capital fixe, le même nombre d'ouvriers peut transformer en produits une plus grande quantité de matières premières et auxiliaires dans un même laps de temps – c'est à dire avec moins de travail » (*Le Capital*, T.III, Editions Sociales p. 210). De plus, Marx explique comment face à la dilatation du capital total celui-ci n'absorbe qu'une faible part de plus-value ou travail vivant, même si l'exploitation du prolétariat exprimée par le taux de plus-value peut augmenter:

«La loi de la baisse du taux de profit qui traduit un maintien du taux de plus-value ou même une

hausse de ce dernier signifie en d'autres termes : étant donné une certaine quantité de capital social moyen, un capital de 100 par exemple, la fraction de celui-ci qui représente des moyens de travail ne cesse de croître et celle qui représente du travail vivant ne cesse de diminuer. Mais, comme la masse totale du travail vivant ajouté aux moyens de production baisse par rapport à leur valeur, le travail non payé et la portion de valeur qui le représente baissent aussi par rapport à la valeur du capital total avancé. Ou encore: une partie toujours de plus en plus petite du capital total investi se convertit en travail vivant et ensuite le capital total investi absorbe donc, proportionnellement à sa grandeur, une aliquote toujours plus petite de surtravail, quoique le rapport entre la part non payée et celle payée du travail employé peut augmenter en même temps". (id.)

Peu après, dans une page vigoureuse, Marx donne la démonstration du fait que la chute tendancielle du taux de profit met toujours plus sous la domination de la folie productive du capital, nécessairement poussé par la chute du taux de profit à envahir le monde avec ses marchandises, chargées de sueur prolétarienne et de profits pour le capitaliste, que celui-ci doit réaliser sur le « libre marché » :

« Le nombre des ouvriers employés par le capital, donc la masse absolue du travail qu'il met en mouvement, d'où la masse absolue du surtravail qu'il absorbe, d'où la masse de plus value qu'il produit, d'où la masse absolue de profit qu'il produit, *peuvent* donc s'accroître et s'accroître progressivement, en dépit de la baisse progressive du taux de profit. Il ne suffit pas de dire qu'il *peut* en être ainsi : il faut qu'il en *soit* ainsi – des oscillations passagères mises à part – sur la base de la production capitaliste » (id.p. 215).

La loi de la chute tendancielle du taux de profit dérive aussi de tous les phénomènes complexes de l'économie capitaliste et des rapports de production sous-tendus, pour lesquels les capitalistes et leurs idéologues, les économistes, ont une vision déformée se limitant à la superficie ou à l'apparence, ne voulant ni ne pouvant pour des raisons de classe en examiner les causes profondes : « Il résulte de la nature du mode de production capitaliste

que, lorsque la productivité du travail augmente, le prix de chaque marchandise prise à part ou d'une quantité donnée de marchandises diminue, le nombre de marchandises augmente, la masse de profit par marchandise et le taux de profit par rapport à la somme des marchandises diminuent, tandis que s'accroît la masse de profits calculée sur la somme totale des marchandises ; ces phénomènes se manifestent en surface simplement de la façon suivante : baisse de la masse de profit par marchandise singulière, baisse du prix de celle-ci, accroissement de la masse de profit calculée sur le nombre total, en augmentation, des marchandises que produit le capital total de la société ou encore le capitaliste individuel. De ces faits, on déduit alors cette idée que le capitaliste réduit, parce que tel est son bon plaisir, la part de profit par marchandise singulière, mais se dédommage en produisant un plus grand nombre de marchandises. Cette conception repose sur l'idée du profit d'aliénation (*profit upon alienation*) qui, elle-même, est dérivée de la conception du capital commercial » (id.p. 226).

### La condamnation historique du mode de production capitaliste

Poursuivant l'examen de la chute tendancielle du taux de profit, Marx met l'accent sur les prolongements de cette loi et, dans deux chapitres de la troisième section, démontre que des facteurs antagonistes agissent contre elle (augmentation du degré d'exploitation du travail, réduction du salaire au-dessous sa valeur, baisse du prix des éléments du capital constant, surpopulation relative, commerce extérieur, augmentation du capital en actions) et que ceux ci en ralentissent la chute qui aurait sinon été bien plus rapide:

«Et ainsi donc nous avons vu qu'en général les mêmes causes qui provoquent la baisse du taux de profit général suscitent des effets contraires qui freinent, ralentissent et paralysent partiellement cette baisse. Ils ne suppriment pas la loi, mais en affaiblissent l'effet. Sinon ce n'est pas la baisse du taux de profit général qui serait incompréhensible, mais inversement la lenteur relative de cet-

te baisse. C'est ainsi que la loi n'agit que sous forme de tendance dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes de temps » (id.p. 234). Rappelons aux actuels théoriciens du salaire lié à la productivité, de la politique des revenus, du salaire « juste », ce que démontre Marx dans ce passage essentiel:

« La chute tendancielle du taux de profit s'allie à une hausse tendancielle du taux de la plus value, donc du degré d'exploitation du travail. Il n'est donc pas de plus grande niaiserie que d'expliquer la chute du taux de profit par une hausse du taux du salaire, bien qu'exceptionnellement le cas puisse se produire. ( NdR : M. Wilson a ses raisons de se vanter de n'avoir jamais lu le *Capital* ni d'avoir cherché inspiration dans le cimetière de Highgate ! ) (1). C'est seulement si l'on comprend d'abord les conditions qui créent le taux de profit que l'on pourra ensuite, grâce à la statistique, établir des analyses réelles du taux de salaire à différentes époques et dans divers pays. Le taux de profit ne baisse pas parce que le travail devient moins productif, mais parce qu'il le devient plus. Les deux phénomènes : hausse du taux de la plus value et baisse du taux de profit ne sont que des formes particulières qui, en régime capitaliste, expriment l'accroissement de la productivité du travail. » (id.p. 234 /235).

C'est pourquoi le monde de l'économie, malgré la montagne de statistiques et d' « études » mises à disposition par les innombrables bureaux d'études, apparaît toujours plus incompréhensible et obscur aux capitalistes, et leurs théoriciens ne peuvent ni ne veulent reconnaître le diagnostic de Marx parce que le reconnaître signifierait admettre que le capitalisme n'est qu'un mode de production historique et comme tel transitoire. La réaffirmation directe du caractère transitoire du capitalisme, qui équivaut à un cri de lutte et de révolte de la part des masses toujours plus exploitées et opprimées (nous disons à juste titre que le

Capital n'est pas un livre d'étude mais un programme de bataille), nous l'avons dans ce passage que nous reproduisons en conclusion de cette première partie :

« Par ailleurs, si le taux de mise en valeur de capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle semble dès lors menacer le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent. Les économistes qui, à l'exemple de Ricardo, considèrent le mode de production capitaliste comme un absolu, sentent bien que ce mode de production crée ici sa propre limite, mais ils en attribuent la responsabilité non à la production, mais à la nature (dans la théorie de la rente). Ce qu'il y a d'important toutefois dans l'*horror* (horreur) qui les saisit devant la baisse du taux de profit, c'est le sentiment que dans le développement des forces productives le mode de production capitaliste trouve une limite qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi ; et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire, du système de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas un mode absolu de production de la richesse, qu'au contraire il entre en conflit avec le développement de celle-ci à une certaine étape de l'évolution » (id.p. 236/237).

Et encore :

« La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que :

1. Avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une telle loi, qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait, le conflit doit être constamment surmonté par des crises.

1. Le texte se réfère à Harold Wilson, leader du Parti Travailleiste anglais, qui devint premier ministre aux élections de 1964 ; le cimetière de Highgate est celui où fut enterré Marx.

2. C'est l'appropriation du travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'êtres humains socialement évolués. C'est pourquoi des limites surgissent déjà pour la production à un degré de son extension qui, sinon, dans la seconde hypothèse, paraîtrait insuffisant et de loin. Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit condamnent cette stagnation. (...) Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit. D'où l'angoisse des économistes anglais au sujet de la baisse du taux de profit. Que la simple possibilité de cette baisse puisse faire frémir Ricardo, voilà qui montre précisément quelle compréhension profonde il avait de la production capitaliste. On lui reproche d'étudier la production capitaliste sans se soucier des « hommes », de ne considérer que le développement des forces productives – de quelque sacrifice en hommes et en *valeurs*-capital que soient payés ces progrès – c'est justement ce qu'il y a d'important chez lui. Le développement des forces productives du travail social est la tâche historique et la justification du capital. Ce faisant, il crée précisément, sans le savoir, les conditions matérielles d'un mode de production supérieur. Ce qui inquiète Ricardo, c'est que le taux de profit, aiguillon de la production capitaliste, et à la fois condition et moteur de l'accumulation, est menacé par le développement même de la production. Et le rapport quantitatif est ici l'essentiel. En fait, tout cela repose sur une raison plus profonde, dont Ricardo a seulement l'intuition. On aperçoit ici, sur le plan purement économique, c'est-à-dire du point de vue du bourgeois, dans le cadre de la raison capitaliste, du point de vue de la production capitaliste elle-même, les limites de celle-ci, sa relativité ; on

voit qu'elle n'est pas un système de production absolu, mais un simple mode historique de production correspondant à une certaine époque de développement restreint des conditions matérielles de production » (Id.p. 251/252).

Cette vibrante malédiction de Marx au monde des marchandises, du marché, de la concurrence ou de l'émulation compétitive, et l'affirmation révolutionnaire de son caractère transitoire, nous, qui sommes liés à ce même fil, la revendiquons aujourd'hui comme alors, avec les mêmes objectifs. Nous les reprenons en les jetant à la face de la classe dominante.

### La chute tendancielle du taux d'accroissement de la production

Dans le travail de parti que nous publions au fur et à mesure dans notre presse, nous avons amplement démontré la soumission de l'économie capitaliste à la loi marxiste de la chute tendancielle de l'augmentation relative, la vérifiant sur la base des indices de la production industrielle. La raison de cette référence, qui n'est pas arbitraire, vient de la nécessité de se baser sur des résultats statistiques universellement acceptés, afin d'éviter toute accusation d'utilisation de données de complaisance : nos données proviennent généralement des statistiques de l'ONU et des instituts de statistique des différents pays examinés. La différence la plus apparente entre nos études et ce que nous venons de voir ci-dessus est le fait que Marx, dans son travail théorique, parle de baisse du taux de profit alors que nous vérifions l'efficacité de cette loi avec les données des productions nationales. En réalité, cette source utilisée pour repérer la tendance à la décroissance, est tout à fait légitime et correspond aux exigences de se servir de points de référence fixes dans l'impossibilité où nous sommes d'obtenir des chiffres fiables sur la composition organique et ses variations à l'intérieur du capital social total.

Indiquons avec  $k' = c' + v'$  le capital total anticipé l'année 1 et avec  $p'$  la plus-value totale : en supposant que toute cette plus-value est réinvestie au lieu d'être consommée par les capitalistes (ce qui

est évidemment un cas extrême) le capital total anticipé l'année suivante devient  $k'' = c' + v' + p'$  ; la part variable de ce capital représentée par  $v'$  auquel s'est à peine joint une fraction de  $p'$  produira une nouvelle plus-value  $p''$ . Le taux de cette seconde année sera donc :

$$t = p'' / k''$$

Considérons à présent les choses sous l'angle matériel et non plus du point de vue des valeurs. La production physique de l'année 1 peut être représentée au moyen d'un indice (l'indice de la production industrielle fourni par les différents bureaux de statistique) qui représente le stock des marchandises produites dont la valeur correspond justement à  $c' + v' + p'$ . Le même raisonnement pour l'année suivante montre que l'indice des quantités physiques correspond à la valeur  $k'' + p''$ , soit  $c' + v' + p' + p''$ . Maintenant, que veut dire : augmentation relative de la production industrielle ? L'augmentation brute d'une année sur une autre retenue comme année de référence, soit dans notre exemple :

Indice de l'année 2 – Indice de l'année 1 / Indice de l'année 1.

Comparé à ce que nous avons dit plus haut, on voit que ceci correspond (à condition que la plus-value soit capitalisée et que la composition organique du capital ne change pas d'une année sur l'autre) à :

$$\frac{[(c' + v' + p' + p'') - (c' + v' + p')]}{(c' + v' + p')} = \frac{p''}{(c' + v' + p')} = \frac{p''}{k''} = t$$

Bien que ne pouvant affirmer qu'il existe une identité exacte entre l'évolution historique de l'augmentation de la production industrielle et de celle du taux de profit, étant donné les hypothèses simplificatrices nécessaires utilisées précédemment, nous pouvons cependant dire que ces deux grandeurs sont liées entre elles, et que l'évolution de l'une, que l'on peut facilement suivre grâce aux abondantes statistiques des sources bourgeoises, donne des informations sur l'évolution de l'autre, que les statistiques bourgeoises entourent de mystère. C'est ainsi que, dans le n° 17/1957 de « Il Programma Comunista », nous précisons les limites des seules références à la production industrielle :

« La quantité de la production industrielle totale n'est pas essentielle dans une étude marxiste, pour des raisons évidentes dont nous rappelons les principes, qui seront mieux examinées dans la suite de cette étude. Avant tout, la seule étude de l'économie industrielle est insuffisante à l'étude d'un mode de production en tant qu'elle laisse de côté la chronologie de la production des denrées agricoles qui, quand on la considère, sonne moins triomphalement que celle de la production manufacturière, et spécialement lorsqu'on la met en rapport avec l'augmentation de la population. Celle-ci (c'est aussi valable pour l'industrie), doit être rapportée à la production totale, pour former les tableaux et les courbes d'indices non pas pour toute la production mais pour celle-ci rapportée à la population de l'année correspondante. (...) Dans la production industrielle capitaliste n'est pas non plus comprise la part de l'économie agricole conduite comme une industrie capitaliste, celle des fermiers-entrepreneurs et en général celle employant un travail salarié de masse. Un tel critère viendrait avantager des pays comme l'Angleterre et l'Italie si on les prenait en considération. Et il donnerait une meilleure idée du développement des formes bourgeoises dans de nombreux pays des zones arriérées.

En outre, l'indice de la production industrielle des biens manufacturés réunis de manière indistincte travail mort et travail vivant dans le sens de Marx, c'est-à-dire le capital qui traverse inerte la production et réapparaît inchangé et le capital consommé dans la production de la force de travail que depuis quelques décennies les économistes bourgeois ont commencé à appeler, les dents serrées, la valeur ajoutée, usurpant à des fins de falsification notre terminologie. Cette confusion, qui existe dans la détermination des indices de la production industrielle totale réduite à parité de la population, sert à sceller l'existence des classes et le monopole du travail mort, qu'il soit exercé par une classe physique ou par un Etat capitaliste gestionnaire de la forme mercantile et d'entreprise, complice de classes étrangères ou indigènes».

Ceci dit, l'objectif que nous avons poursuivi et poursuivons dans ce champ est clair : 1) démon-



trer, à l'aide des statistiques fournies par la bourgeoisie, la pleine validité de la loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit, dans laquelle est implicitement contenue la condamnation historique du capitalisme ; 2) démentir les thèses staliniennes selon lesquelles le caractère socialiste de la structure économique soviétique serait démontré par des rythmes d'augmentation de la production élevés et toujours croissants par rapport à celles enregistrées en Occident, prouvant statistiques en main que la tendance à la chute des taux annuels d'augmentation de production valent en URSS. De la tribune du XX<sup>e</sup> Congrès (2) Kroutchev cria qu'en 1965, grâce aux indices élevés d'augmentation de sa production, la Russie aurait rejointe l'Amérique. Depuis lors, nous prédisons l'absence de fondement d'une telle assertion (et les faits devaient nous donner raison d'une manière éclatante) et accusons les post-staliniens d'être pires que leur père spirituel, parce que tous se dirigent avec prétention vers une guerre économique avec l'Occident capitaliste alors que Staline voyait dans ses songes, bien que difformes, l'armée rouge de l'URSS, devenue géant économique, déferler sur les contrées d'un monde bourgeois décadent et asphyxié. Les prévisions de Staline et Kroutchev ne se sont pas avérées exactes et ne le pouvaient pas ; et maintenant les deux blocs mondiaux se soumettent à la loi marxiste de l'augmentation décroissante opérant tant à l'est qu'à l'ouest, les racines économiques des deux machines productives étatiques (qui, en tant que gendarmes de la contre-révolution, se partagent le monde), étant les mêmes.

Nous reportons à ce propos quelques citations de nos travaux de parti parus dans notre journal sur le cours de l'économie capitaliste tant en Orient qu'en Occident :

«Il Programma Comunista» n° 16/1957: «On a cherché la preuve de la forme socialiste dans la prétendu supériorité de la production en Russie,

en confondant la masse brute de produits avec le rapport entre la quantité sociale produite et les forces sociales employées, et confondant ce concept (dont l'unité de mesure marxiste est unique : le temps ; sous le capitalisme il reste au travailleur un quart de sa journée, sous le socialisme il lui restera une proportion largement supérieure, au moins le double, ceci pour une même « productivité technique », qui est un autre problème) avec le rythme d'augmentation de la production annuelle. On affirme que la Russie battrait l'Occident dans ce conflit. A ce colossal mensonge, base de toute la propagande stalinienne et de celle de ses descendants, nous répondons dans «Dialogue avec les morts» et «Dialogue avec Staline » que le fait est faux et en donnons l'explication. Que le capitalisme en général accélère rapidement d'année en année sa production brute quand il est «jeune», quand il sort d'une guerre, même si elle a été perdue, quand il sort d'une crise, et en général quand il a la possibilité de broyer toujours plus le prolétariat par la machine salariale. Ceci étant prouvé concernant l'est, nous devons le prouver quant à l'ouest. L'adversaire est différent mais il dit la même chose: le mode de production capitaliste est capable d'accroître le bien-être social sans limite, diminuant les efforts moyens, évitant les guerres et les crises. Par contre ce que nous en attendons comme résultat est la révolution ».

De «Il Programma Comunista» n° 17/1957: «L'apologie du prétendu socialisme soviétique vient de décennies conduites sur la base de la confrontation entre les indices de développement de la production industrielle, en défendant la fausse thèse indiquant qu'avec un de ces thermomètres on pouvait mesurer la chaleur vitale des formes bourgeoises et socialistes, s'enfonçant toujours plus dans la doctrine de l'émulation concurrentielle entre Etats et « systèmes ».

Cette vérification de la « rapidité de la course à la

2. A propos du XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS, tenu en Février 1956, dans lequel se tint la farce de l'abjuration de Staline pendant que se poursuivait encore plus ignominieusement (et en totale continuité) le parcours à l'envers vers l'idéologie la plus outrée et la praxis la plus féroce d'adhésion aux impératifs du capitalisme mondial. Sur le XX<sup>e</sup> Congrès notre parti a écrit «Dialogue avec les morts», paru dans les n° 5 à 10 de «Il Programma Comunista» de 1956.

production » est appliquée par les opportunistes aux économies des différents pays afin de démontrer que cette guerre est gagnée par la Russie moderne, et qu'en conséquence sa structure économique est socialiste. Partant de la démonstration qu'un tel verdict du jugement du point d'arrivée est contestable par sa fausseté évidente, nous voulons parvenir à rappeler aux prolétaires que la folle rapidité de la course à la production n'est que la plus grande honte du système bourgeois et la plus grande preuve scientifique de sa nécessaire fin historique, et que cette course ne sera pas accélérée mais cassée et freinée par la victoire de la révolution socialiste ».

Dans le caractère univoque de la course à la production, nous pouvons reconnaître l'unicité de l'âme capitaliste des deux différents blocs soi-disant opposés.

Au cours des années, de 1957 à aujourd'hui, nous avons démontré pour les quatre principaux pays occidentaux (Angleterre, France, Allemagne, USA), à partir de 1859, la validité de l'augmentation relative historiquement décroissante, et, fournissant une perspective pour la seule Russie à partir de 1913, nous avons montré la répétition de la même loi de décroissance. Nous avons fourni ensuite une perspective regroupant non plus 4 mais 7 pays (en plus des quatre précédents, la Russie, le Japon et l'Italie), et avons démontré que dans la période d'après-guerre le rythme d'accroissement russe portait l'industrialisme de l'URSS seulement en 3<sup>e</sup> position après les bourgeoisies allemande et japonaise, démentissant la thèse stalinienne du caractère socialiste de la production, à moins de vouloir assigner un contenu «socialiste» aux économies japonaise et allemande. Ces preuves nous permettaient d'affirmer avec vigueur face au prolétariat mondial le caractère capitaliste de l'URSS et la soumission du capitalisme mondial à la loi de la décroissance de l'augmentation relative: loi que, pour conclure notre étude, nous avons vérifié pour la totalité de l'économie capitaliste mondiale. Répartissant la période étudiée en quatre cycles d'une durée respective de 33, 21, 16 et 27 ans, nous obtenons les indices moyens respectivement de 4,9 , 5,1 , 2,4 , 4,1. Cet indice est

encore discontinu et seulement tendanciellement décroissant, le développement tumultueux du capitalisme en Russie ayant constitué un puissant frein à cette chute. La tendance à la décroissance s'affirme par contre de manière irrévocable si nous divisons la période 1859 – 1956 en deux longs cycles de 54 et 43 ans qui donnent les indices de 5 et 3,5 pour le monde entier.

Nous commentons ainsi ces chiffres : « Aucune glorieuse industrialisation n'est offensée quand nous découvrons dans sa course en avant la loi inexorable de la décroissance de l'augmentation, propre à toute croissance physique ou organique ». Tel était notre véhémement affirmation du caractère « physiologique » des lois auxquelles les staliniens croyaient avoir donné un démenti et qu'ils ont été en fait contraints de subir.

De « Il Programma Comunista » n° 23/1957 : « La décroissance de l'augmentation relative est du reste propre à tout phénomène de développement de la nature, et pas seulement des êtres organiques. Dans l'exposé oral on prit l'exemple d'une sphère qui grossit depuis son centre par l'adjonction d'une couche d'égale épaisseur dans une même unité de temps, comme une galvanisation par exemple. Du rayon un au rayon deux puis au rayon trois, les superficies deviennent un, quatre, neuf, et les volumes un, huit, vingt-sept... La sphère grossit donc. Et à chaque fois son augmentation est supérieure à la fois précédente ; il suffit de faire les soustractions : sept, dix-neuf, trente-sept... Mais le taux d'augmentation relative est autre chose, c'est l'augmentation relative divisée par le volume (ou la masse) précédente. Si nous faisons le rapport de la nouvelle série : sept divisé par un, dix-neuf divisé par huit, trente-sept divisé par vingt-sept, , nous avons une belle série dégressive: 7,00 , 2,28 , 1,47 , 0,95... La sphère grossit ? Certes. Son poids augmente chaque heure passée d'une quantité plus importante de métal ? Certes. Mais l'augmentation en pourcentage va en diminuant sans pause de sept cent pour cent la première heure à quatre-vingt quinze pour cent la quatrième. En prétendant que leur économie se gonflait en violant cette loi les russes ont commis une première balourdise; en prétendant que c'était

le symptôme du passage du capitalisme au socialisme ils en ont commis une encore plus bête ; et après cela ils assurent qu'ils sont les représentants d'un énorme progrès de la culture des masses ! L'augmentation de la production n'explose qu'une fois au cours de l'histoire : quand la production parcellaire cède la place à une production de masse par entreprise. Ensuite elle recule inexorablement. Quand surgira la production socialiste, la réduction des heures de travail quotidiennes explosera et le volume de production arrêtera la moderne folie de son augmentation ».

Comme il résulte de cette citation, l'erreur des russes était double. Ceux-ci ne prétendaient pas seulement avoir démenti la loi de l'augmentation décroissante, mais ils lui substituaient une vision gradualiste, réformiste, antirévolutionnaire du passage du capitalisme au socialisme. Ils niaient un solide point du marxisme : le catastrophisme révolutionnaire. Ils acceptaient la « confrontation », la veule théorie des modèles ; ils revêtaient les fripes réformistes que la III<sup>e</sup> Internationale, rompant violemment avec le réformisme social-démocrate, avaient combattus ; ils fournissaient ainsi une preuve supplémentaire d'avoir abandonné la tranchée de la révolution ; de rêver d'un système social qui parlait à travers leurs bouches comme éternel, progressif, illimité, et partageaient la même horreur que les capitalistes du temps de Marx face à l'abaissement du taux de profit. Ils abandonnaient le catastrophisme et la théorie des crises que nous avons toujours revendiqués comme points cardinaux du marxisme, et dont les racines ne sont pas à chercher dans une de nos « marottes » théoriques mais dans le caractère même de la production capitaliste, ainsi que nous le voyons dessiné par les paroles de Marx :

« L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat qui, nous l'avons dit, n'a pas d'autres limites que les limitations précitées. Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de la plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est ache-

vé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital » (id.p. 238/239).

### **Les limites de la damnation productive du capital**

La damnation productive du capital se heurte violemment aux limites du marché. La plus-value doit être réalisée sur le marché. Nous attendons à ce tournant le capital gonflé de marchandises prêt à en éclater, et nous l'attendons pour lui porter le coup final. Face à un capitalisme arrivé à sa phase ultime le devoir du parti n'est pas de se soumettre à l'idéologie productiviste mais d'arracher ses racines matérielles. Nous revendiquons l'ensemble du programme marxiste y compris la partie « immédiate » de sa réalisation par le travail de la dictature prolétarienne victorieuse dans le maximum de pays, dont le devoir ne peut être aujourd'hui d'accepter le productivisme ou de se vanter des augmentations de la production, mais de tailler drastiquement dans celle-ci en éliminant les branches productives inutiles et nocives, sources de gaspillage social ; en augmentant les coûts de production ; en diminuant les horaires de travail ; en pratiquant des désinvestissements dans l'industrie ; en contrôlant la consommation ; en exerçant un contrôle dictatorial sur les moyens de communication de masse : agissant donc en sens inverse

de celui pratiqué dans l'URSS soit disant socialiste.

Si, comme nous avons vu, la chute tendancielle du taux de profit et de l'augmentation relative de la production industrielle est une loi du système productif actuel qu'on ne peut supprimer, et une conséquence de l'augmentation de la composition organique du capital, de l'asservissement des sciences et des techniques aux impératifs de la machine productive ; si une telle tendance frappe à la porte du capital, sa réaction sera de chercher à augmenter la masse de profits en augmentant la masse de marchandises produites ; elle sera d'inonder le monde entier sous ses marchandises. Le capital cherchera à pallier à la chute de son feu vivifiant en augmentant l'exploitation du prolétariat (augmentation de la plus-value relative) et en s'asservissant encore plus la science et la technique pour accroître ultérieurement la productivité du travail ; mais, de cette manière, il pourra seulement donner de l'énergie à la tendance naturelle à l'augmentation du rapport  $c/v$ , et donc se retrouvera face aux mêmes problèmes mais à une échelle plus vaste. Cette issue est présente à l'esprit des capitalistes, même si c'est de manière déformée ; ils écrivent et disent que pour chaque poste de travail créé par eux (!) les investissements nécessaires en capital sont toujours en augmentation ; et ils le sont d'autant plus que la branche de production ou la nation concernée emploient des techniques modernes. Ils reconnaissent donc eux-mêmes la tendance à la domination du travail mort, à l'augmentation de la productivité du travail, à la nécessité de la diffusion du capitalisme dans le monde entier. C'est de ces racines que provient la vitalité du capital, sa poussée grandiose, le catégorique impératif qui lui ordonne de produire, et la nécessité de vendre comme fin inéluctable de son cycle. C'est alors que surgit la politique de puissance, le menaçant impérialisme, le totalitarisme étatique, la partition du monde, les crises, les guerres. Les caractéristiques économiques de l'impérialisme ne sont pas nouvelles : elles représentent l'extension paroxystique des caractéristiques du capitalisme classique ; elles proviennent du développement du mode de production capitaliste ; elles sont les res-

sources du capitalisme pour prolonger sa propre vie dans la mesure où ses contradictions deviennent toujours plus explosives, toujours plus incontrôlables, et où chaque crise, chaque perturbation met en cause l'existence même du système.

C'est ainsi que nous décrivions le phénomène.

De «Il Programma Comunista» n° 17/1957 : «La doctrine des crises est déjà dans Marx et il a reconnu une périodicité décennale (les années qu'il a étudié sont 1846, 1856, 1866 dont nous reparlons par la suite), mais ces crises du jeune capitalisme sont d'importance mineure et ont plus le caractère de crise du commerce international que de la structure industrielle. Elles n'entament pas le potentiel de la structure industrielle que l'on appelle aujourd'hui capacité productive et qui est la limite de la production globale lorsque toutes les usines fonctionnent au maximum de leur capacité. Elles étaient des crises de «chômage», c'est à dire de lock-out de l'industrie; les crises modernes sont elles des crises de désagrégation de tout le système, que son ossature avariée doit ensuite péniblement reconstruire». Lénine intitula un chapitre de conclusion de son «*Impérialisme*» concernant cette caractéristique: «Parasitisme et putréfaction du capitalisme». C'est là que nous trouvons le lien parfait entre hier et aujourd'hui, l'identité de position et de programme, et donc l'identité de l'action du parti.

Dans la phase impérialiste, toutes les contradictions du capitalisme se joignent pour former un inextricable nœud gordien. *Hic Rhoduc hic salta*. L'impérialisme, dans sa réalité économique et politique, nie de par sa simple existence toute revendication réformiste et met en évidence la vigueur de la théorie et de l'action marxistes vivant dans le Parti Communiste international.

Aujourd'hui, le capitalisme, une fois terminée l'affaire de la IIe guerre mondiale, voit se rétrécir ses soupapes d'échappement. La nécessité de maintenir d'une poigne de fer la partition du monde est affirmée face à ceux qui la remettent en question ; les peuples luttant pour l'indépendance nationale sont martyrisés ; pendant que l'anti-impérialisme petit-bourgeois, filorusse ou filochinois, qui ne constitue que la « bonne conscience »

de l'impérialisme réel, donne à fond ses batteries pacifistes, démocratiques et humanitaires. Si un problème existe aujourd'hui, c'est celui de la révolution communiste dans le monde entier. Nous ne fermons pas les yeux face au Vietnam ou au Moyen-Orient (et constatons la ridicule impuissance du pacifisme anti-impérialiste face à cette infâme tragédie), au martyr des peuples des ex-colonies, à l'oppression économique et militaire du Tiers-Monde ; mais nous répétons que l'unique véritable et réel but immédiat est de lutter pour la reconstruction du parti prolétarien communiste

révolutionnaire dans le monde entier; unique moyen pour résoudre, en écrasant l'impérialisme, les problèmes qu'il suscite. Seule la dictature rouge dans les pays développés pourra résoudre les questions nationales qui pourrissent sous la domination impérialiste. Il n'y a plus d'objectifs intermédiaires, de réformes à atteindre, de compagnons de route avec qui voyager, d'actions communes à conduire ; nous devons poser au plan historique, comme exigence collective, l'avènement sur toute la planète d'une forme sociale supérieure: le communisme.

*Le critère démocratique est pour nous, jusqu'ici, un élément matériel accidentel dans la construction de notre organisation interne et la formulation de nos statuts de parti: il n'en est pas la plate-forme indispensable. C'est pourquoi, quant à nous, nous n'érigerions pas en principe la formule organisationnelle bien connue du "centralisme démocratique". La démocratie ne peut pas être pour nous un principe; le centralisme, lui, en est indubitablement un, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement. le terme de centralisme suffit à exprimer la continuité de la structure du parti dans l'espace; et pour introduire l'idée essentielle de la continuité dans le temps, c'est-à-dire la continuité du but vers lequel on tend et de la direction dans laquelle on avance à travers des obstacles successifs qui doivent être surmontés; mieux, pour relier dans une même formule ce deux idées essentielles d'unité, nous proposerions de dire quel le parti communiste fonde son organisation sur le "centralisme organique".*

*Ainsi, tout en gardant de ce mécanisme accidentel qu'est le mécanisme démocratique ce qui pourra nous servir, nous éliminerons l'usage de ce terme de "démocratie", cher aux pires démagogues mais entaché d'ironie pour les exploités, les opprimés, et les trompés, en l'abandonnant, comme il est souhaitable, à l'usage exclusif des bourgeois et des champions du libéralisme dans ses diverses accoutrements et ses poses parfois extrémistes.*

*(Tiré de "Le principe démocratique", 1922*

# Globalisation et internationalisme prolétarien

Par le terme de « globalisation » (tellement à la mode aujourd'hui, comme si il s'agissait d'un phénomène nouveau) on doit comprendre un processus que le marxisme a cerné dès ses origines comme une tendance caractéristique du mode de production capitaliste.

A la différence du mode de production féodal (rigide et statique, avec des secteurs de production sans rapports les uns avec les autres, avec des échanges très limités, tout comme l'étaient les mouvements humains et ceux des marchandises), le mode de production capitaliste est dynamique, il se base sur la recherche continue de nouvelles sources de matières premières et d'énergie, de nouveaux marchés, et il produit sans cesse ses propres limites et les frontières qu'il a lui-même fixées, attirant progressivement dans son orbite toutes les régions de la planète.

Ce dynamisme est contenu de manière implicite dès le début dans le capitalisme, alors que ce nouveau mode de production était tout juste en train de naître : il est bon de rappeler que la future nation capitaliste par excellence, à savoir l'Angleterre, commença à amasser ses richesses (richesses destinées à constituer la base matérielle nécessaire au bond technologique et économique qui allait suivre) sur les mers, grâce à ses navires de corsaires et de pirates, comme ceux de sir Francis Drake et sir Walter Raleigh !

D'autre part, on peut lire dans le *Manifeste* : « le besoin d'un commerce toujours plus étendu pour ses produits pousse la bourgeoisie sur la surface entière de la terre. Elle doit partout s'installer, s'établir, partout elle doit nouer des relations. (...) Elle impose à toutes les nations, si elles ne veulent pas être ruinées, l'adoption du mode de production bourgeois ; elle les oblige à introduire chez elles la pseudo-civilisation, c'est à dire à devenir bourgeoises. En un mot, elle se crée un monde à son image et à sa ressemblance ». (Chap. I « Bourgeois et prolétaires ».)

Ce furent justement cette dynamique et ce chambardement constants, liés aux lois du profit, de la production et de l'échange, qui poussèrent inévitablement - et non pas à cause de la malveillance de tel ou tel homme politique ou (pis encore) de tel ou tel peuple -, le capitalisme d'abord sur les routes du commerce des esclaves (en suivant le triangle Angleterre - Afrique - Amérique - Angleterre) puis vers le colonialisme et enfin vers l'impérialisme, que l'on n'a pas appelé par hasard « phase suprême du capitalisme ».

En fait, le capitalisme est global dès sa naissance, dans la mesure où il soumet à sa volonté le monde dans ses dimensions connues à un moment donné : à la fin du XVIII<sup>e</sup>, il s'agissait d'un secteur qui coïncidait grosso modo avec l'actuelle Europe occidentale, au cours du XIX<sup>e</sup> le « monde capitaliste » correspondait alors à une bonne partie de l'Europe et des Amériques, et au XX<sup>e</sup> le grand bond fut effectué vers l'Asie et l'Afrique. Le tout naturellement accompagné d'une infinité de guerres (grandes et petites) plus ou moins sanglantes et destructrices, jusqu'au point culminant des deux massacres mondiaux et, aujourd'hui, - pendant que se déroulent des guerres pour le contrôle de secteurs et de répartition du marché -, à la préparation d'une prochaine boucherie inter-impérialiste.

Croire, donc, et faire croire que ce à quoi nous assistons aujourd'hui serait un phénomène

nouveau, avançant à grand pas grâce aux ... bottes de sept lieues de la « nouvelle économie » et réclamant qui sait combien de nouvelles stratégies signifie – une fois de plus – prendre les gens pour des imbéciles et se faire prendre soi-même pour un imbécile. Ce qui est en train de se passer, dans un monde parvenu désormais à ses extrêmes limites et saturé de marchandises invendues, c'est justement la tentative désespérée du capital (en crise profonde depuis le milieu des années 70) de remise en branle de son processus d'auto-valorisation.

Pour ce faire, le capital, fractionné dans ses composantes nationales par une féroce compétition réciproque, mais intégré partout à l'échelle mondiale par les mêmes nécessités, les mêmes stratégies et les mêmes objectifs, le capital donc doit se livrer à une guerre sans merci pour le contrôle des sources de matières premières et de leurs voies de transit, en plus du contrôle qu'il doit exercer sur les voies d'échanges et de commerce. Il doit chercher à accélérer et à intensifier le processus à travers lequel le travail « vivant » (celui des hommes et des femmes en chair et en os) se transforme en « sur travail » et donc en plus value, en introduisant des technologies toujours plus sophistiquées (qui apportent avec elles le chômage à venir) et en contraignant au maximum la main d'œuvre active (flexibilité, augmentation des charges de travail, exploitation intensive des prolétaires migrants, des femmes et des enfants originaires de secteurs autrefois en marge des processus de production capitaliste et désormais totalement intégrés dans ceux-ci).

Voilà ce qu'est la globalisation, c'est à dire, voilà ce qu'est le capitalisme ! Toute tentative de le concevoir d'une autre manière cache le désir hypocrite de nier la réalité d'un mode de production qui est né sur ces bases, et qui devra mourir sur ces bases et à cause de ces bases et de son développement contradictoire.

En fait, c'est précisément cette extension mondiale du mode de production capitaliste qui fait que, parallèlement, se crée un prolétariat mondial. Le capitalisme est fondé sur l'exploitation du travail « vivant », humain parce que c'est de là (de la partie non payée de la journée de travail) qu'il tire la plus-value. Il ne peut faire autrement. Donc, exactement comme il révolutionne de manière incessante la réalité avec laquelle il rentre en contact, de même il ne peut faire autrement que de créer des prolétaires dans tous les coins du globe, en arrachant des populations entières à la culture de la terre et à d'anciens équilibres sociaux, en les poussant vers des métropoles proches ou éloignées, en faisant tomber des barrières géographiques, nationales ou culturelles. Et ceci n'est pas non plus un phénomène nouveau mais – comme on l'a dit – qui remonte à l'aube du mode de production capitaliste.

Voilà pourquoi le marxisme a toujours affirmé que le prolétariat en tant que tel est international et internationaliste, non pas dans la conscience limitée de l'individu pris tout seul et modelé par l'idéologie dominante, mais dans son rôle nécessaire de classe, dans son rôle historique.

C'est le capitalisme même, par la dramatique réalité des conditions de vie et de travail qu'il impose, qui l'a rendu ainsi.

Et il est de même évident que le capitalisme met en œuvre tous les moyens (communication, religion, appels au nationalisme, à la race et à l'ethnie, discours démagogiques des « petits contre les grands », compétition entre « tout le monde et tout le monde ») pour segmenter cette armée internationale, la briser et la désorienter, même si – malgré lui – il en grossit les rangs à chaque pas qu'il lui fait faire.

Après plus de 70 ans de contre-révolution (pendant lesquelles la démocratie, le fascisme et le stalinisme se sont joyeusement donné la main, malgré les apparences, pour éloigner la menace de la révolution prolétarienne) le sentiment, l'expérience, le souvenir d'être une classe

internationale avec des devoirs politiques internationaux ont été détruits, avec le parti qui les résume et en fait la synthèse.

En tant que matérialistes, nous savons toutefois que la réalité est sujette à de continuelles transformations sous la pression de lois économiques et sociales et que donc cette identité de classe reviendra et reprendra son chemin, certainement d'une manière difficile et non-linéaire, parmi les rangs de cette armée mondiale. Elle le fera grâce au travail conjugué des conditions objectives et subjectives : les premières sont contenues dans l'approfondissement de la crise économique (qui poussera des individus, des groupes isolés et au fur et à mesure des secteurs de plus en plus étendus de la classe ouvrière à se rebeller et à lutter), les secondes dans la présence et dans l'action théorique et politique du parti communiste international renaissant (qui représente la conscience historique, l'organisation et le guide du prolétariat mondial).

Nous ne nous faisons aucune illusion sur le moment de cette rencontre entre les conditions objectives et les conditions subjectives. Nous savons que le temps est encore long et qu'il passera à travers des phases alternées et contradictoires, qu'il y aura des hauts et des bas, des avancées et des régressions.

Surtout, nous savons que cette durée ne peut être réduite par des actes de volontarisme, si généreux qu'ils soient.

Avec méthode, patience et assurance, nous travaillons à la préparation des conditions subjectives, du parti révolutionnaire, de ses cadres militants et de leur nécessaire renouvellement générationnel, de sa présence aux côtés de la classe ouvrière dans ses luttes quotidiennes, de son retour nécessaire sur la scène de l'histoire après 70 ans d'une contre-révolution dévastatrice.

Mais c'est le capital lui-même qui accomplit l'autre partie de la tâche : en envahissant précisément chaque coin du globe, en prolétarisant des masses importantes, en suscitant des contradictions à n'en plus finir, en accentuant sa propre crise à travers une compétition et une guerre commerciale de plus en plus acharnées.

Les signes de mal-être croissant sont sous les yeux de tous ceux qui ne sont pas complètement abêtis par l'idéologie dominante : misère en augmentation, exploitation toujours plus bestiale des actifs et chômage qui s'accroît sans cesse, malaise dans l'existence collective, destruction progressive de l'environnement, dégradation générale des conditions de vie, etc.

Dans cette phase, alors que la force prolétarienne est encore absente, ceux qui finissent par occuper le devant de la scène sont ce que les marxistes appellent les « classes moyennes », un groupe de secteurs sociaux qui va des fonctionnaires à de larges secteurs de l'aristocratie ouvrière. Ceux que justement l'instabilité et la précarité de cette phase de crise menacent et touchent de manière directe car elles promettent (et elles le font déjà en partie) de leur arracher les garanties et les privilèges qu'ils croyaient éternels. La « qualité de la vie » de ces « classes moyennes » se détériore, même si ce n'est pas d'une manière rapide ni dramatique : elle se détériore juste ce qu'il faut pour les pousser à faire entendre leur voix, pour les mobiliser afin de défendre ce qu'ils ont où revendiquer ce qu'ils avaient. La « qualité de vie », la « liberté » de faire leurs affaires sans contraintes ni conditions, les équilibres d'une époque révolue, l'illusion de pouvoir être à l'abris des crises capitalistes, le petit paradis, le « petit c'est beau » et ainsi de suite.

C'est de ce-bois là qu'est fait justement ce qu'on a appelé le « Mouvement de Seattle », front confus de secteurs et d'intérêts divers qui a effectué sa première sortie publique dans cette ville du nord-est des USA, sortie rapidement répétée à Davos, Washington et Gênes.



Et qui compte dans ses rangs des anarcho-syndicalistes des I.W.W (Travailleurs Industriels du Monde), des secteurs protégés de l'aristocratie ouvrière américaine organisés dans les grands syndicats du régime AFL-CIO (avec des positions ouvertement protectionnistes), des paysans français qui regroupent traditionnellement des instances chauvines, des représentants du Tiers-monde campant sur des positions de bourgeoisies nationales émergentes mais étranglées ou opprimées par les concurrents plus forts, des ouvriéristes ou autonomistes de toutes nuances dont la substance théorico-politique est réduite au slogan « se rebeller c'est juste ! ». Le tout, faites bien attention, au nom de « règles plus justes », d'une « meilleure qualité de la vie », d'un « marché de meilleure qualité », d'une « globalisation moins sauvage », etc... - c'est-à-dire le typique réformisme naïf (ou hypocrite) des « classes moyennes » qui se serrent bien fort contre le mode de production capitaliste, mais qui voudraient qu'il ne soit pas si impitoyable dans ses lois de fonctionnement en fait, la varicelle sans les boutons. L'agonie d'un mode de production désormais dépassé ne fera que susciter dans le futur d'autres mouvements semblables, d'autres réactions du même genre, aidés en cela par le retard historique du retour sur la scène mondiale du prolétariat révolutionnaire.

Mais à cause de leurs caractéristiques mêmes, ces mouvements, ces réactions ne sont pas, ne peuvent pas être une réponse. Elles sont seulement un symptôme, complètement interne à la maladie et à l'agonie du capitalisme.

Celui qui saisirait vraiment la trajectoire du capitalisme en crise, sa préparation à de futures boucheries mondiales, son processus de destruction désormais évident, devra se situer en dehors de la maladie et de l'agonie, comprendre la nécessité historique de la destruction du capitalisme et du passage à un mode de production supérieur. Et il devra donc récupérer l'intégralité du programme communiste, constitué non pas de poussées ou rebellions sans structure ni forme, mais avant tout d'une théorie et d'une science de la révolution et d'une organisation politique en mesure de la conduire et de la diriger.

**VISITE NOTRE WEB SITE:**

**[www.ilprogrammacomunista.com](http://www.ilprogrammacomunista.com)**

ECRIVEZ A:

Edizioni il programma comunista  
casella postale 962  
20101 Milano (Italy)

## Luttes économiques et luttes politiques

Depuis ses origines et au cours d'une bataille vive et constante, livrée surtout contre les courants qui, tout en se réclamant du socialisme, le réduisaient en fait à l'embellissement des laideurs les plus frappantes du système capitaliste, sans en entamer les causes, le marxisme a souligné le lien dialectique qui existe entre le mouvement économique et social et la lutte politique du prolétariat.

De ce rapport découle aussi la nécessité pour le mouvement prolétarien d'avoir une forme politique pour pouvoir affirmer son rôle historique d'agent d'un nouveau mode de production, le communisme. Mode dont les caractéristiques sont complètement antithétiques de celles du capitalisme, bien que se développant à partir de celui-ci. De là, aussi, la nécessité de la forme parti (grâce auquel, d'après le Manifeste de 1848 le prolétariat se constitue en une classe pour soi et agit en toute autonomie sur le plan historique en direction du communisme), de la conquête par la violence du pouvoir et de l'exercice de la dictature du prolétariat comme moyens politiques nécessaires à l'émancipation économique et sociale du prolétariat lui-même.

En écrivant le 23.XI.1871 à F.Bolte, représentant en Amérique de l'A.I.T (la première Internationale, fondée en 1864), Marx expose de manière définitive le lien entre l'action immédiate et l'action politique de la classe ouvrière : "Le mouvement politique de la classe ouvrière – écrit-il – a naturellement pour objectif final la conquête du pouvoir politique pour la classe ouvrière même, et c'est à cette fin qu'est naturellement nécessaire une organisation préalable de la classe ouvrière, parvenu à un certain degré de développement, qui naîtrait des luttes économiques même (historiquement s'entend, NdR). Mais d'autre part, tout mouvement par l'intermédiaire duquel la classe ouvrière comme classe s'oppose aux classes dominantes par une pression venant de l'extérieur est un mouvement politique. Par exemple, la tentative de contraindre les seuls capitalistes dans leurs seules usines ou mêmes dans leurs seuls secteurs d'activité par l'intermédiaires de grèves, ... à accorder une diminution de l'horaire de travail est un mouvement purement et simplement économique ; par contre le mouvement pour l'obtention d'une loi pour les huit heures journalières, ... est un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour obtenir ses buts économiques sous une forme globale, une force socialement coercitive. S'il est vrai que ces mouvements supposent une certaine organisation préexistante, ils représentent dans le même temps un stimulus pour le développement de cette organisation. Si la classe ouvrière n'a pas encore assez progressé dans son organisation pour entreprendre la lutte décisive contre le pouvoir collectif, c'est à dire le pouvoir politique des classes dominantes, elle doit au moins être éduquée par l'intermédiaire de l'agitation constante contre la politique des classes dominantes (et son attitude hostile à la politique). Sinon elle demeure un instrument dans ses mains, comme l'a démontré la révolution de Septembre en France, et comme le montre en partie le jeu qui réussit aujourd'hui à M.Gladstone et Cie." (1)

---

1. Marx et Engels, Œuvres, vol. XLIV.

Marx insiste sur ces deux concepts de base : la nécessité préventive de l'organisation politique de la classe ouvrière, de son parti, pour qu'elle puisse agir sur le plan historique pour ses buts propres (conquête du pouvoir politique, mise à bas du système bourgeois) en agissant comme classe pour elle-même et non pour le capital, et le rapport nécessaire entre le développement des luttes revendicatives et l'action politique du prolétariat comme classe.

Et c'est justement pour river ces clous que la Gauche a précisé que « dans toutes les perspectives de tous les mouvements révolutionnaires généraux ces facteurs fondamentaux ne peuvent pas ne pas être présents : 1) Un large et nombreux prolétariat constitué de purs salariés ; 2) Un grand mouvement d'associations au contenu économique au sein duquel militent une minorité de travailleurs révolutionnaires et dans lequel le déroulement de la lutte permette d'opposer valablement et largement son influence dans le mouvement syndical à celui de la classe et du pouvoir bourgeois » (2). Si la classe ouvrière peut spontanément, précise Lénine (3), parvenir seulement à une "conscience" trade-unioniste, l'action économique du prolétariat constitue une base essentielle pour le parti, qui peut féconder cette action en la dirigeant aussi bien pour les revendications immédiates, que pour établir le lien entre celles-ci et les revendications finales du prolétariat, en incluant la lutte contre l'influence sur les directions de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Dans un de nos textes publiés dans le n°6 de 1969 "Spontanéité ouvrière et Parti de classe", en reprenant une lettre de Marx à Scheitzer du 13/II/1865, nous écrivions :

"Une classe est une force sociale qui peut se définir seulement comme une unité collective, à travers son action dans la dynamique historique. Le prolétariat est révolutionnaire ou n'est pas, disait Marx. Il existe comme classe seulement s'il agit comme classe, en tendant à réaliser ses objectifs de classe... La vraie "spontanéité" historique du prolétariat c'est le Parti, dans le sens où il est un produit du développement historique qui a produit le prolétariat, et en même temps un produit de la lutte des classes à un stade déterminé de son développement. Mais une fois que la lutte des classes a produit cette conscience historique du prolétariat, elle apparaît dans toutes les luttes partielles comme provenant de l'extérieur".

Le Parti ne peut certainement pas susciter les luttes économiques, qui sont un produit incontournable des contradictions économiques et sociales du système capitaliste, fondé sur le capital, et donc sur l'opposition entre le capital et le travail salarié qui le conserve et qui le valorise. Mais le Parti doit pénétrer ces luttes pour les diriger et en élargir la portée, en ne cessant jamais d'indiquer les limites des seules revendications et des acquis économiques qui tôt ou tard sont réduits ou annihilés par la réponse bourgeoise. Ce n'est pas par hasard que Marx écrivait dans le *Manifest*: «... de temps en temps, ce sont les ouvriers qui l'emportent ; mais seulement d'une manière temporaire. Le vrai et juste résultat de leurs luttes n'est pas le succès immédiat, mais le fait que l'union des ouvriers progresse de plus en plus ». Mais le Parti espère que, des luttes ouvrières que l'évolution catastrophique que la crise engendra, naîtra l'extension de son influence. Et non pas bien sûr sa formation qui est déjà advenue, et dont les principes ne se "marchandent" ni aujourd'hui ni demain, en échange de raccourcis historiques ou de substituts au parti, tous impuissants.

Se trouver demain à la tête de la classe ouvrière signifie dès aujourd'hui le refus pour le

2. Voir "Parti révolutionnaire et action économique", in *Parti et classe*, Editions Programme communiste.

3. Voir "Que faire ?": "La conscience politique de classe peut être apportée aux ouvriers seulement à l'extérieur de la sphère formée entre ouvriers et patrons".

mouvement révolutionnaire de l' "ouvriérisme", de la 'catégorisation sociologique' de la classe ouvrière, du "marais" – selon les mots de Lénine.

Le marxisme a toujours du lutter, en outre, contre une autre déviation, l'anarchisme immédiatiste, qui dévaluait elle aussi, avec la lutte politique du prolétariat, le rôle et la nécessité de son parti. A l'apolitisme prôné par les anarchistes, contre les positions desquels fut engagée la bataille théorique et politique menée par le Conseil Général de l'Internationale, Marx a répondu dès ses écrits contre Proudhon : "Ne dites pas que le mouvement social n'est pas lutte politique."

L'apolitisme signifie dans les faits une soumission à l'économie et à la politique bourgeoise et maintient cette soumission même quand elle naît de réactions spontanées contre les politiques bourgeoises et de compromission des syndicats. Marx et Engels auparavant, Lénine et la Gauche ensuite insistent sur la nécessité du caractère politique des luttes revendicatives et de l'existence de syndicats qui ne soient pas indépendants 'en soi' mais indépendants de la politique et des partis bourgeois (4).

C'est grâce à sa domination politique que la bourgeoisie soumet le prolétariat, c'est seulement en jetant à bas cette domination et en instaurant sa dictature que le prolétariat pourra briser la domination du capital et mettre en marche une économie tournée vers l'organisation systématique de la production à des fins sociales et à la suppression de tout privilège de classe.

L'action politique du prolétariat, la conscience de sa nécessité et de la direction du Parti de classe se développent à partir des luttes économiques. Non pas parce que celles-ci contiennent – pas même à un état embryonnaire – la conscience de la finalité historique, ni parce que le mouvement ouvrier pourrait acquérir une vision de ses propres finalités historiques de façon autonome. Mais parce que les faits matériels imposeront la nécessité de la rencontre avec le Parti de classe après s'être chargés de démontrer la validité éphémère de toutes les concessions bourgeoises et des conquêtes ouvrières du passé. C'est dans ce cycle que le niveau trade-unioniste sera d'abord atteint puis bousculé. Par des luttes économiques et sociales que la crise étend quantitativement et qu'ensuite, avec l'intervention du Parti, elle transforme qualitativement en luttes politiques.

Dans cette optique Engels, écrivant à Sorge le 8/II/1890, pouvait dire que : « Si l'on veut un mouvement de masse, il faut commencer en tout premier lieu avec les syndicats », en observant : « Ce sont les faits qui doivent faire entrer les choses dans la tête des gens, alors les choses iront vite, certainement plus vite que là où, comme en Allemagne, un secteur du prolétariat organisé et théoriquement préparé est déjà présent ... Mais ici aussi (en Angleterre, NDR) le terrain avait été préparé par les diverses agitations des huit dernières années, au point que les gens aussi, sans être socialistes, voulaient pourtant comme dirigeants seulement des socialistes. Maintenant, sans qu'ils ne s'en aperçoivent, ils sont en train de venir sur la route théoriquement juste, ils s'y jettent (mieux : on les y pousse) ... » (5)

Dans le paragraphe qui conclut "Misère de la philosophie" Marx rappelle à Proudhon et aux Proudhoniens à venir :

«La condition pour l'affranchissement de la classe des travailleurs est l'abolition de toutes les classes, de même que la condition pour l'affranchissement du "Tiers-état", de l'ordre

4. Cf. texte de 1949 : *Mouvement social et lutte politique*.

5. Marx-Engels, *Œuvres complètes*, XLVIII

bourgeois avait été l'abolition de tous les "états", et de tous les ordres. La classe des travailleurs substituera, au cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leurs antagonismes, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément la synthèse officielle de l'antagonisme de la société civile.

En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte d'une classe contre une autre, lutte qui, poussée vers sa plus haute expression, est une révolution totale. D'autre part, ne faut-il pas s'étonner de voir qu'une société basée sur l'opposition des classes mette en avant les contradictions brutales, le choc au corps à corps comme étant sa conclusion ultime ?

Il ne faut pas dire que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social dans le même temps. C'est seulement dans un ordre de choses où il n'y aura plus ni classe ni antagonisme de classes que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. Jusque là, à la veille de chaque transformation générale de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : le combat ou la mort ; la lutte sanglante ou le néant ».

C'est ainsi, inexorablement, qu'est posé le problème.

Dans ce I<sup>er</sup> Mai où "le cadavre marche toujours" et s'alimente de joyeux et pacifiques défilés syndicaux et où, en plus, revient sans cesse la drogue du crétinisme démocratico-parlementaire injecté à doses massives à un prolétariat de plus en plus résigné (et jeté au dessous de son niveau trade-unioniste minimum, qui pourtant constitue une "école de guerre" pour l'armée unitaire des prolétaires, avec ou sans emploi, du monde entier). Tandis que la crise économique bouscule les certitudes d'assistance et de prévoyance que l'opportunisme donnait pour définitivement acquises et défendables par les seules médiations parlementaires. Tandis que par ailleurs du sous-sol économique mondial surgissent de nouvelles occasions de conflits dans lesquelles la classe ouvrière se bat, généreusement mais de manière dispersée, contre le capital international. Et que pointent déjà – entre les chocs commerciaux et monétaires et sur les divers fronts de guerre qui s'ouvrent ça et là – les lueurs même faibles d'un troisième conflit inter-impérialiste dont le régime bourgeois a besoin pour relancer son accumulation. Le Parti lui ne cesse de répéter qu'il y a nécessité d'utiliser toutes les possibilités et toutes les luttes que la situation sociale suscite pour continuer à effectuer un patient travail de coordination entre les revendications immédiates et les objectifs généraux et ultimes du mouvement prolétarien !

Il s'agit du travail permanent à travers lequel la théorie communiste est apportée de l'extérieur dans les rangs de la classe ouvrière, même si c'est seulement lors de mouvements historiques déterminés que l'on peut trouver le terrain adéquat pour en récolter les fruits. En fait, "la classe ouvrière mondiale, en revenant sur la grande route, verra à temps la solidarité de classe des deux adversaires (fascisme et anti-fascisme, tous les deux bourgeois et anti-prolétaires –ndr) contre elle, et elle répondra avec Marx que le prolétariat a une fonction politique, et que cette fonction est révolutionnaire, en y ajoutant le mot d'ordre de Lénine : "c'est la révolution qui doit servir le prolétariat, et non le prolétariat qui doit servir la révolution".

« Et pour les alliés de l'Est et de l'Ouest, en uniforme ou sans uniformes, il – le prolétariat – ne marchera finalement pas ». (6)

---

(6) *Mouvement social et lutte politique*, cit.

## Parti et classe

**Source: "Rassegna Comunista", année 1, n 2 du 15 avril 1921**

Les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne adoptées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste, qui sont véritablement et profondément inspirées de la doctrine marxiste, prennent pour point de départ la définition des rapports entre *parti et classe*, et établissent que le parti de classe ne peut comprendre dans ses rangs *qu'une partie* de la classe, jamais sa totalité, ni peut-être même sa majorité.

Cette vérité évidente aurait été mieux mise en relief si on avait précisé qu'on ne peut même pas véritablement parler de *classe* tant qu'il n'existe pas une minorité de cette classe tendant à s'organiser en parti politique.

Qu'est-ce en effet, selon notre méthode critique, qu'une *classe* sociale? La constatation purement objective, extérieure, de l'analogie de situation économique et sociale d'un grand nombre d'individus, de l'analogie de leur position par rapport au procès de production, suffit-elle à la définir? Ce serait trop peu. Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer de manière abstraite une ligne qui divise en deux parties les individus qui le composent, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine en mouvement, dans son développement dans le temps, selon un critère essentiellement historique et dialectique, c'est-à-dire en étudiant l'enchaînement des événements dans leurs interactions réciproques.

Au lieu de prendre, comme dans la vieille méthode métaphysique, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les in-

dividus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la *classe*.

Dans le premier cas, nous tomberions sous le coup des mille objections des purs statisticiens, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ni trois, ni quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparées par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer les caractères, l'action, les objectifs, qui se concrétisent dans des traits d'une évidente uniformité, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistre dans une froide série de données sans vie.

Pour dire qu'une classe existe et agit à un certain moment de l'histoire, il ne nous suffira donc pas de savoir combien étaient, par exemple, les marchands de Paris sous Louis XVI, ou les landlords anglais au XVIII<sup>e</sup> siècle, ou les travailleurs de l'industrie manufacturière belge au début du XIX<sup>e</sup>. Nous devons soumettre à notre investigation logique une période entière, y découvrir un mouvement social, et donc politique, qui, au delà des hauts et des bas, des erreurs et des succès au travers desquels il cherche sa voie, adhère cependant de façon évidente au système d'intérêts d'un ensemble d'hommes placés dans une situation donnée par le système de production et par son développement.

C'est ainsi que Friedrich Engels, dans l'un de ses premiers essais classiques conduits avec cette méthode, tirait de l'histoire des classes laborieuses anglaises l'explication d'une série de mouvements politiques et démontrait l'existence d'une lutte des classes.

Cette conception dialectique de la classe nous met hors d'atteinte des pâles objections du statisticien. Celui-ci perd le droit de voir les classes opposées nettement séparées sur la scène de l'histoire, comme les groupes d'une chorale sur les planches d'une scène de théâtre; il ne peut pas nous opposer le fait que dans la zone de contact se trouvent des couches indéfinissables à travers lesquelles se produit une osmose d'individus; car la physionomie historique des classes en présence n'en est pas altérée.

\* \* \*

Le concept de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous découvrons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au vrai sens du terme. Mais alors existe, d'une façon substantielle sinon encore formelle, le parti de classe.

Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et en même temps une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but.

En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une *classe*. Le froid enregistreur de données peut bien, répétons-le, constater des affinités dans les conditions de vie de groupes plus ou moins vastes, mais aucune trace ne se grave dans le devenir historique.

Or ces deux caractères ne peuvent se trouver condensés, concrétisés, que dans le parti de classe. De même que la classe se forme à mesure de la

progression de certaines conditions et de certains rapports issus du développement d'un nouveau système de production, par exemple l'apparition de grandes fabriques utilisant la force motrice, qui recrutent et forment une main-d'œuvre nombreuse, de même les intérêts de cette collectivité commencent peu à peu à se concrétiser en une conscience plus précise, qui commence à se dessiner dans de petits groupes de cette collectivité. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces premiers groupes possédant la vision d'un but à atteindre qui soutiennent et dirigent l'ensemble.

Ce processus doit être conçu, quand on se réfère à la classe prolétarienne moderne, non pour une catégorie professionnelle, mais pour l'ensemble de la classe. On voit alors comment une conscience plus précise de l'identité des intérêts fait son apparition, mais aussi que cette conscience résulte d'un tel ensemble d'expériences et de notions qu'elle ne peut se rencontrer que dans des groupes limités, comprenant des éléments choisis de toutes les catégories. Et la vision d'une action collective, tendant à des buts généraux qui intéressent toute la classe et qui se concentrent dans le projet de changer tout le régime social, ne peut être claire que dans une minorité avancée.

Ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti. Lorsque la formation de celui-ci a atteint un certain stade étant bien entendu que cette formation ne peut procéder sans arrêts, crises et conflits internes - alors nous pouvons dire que nous avons une classe en action. Bien qu'il ne comprenne qu'une *partie* de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouvement, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, sentent et représentent la classe.

Ceci éclaire le sens de cette vérité fondamentale: le parti n'est qu'une partie de la classe. Celui qui, considérant l'image statique et abstraite de la société, y verrait apparaître une zone, la classe, et à l'intérieur de celle-ci un petit noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que

toute la partie de la classe - presque toujours la majorité - qui est en dehors du parti pourrait avoir un poids plus grand, un *droit plus grand*. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont pas encore une conscience et une volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot *l'encadre*; on verra que le parti est en réalité le noyau vital sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer toute la masse restante comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci.

\* \* \*

La véritable et unique conception révolutionnaire de l'action de classe délègue la direction de celle-ci au parti.

L'analyse doctrinale et toute une série d'expériences historiques nous permettent de ramener facilement aux idéologies petites-bourgeoises et anti-révolutionnaires toute la tendance à nier et à combattre la nécessité et la primauté de la fonction du parti.

Si la contestation est faite d'un point de vue *démocratique*, elle doit être soumise à cette même critique que le marxisme utilise pour démolir les théorèmes favoris du libéralisme bourgeois.

Il suffira pour cela de rappeler que si la conscience des hommes est le résultat et non la cause des caractéristiques du milieu où ils sont contraints de vivre et d'agir, la règle ne sera jamais que l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté peuvent se convaincre qu'ils doivent renverser et remplacer l'exploiteur bien nourri et pourvu de toutes les ressources et de toutes les capacités. Ceci ne peut

être que l'exception. La démocratie électorale bourgeoise court au devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui délèguera volontairement le *droit* de gouverner et de perpétuer l'exploitation.

Ce n'est pas le fait d'ajouter ou d'enlever du calcul électoral la petite minorité des *électeurs* bourgeois qui modifiera les rapports. La bourgeoisie gouverne avec la majorité non seulement des *citoyens* mais même des seuls travailleurs.

Si donc le parti faisait toute la masse prolétarienne juge des actions et initiatives qui lui incombent en propre, il se lierait à un verdict qui serait presque sûrement favorable à la bourgeoisie, et de toute façon moins éclairé, moins avancé, moins révolutionnaire, et surtout moins dicté par la conscience de l'intérêt véritablement collectif des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire, que celui émanant exclusivement de l'organisation de parti.

L'idée d'un *droit* du prolétariat à disposer de son action de *classe* n'est qu'une abstraction sans aucun contenu marxiste, et qui cache le désir d'amener le parti révolutionnaire à s'ouvrir à des couches moins évoluées, car à mesure que ceci se produit, les décisions qui en résultent se rapprochent de plus en plus des conceptions bourgeoises et conservatrices.

Si nous voulions des confirmations de cette vérité, non seulement dans le domaine théorique, mais dans les expériences fournies par l'histoire, la moisson serait riche. Rappelons que c'est un lieu commun typiquement bourgeois que déposer le «bon sens» de la masse au «méfaits» d'une «minorité d'agitateurs», d'affecter les meilleures dispositions envers les travailleurs tout en nourrissant la pire haine contre le parti, qui est leur unique moyen de parvenir à frapper les exploités dans leurs intérêts. Les courants de droite du mouvement ouvrier, les écoles social-démocrates dont l'histoire a montré le contenu réactionnaire,



opposent continuellement la masse au parti et voudraient reconnaître la classe dans des consultations dépassant le cadre étroit du parti; quand ils ne peuvent élargir ce dernier au delà de toute limite précise de doctrine et de discipline dans l'action, ils s'efforcent d'établir que ses organes prééminents ne doivent pas être ceux qui ont été désignés par ses seuls militants, mais ceux dont les membres ont été choisis par un corps plus vaste pour remplir les charges parlementaires - et de fait les groupes parlementaires sont toujours à l'extrême-droite des partis dont ils émanent.

Toute la dégénérescence des partis social-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale, et le fait qu'ils sont devenus apparemment moins révolutionnaires que la masse inorganisée, venaient de ce qu'ils perdaient chaque jour un peu plus leur physionomie de parti, justement parce qu'ils faisaient de l'ouvriérisme, du «labourisme», c'est-à-dire qu'ils fonctionnaient non plus comme des avant-gardes précédant la classe, mais comme son expression mécanique dans un système électoral et corporatif où l'on accordait le même poids et la même influence aux couches de la classe les moins conscientes et les plus soumises à des égoïsmes catégoriels. La réaction à cette pratique néfaste se développa dès avant la guerre, et particulièrement en Italie, dans le sens d'une défense de la discipline interne du parti, d'un refus d'y admettre des éléments qui ne se situaient pas intégralement sur le terrain révolutionnaire de notre doctrine, d'une opposition à l'autonomie du groupe parlementaire et des organes locaux, et d'une épuration du parti de ses éléments douteux. Cette méthode est celle qui s'est révélée comme le véritable antidote du réformisme; elle constitue le fondement de la doctrine et de la pratique de la III<sup>e</sup> Internationale, qui met au tout premier plan la fonction du parti centralisé, discipliné, clairement orienté sur les problèmes de principe et de tactique, et pour laquelle «la faillite de partis social-démocrates de la II<sup>e</sup> Internationale ne fut pas celle des partis prolétariens en général» mais, qu'on nous permette l'expression, celle d'organismes qui avaient oublié qu'ils étaient des partis parce qu'ils avaient cessé de l'être.

\* \* \*

Il existe encore une autre sorte d'objections à la conception communiste de la fonction du parti, liée à une autre forme de réaction critique et tactique à la dégénérescence réformiste. Ce sont les objections de l'école syndicaliste qui, elle, reconnaît la classe dans les syndicats économiques, et affirme que ce sont eux qui constituent les organes aptes à la guider dans la révolution.

Ces objections en apparence de gauche ont trouvé, après la période classique du syndicalisme français, italien, américain, de nouvelles formulations dans des tendances qui se situent sur les marges de la III<sup>e</sup> Internationale. Il est facile de les ramener elles aussi à des idéologies semi-bourgeoises, aussi bien par la critique de principe, que par la constatation des résultats auxquels elles ont conduit.

On voudrait individualiser la classe dans une organisation qui lui est propre et qui est sans aucun doute caractéristique et très importante: les syndicats professionnels, de catégorie, qui apparaissent avant le parti politique, regroupent des masses beaucoup plus larges, et correspondent par conséquent davantage à la totalité de la classe laborieuse. D'un point de vue abstrait, un tel critère ne fait que révéler un respect inconscient de ce même mensonge démocratique sur lequel la bourgeoisie compte pour assurer son pouvoir en invitant la majorité du peuple à choisir qui le gouvernera. D'un autre point de vue théorique, cette méthode va au-devant des opinions bourgeoises, quand elle confie aux syndicats l'organisation de la nouvelle société, en revendiquant l'idée d'autonomie et de décentralisation des fonctions productives tout comme les économistes réactionnaires. Mais notre intention n'est pas de développer ici un examen critique complet des doctrines syndicalistes. Il suffira de constater, en passant à l'examen des résultats de l'expérience, que les éléments d'extrême-droite du mouvement prolétarien ont toujours défendu le même point de vue consistant à mettre en avant la représentation syndicale de la classe ouvrière, sachant bien qu'ils estampaient et atté-

naient ainsi les *caractères* du mouvement, pour les simples raisons que nous avons évoquées. La bourgeoisie elle-même ressent à notre époque une sympathie et une inclination nullement illogiques pour l'expression syndicale de la classe ouvrière, en ce sens que -dans sa fraction la plus intelligente elle accepterait volontiers de réformer son appareil étatique et représentatif pour faire une large place aux syndicats «apolitiques», et même à leurs revendications de contrôle du système productif. La bourgeoisie sent que tant qu'on peut maintenir le prolétariat sur le terrain d'exigences immédiates et économiques qui l'intéressent catégorie par catégorie, on fait oeuvre conservatrice en évitant la formation de cette dangereuse conscience «politique» qui seule est révolutionnaire, parce qu'elle vise le point vulnérable de l'adversaire, la possession du pouvoir. Mais il n'a pas échappé aux syndicalistes anciens et modernes que la plupart des syndicats étaient dominés par des éléments de droite, et que la dictature des dirigeants petits-bourgeois sur les masses était fondée sur la bureaucratie syndicale plus encore que sur le mécanisme électoral des pseudo-partis social-démocrates. Et alors les syndicalistes, et avec eux de très nombreux éléments mus simplement par un esprit de réaction à la pratique réformiste, se mirent à étudier de nouveaux types d'organisation syndicale, et constituèrent de nouveaux syndicats indépendants des syndicats traditionnels. Cet expédient était faux sur le plan théorique, parce qu'il ne dépassait pas le critère fondamental de l'organisation économique - l'admission automatique de tous ceux qui sont dans des conditions données du fait de leur participation à la production, sans leur demander de convictions politiques particulières ni d'engagements particuliers à des actions pouvant exiger jusqu'au sacrifice de leur vie -, et parce qu'en recherchant le «producteur», il ne parvenait pas à dépasser les limites de la «catégorie», alors que le parti de classe, qui considère le «prolétaire» dans la vaste gamme de ses conditions et de ses activités, réussit seul à éveiller l'esprit révolutionnaire de la classe; et de même qu'il est faux théoriquement, cet expédient se révèle également inefficace dans les faits.

On ne cesse pourtant pas, aujourd'hui encore, de

chercher une recette de ce type. Une interprétation tout à fait fautive du déterminisme marxiste, une conception limitée du rôle que jouent dans la formation des forces révolutionnaires, sous l'influence de départ des facteurs économiques, les faits de conscience et de volonté, conduisent un grand nombre de gens à rechercher un système «mécanique» d'organisation qui, en encadrant quasi-automatiquement la masse d'après la place des individus qui la composent vis-à-vis de la production, suffirait à la rendre prête à agir pour la révolution avec le maximum d'efficacité révolutionnaire. Ainsi réapparaît la solution illusoire qui consiste à compter sur une formule d'organisation pour résoudre le vieux problème de l'antithèse entre les conquêtes limitées et graduelles et la réalisation suprême du programme révolutionnaire, en liant la satisfaction quotidienne des besoins économiques au résultat final du renversement du système social. Mais, comme l'affirmait avec justesse dans une de ses résolutions la majorité du parti communiste allemand, à un moment où ces questions étaient particulièrement brûlantes en Allemagne (et allaient déterminer la sécession du KAPD), *la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.*

La révolution exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et par un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate des conditions économiques, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une méthode critique propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices. Tout cela c'est le parti.

## Parti et action de classe

[Source: "Rassegna Comunista", année 1, n 4 du 31 Mai 1921]

Exposant dans un précédent article certains concepts théoriques fondamentales, nous avons montré non seulement qu'il n'y a rien de contradictoire dans le fait que le parti politique de la classe ouvrière, organe indispensable de sa lutte d'émancipation, ne compte dans ses rangs qu'une partie, une minorité de la classe; mais encore qu'on ne peut parler d'une classe douée d'un mouvement historique sans qu'existe le parti ayant une conscience précise de ce mouvement et de ses buts, et se plaçant à l'avant-garde de ce mouvement dans l'action.

Un examen plus détaillé des tâches historiques de la classe travailleuse dans son cheminement révolutionnaire, aussi bien avant qu'après le renversement du pouvoir des exploités, ne fait que confirmer cette nécessité impérieuse du parti politique qui doit diriger toute la lutte de la classe travailleuse.

Pour donner une idée précise, presque tangible dirions-nous, de la nécessité «technique» du parti, il conviendrait peut-être, même si cela peut sembler illogique pour notre exposé, de considérer *d'abord* la tâche que le prolétariat doit accomplir *après* être parvenu au pouvoir, après avoir arraché à la bourgeoisie la direction de la machine sociale.

Après avoir conquis la direction de l'Etat, le prolétariat aura à assumer des fonctions complexes. Il devra non seulement remplacer la bourgeoisie dans la direction et l'administration de la chose publique, mais construire une nouvelle et différente machine administrative et de gouvernement, visant des buts infiniment plus complexes que ceux qui font l'objet de l'art gouvernemental d'aujourd'hui. Ces fonctions exigeront d'enrégimenter des individus aptes à

remplir les différentes tâches, à étudier les divers problèmes, à appliquer aux divers secteurs de la vie collective les critères dérivant des principes révolutionnaires généraux, correspondant à la nécessité qui pousse la classe prolétarienne à briser les entraves de l'ancien régime afin de construire de nouveaux rapports sociaux.

Ce serait une erreur fondamentale de croire qu'un tel degré de préparation, une telle somme de spécialisations puissent surgir d'un simple encadrement professionnel des travailleurs selon leurs fonctions traditionnelles sous l'ancien régime. Il ne s'agira pas en effet d'utiliser la formation professionnelle des meilleurs ouvriers pour remplacer entreprise par entreprise, la compétence technique précédemment fournie par le capitaliste ou par des éléments qui lui étaient étroitement liés, et éliminer ainsi leur contribution. Il s'agira de pouvoir affronter des tâches de nature beaucoup plus synthétique, exigeant une formation à la fois politique, administrative et militaire; une telle formation, correspondant exactement aux tâches historiques précises de la révolution prolétarienne, ne peut être garantie que par un organisme qui, comme le parti politique, possède d'une part une vision historique générale du processus révolutionnaire et de ses exigences, et d'autre part une sévère discipline organisationnelle assurant la subordination de toutes les fonctions particulières au but général de la classe.

Un parti est un ensemble de personnes ayant la même vision générale du développement historique, une conception précise du but final de la classe qu'elles représentent, et possédant par avance un système de solutions des divers problèmes que le prolétariat aura à affronter

lorsqu'il sera devenu classe dominante. C'est pourquoi le gouvernement de classe ne pourra être qu'un gouvernement de parti. En nous contentant de rappeler brièvement ces considérations qu'une étude même superficielle de la révolution russe rend tout à fait évidentes, nous parlerons maintenant de la phase antérieure à la prise du pouvoir, pour démontrer que l'action révolutionnaire de classe contre le pouvoir bourgeois ne peut être, elle aussi, qu'une action de parti.

Il est tout d'abord évident que le prolétariat ne serait pas mûr pour affronter les problèmes extrêmement ardues de la période de sa dictature si l'organe indispensable pour les résoudre, le parti, n'avait pas commencé longtemps auparavant à constituer son corps de doctrines et d'expériences.

Mais même pour les besoins directs de la lutte qui doit culminer dans le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie, le parti est l'organe indispensable de toute l'action de la classe. Logiquement, on ne peut même parler d'une véritable action de classe (c'est-à-dire d'une action dépassant les limites des intérêts catégoriels ou des menus problèmes contingents) quand on n'est pas en présence d'une action de parti.

\*\*\*

Dans ses termes généraux, la tâche du parti prolétarien dans le processus historique se présente de la façon suivante.

A tout moment, les rapports économiques et sociaux du capitalisme sont ressentis comme intolérables par les prolétaires, et poussent ceux-ci à tenter de les dépasser. Au travers de vicissitudes complexes, les victimes de ces rapports sont amenées à constater l'insuffisance des moyens individuels dans cette lutte instinctive contre les souffrances et les privations communes à un grand nombre d'individus, et à expérimenter des formes d'action collective,

pour augmenter par l'association le poids de leur influence sur la situation sociale qui leur est faite. Mais la succession de ces expériences, qui jalonnent tout le développement de l'actuelle forme sociale capitaliste, conduit à constater que les travailleurs n'auront aucune influence réelle sur leur propre sort tant qu'ils n'auront pas associé leurs efforts par delà toutes les limites locales, nationales et professionnelles, et tant qu'ils ne les auront pas dirigés vers un objectif général et intégral qui se concrétise dans le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie - car tant que les structures politiques actuelles seront debout, leur fonction sera toujours d'annihiler tous les efforts de la classe prolétarienne pour se soustraire à l'exploitation.

Les premiers groupes de prolétaires qui parviennent à cette conscience sont ceux qui interviennent dans les mouvements de leurs camarades de classe et qui, par la critique de leurs efforts, des résultats obtenus, des erreurs et des désillusions, en amènent un nombre toujours croissant sur le terrain de cette lutte générale et finale qui est une lutte pour le pouvoir, une lutte politique, une lutte révolutionnaire.

Ainsi augmente, tout d'abord, le nombre des travailleurs convaincus que seule la lutte révolutionnaire finale résoudra le problème de leurs conditions de vie, en même temps que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à affronter les privations et les sacrifices inévitables de la lutte, en se mettant à la tête des masses que leurs souffrances poussent à se révolter, afin d'utiliser rationnellement leurs efforts et de leur assurer une pleine efficacité.

La tâche irremplaçable du parti se présente donc de deux manières, comme fait de conscience d'abord, et ensuite comme fait de volonté: la première se traduit dans une conception théorique du processus révolutionnaire qui doit être commune à tous les adhérents; la seconde dans l'acceptation d'une discipline précise assurant la coordination et donc le succès de l'action.

Naturellement ce renforcement des énergies de classe n'a jamais été et ne peut être un processus continu excluant tout recul. Il y a des arrêts, des retours en arrière, des perturbations, et les partis prolétariens perdent bien souvent les caractères essentiels qui s'étaient peu à peu formés, et du même coup l'aptitude à réaliser leurs tâches historiques. En général, sous l'influence même de phénomènes particuliers du monde capitaliste, les partis abandonnent souvent leur fonction principale qui est de concentrer toutes les poussées provenant du mouvement des différents groupes et de les canaliser vers le but final et unique de la révolution; ils se limitent à les assister dans leurs recherches de solutions et de satisfactions plus immédiates et transitoires, dégénéralant ainsi sur le plan doctrinal et pratique jusqu'à admettre que le prolétariat puisse trouver des conditions d'utile équilibre dans le cadre du régime capitaliste, et à se donner pour but de leur politique des objectifs partiels et contingents, s'acheminant ainsi sur la pente de la collaboration de classe.

Ces phénomènes de dégénérescence, qui ont atteint leur sommet avec la grande guerre mondiale, ont été suivis d'une période de saine réaction: les partis de classe s'inspirant des directives révolutionnaires - les seuls qui soient véritablement des partis de classe - se sont reconstitués partout et s'organisent dans la III<sup>e</sup> Internationale, dont la doctrine et l'action sont explicitement révolutionnaires et «maximalistes».

On voit ainsi reprendre autour des partis communistes, et dans une phase que tout permet de supposer décisive, le mouvement d'unification révolutionnaire des masses et d'encadrement de leurs forces pour les actions révolutionnaires finales. Mais encore une fois, loin d'avoir la simplicité immédiate d'une règle, ce processus pose de difficiles problèmes de tactique, il n'exclut pas les insuccès partiels même graves, et suscite des questions qui passionnent au plus haut point les militants de l'organisation révolutionnaire mondiale.

\* \* \*

Maintenant qu'elle a reconstitué le cadre de sa doctrine, la nouvelle Internationale a encore à tracer un plan général de ses méthodes tactiques. Le mouvement communiste des différents pays s'interroge sur une série de points, et les questions tactiques sont à l'ordre du jour. Une fois établi que le parti politique est l'organe indispensable de la révolution, une fois mis hors de discussion, avec les résolutions théoriques du deuxième congrès mondial qui forment le point de départ de l'article précédent, que le parti ne peut être qu'une fraction de la classe, il reste à savoir plus précisément quelle extension doit avoir l'organisation du parti, quels rapports il doit y avoir entre ses propres effectifs et les masses qu'il encadre.

Il existe - du moins on le dit - une tendance qui voudrait avoir des «petits partis» parfaitement purs, et qui se complairait presque à fuir le contact des grandes masses, accusées d'avoir peu de conscience et de capacités révolutionnaires. On critique vivement cette tendance et on la définit comme un «opportunisme de gauche». La formule nous semble plus démagogique que fondée, car elle devrait plutôt être réservée aux courants qui nient la fonction du parti politique et prétendent qu'on peut avoir un vaste encadrement révolutionnaire des masses dans des formes d'organisation purement économiques, purement syndicales.

Il s'agit donc d'examiner un peu plus à fond cette question des rapports du parti avec la masse. Le parti est une fraction de la classe, c'est entendu, mais comment établir l'importance numérique de cette fraction? Nous pensons quant à nous que s'il est une preuve de volontarisme et donc d'«opportunisme» (désormais opportunisme veut dire hérésie) antimarxiste caractérisé, c'est de vouloir *fixer a priori* ce rapport numérique comme règle d'organisation, de vouloir établir que le parti communiste doit avoir dans ses rangs ou comme sympathisants

un nombre de travailleurs qui soit supérieur ou inférieur à telle fraction donnée de la masse prolétarienne.

Vouloir juger le processus de formation des partis communistes, fait de scissions et de fusions, d'après un critère numérique, en taillant dans les partis trop nombreux et en ajoutant de force des morceaux aux partis trop petits, serait une erreur ridicule: ce serait ne pas comprendre, en effet, qu'à ce processus doivent présider des normes qualitatives et politiques, qu'il s'élabore en très grande partie au travers des répercussions dialectiques de l'histoire, échappant ainsi à une législation organisationnelle qui prétendrait passer les partis dans un moule pour qu'ils en sortent avec les dimensions considérées comme désirables et appropriées.

Ce que l'on peut prendre pour base indiscutable de cette discussion tactique, c'est qu'il est préférable que les partis soient le plus nombreux possible, et qu'ils réussissent à entraîner derrière eux les couches les plus larges des masses. Il n'y a personne parmi les communistes qui élève à la hauteur d'un principe le fait d'être peu nombreux et bien enfermés dans la tour d'ivoire de la pureté. Il est indiscutable que la force numérique du parti et la ferveur du prolétariat rassemblé autour de celui-ci sont des conditions révolutionnaires favorables, des indices sûrs de la maturité du développement des énergies prolétariennes, et il n'y a personne qui ne souhaite que les partis communistes progressent dans ce sens.

Il n'existe donc pas de rapport défini ni définissable entre les effectifs du parti et la grande masse des travailleurs. Etant bien entendu que le parti assume sa fonction en tant que minorité du prolétariat, il serait byzantin de se demander si celle-ci doit être petite ou grande. Il est certain que lorsque les contradictions et les conflits internes du capitalisme, principale origine des tendances révolutionnaires, sont au début de leur développement, lorsque la révolution apparaît comme une perspective lointaine, le parti de

classe, le parti communiste, ne peut être formé que de petits groupes de précurseurs possédant une capacité spéciale de comprendre les perspectives de l'histoire, et que la partie des masses qui le comprennent et le suivent ne peut pas être étendue. Quand, au contraire, la crise révolutionnaire est près d'éclater, les rapports de production bourgeois devenant de plus en plus intolérables, le parti voit augmenter le nombre de ses adhérents, ainsi - que son influence au sein du prolétariat.

Si l'époque actuelle est, comme tous les communistes en ont la certitude, une époque révolutionnaire, il s'ensuit que dans tous les pays nous devrions avoir des partis nombreux et exerçant une forte influence sur de vastes couches du prolétariat. Mais là où cela n'est pas encore réalisé en dépit des preuves indéniables de l'acuité de la crise et de l'imminence de son éclatement, les causes de cette déficience sont tellement complexes qu'il serait extrêmement léger d'en déduire que si le parti est trop petit et peu influent, il doit être artificiellement agrandi par l'adjonction d'autres partis ou fractions de partis dont les membres seraient liés aux masses. Pour décider de l'opportunité d'accepter d'autres éléments dans les rangs de ce parti, ou au contraire d'amputer les partis pléthoriques d'une partie de leurs membres, on ne doit pas partir de considérations arithmétiques ni d'une puérile déception statistique.

\* \* \*

Mis à part le parti bolchevik russe, la formation des partis communistes en Europe et hors d'Europe s'est faite à un rythme très accéléré, car c'est à un rythme très accéléré que la guerre a ouvert les portes à la crise de régime. Les masses prolétariennes ne peuvent se former une conscience politique sûre de façon graduelle; elles sont ballottées entre les exigences de l'action révolutionnaire comme par les vagues d'une mer démontée. D'autre part l'influence traditionnelle des méthodes social-démocrates persiste, et

les partis social-démocrates eux-mêmes restent sur la scène pour saboter le processus de clarification pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

Dans les moments où le problème de l'issue de la crise atteint son maximum d'acuité et où le problème du pouvoir se pose aux masses, le jeu des social-démocrates devient terriblement évident, car devant le dilemme *dictature prolétarienne ou dictature bourgeoise*, lorsqu'on ne peut plus éviter de choisir, ils choisissent la complicité avec la bourgeoisie. Mais lorsque, tout en mûrissant, la situation n'en est pas encore arrivée là, une partie considérable des masses reste soumise à la vieille influence des social-traîtres. Et lorsque les chances de révolution ont l'air, ne serait-ce qu'en apparence, de diminuer, ou que la bourgeoisie commence à déployer des capacités de résistance inattendues, il est inévitable que les partis communistes perdent momentanément du terrain dans le domaine de l'organisation comme dans celui de l'encadrement des masses.

Étant donné l'instabilité de la situation actuelle, il se peut que nous assistions, dans le cadre général du sûr développement de l'Internationale révolutionnaire, à de telles fluctuations. S'il est indiscutable que la tactique communiste doit s'efforcer de faire face à ces circonstances défavorables, il est non moins certain qu'il serait absurde d'espérer les éliminer par des formules tactiques, tout comme il est exagéré de se laisser aller pour autant à des conclusions pessimistes.

Dans l'hypothèse abstraite d'un développement continu des énergies révolutionnaires de la masse, le parti voit ses forces numériques et politiques augmenter de façon continue, il s'accroît quantitativement, tout en restant qualitativement égal à lui-même, le nombre des communistes ayant augmenté par rapport aux prolétaires. Dans la situation réelle, où les facteurs divers et continuellement changeants du milieu social agissent de façon complexe sur les dispositions des masses, il en va autrement: si le parti communiste est constitué par l'ensemble de

ceux qui connaissent et comprennent les caractères du développement historique mieux que le reste de la masse, il n'en est pas moins lui-même un effet de ce développement. Il ne peut donc pas ne pas subir le contrecoup de ces alternatives et, bien qu'il agisse constamment comme un facteur d'accélération révolutionnaire, aucune méthode, aussi raffinée soit-elle, ne le met en mesure de forcer ou de renverser les situations dans leur essence fondamentale.

Mais le pire de tous les remèdes que l'on pourrait utiliser pour parer aux effets défavorables des situations serait d'intenter périodiquement un procès aux principes théoriques et organisationnels sur lesquels le parti est fondé, avec l'objectif de modifier l'étendue de sa zone de contact avec la masse. Dans les situations où les dispositions révolutionnaires des masses s'amointrissent, ce que certains appellent porter le parti vers les masses équivaut bien souvent à dénaturer les caractères du parti, c'est-à-dire à le priver des qualités qui peuvent précisément en faire un catalyseur susceptible d'influencer les masses et de leur faire reprendre leur mouvement en avant.

Les conclusions que la doctrine et l'expérience historique permettent de formuler sur les caractères précis du processus révolutionnaire ne peuvent être qu'internationales et ne peuvent donc donner lieu qu'à des normes internationales. Dès lors que les partis communistes sont solidement fondés sur ces conclusions, on doit considérer leur physionomie organisationnelle comme établie, et comprendre que leur faculté d'attirer les masses et de leur donner toute leur puissance de classe dépendra désormais de leur fidélité à une étroite discipline de programme et d'organisation interne.

Dès lors que le parti communiste est doté d'une conscience théorique, confirmée par les expériences internationales du mouvement, qui le prépare à affronter les exigences de la lutte révolutionnaire, il a la garantie que, même si les masses s'éloignent en partie de lui dans certaines

phases de sa vie, il les aura autour de lui lorsque se poseront ces problèmes révolutionnaires qui n'admettent pas d'autre solution que celle qui est inscrite dans son programme. Quand les exigences de l'action montreront la nécessité d'un appareil dirigeant centralisé et discipliné, le parti communiste, dont la constitution aura obéi à ces critères, viendra se mettre à la tête des masses en mouvement.

La conclusion que nous voulons en tirer, c'est que les critères sur lesquels on doit se fonder pour juger de l'efficacité des partis communistes n'ont rien à voir avec un contrôle *a posteriori* de leurs forces numériques comparées à celles des autres partis qui se réclament du prolétariat. Ces critères ne peuvent consister que dans une définition exacte des bases théoriques du programme du parti, et de la rigide discipline interne de toutes ses organisations et de tous ses membres pour assurer l'utilisation du travail de tous au mieux des intérêts de la cause révolutionnaire. Toute forme d'intervention dans la composition des partis ne dérivant pas logiquement de l'application précise de ces normes ne mène qu'à des résultats illusoire et prive le parti de classe de sa principale force révolutionnaire, qui réside précisément dans la continuité doctrinale et organisationnelle de toute sa propagande et de toute son oeuvre, dans le fait d'avoir su «dire par avance» comment se présentera le processus de la lutte finale entre les classes, et de s'être donné le type d'organisation correspondant bien aux exigences de la phase décisive.

Dans les années de guerre, cette continuité a été partout irréparablement brisée, et il n'y avait plus qu'à repartir de zéro. Mais la naissance de l'Internationale Communiste comme force historique a matérialisé, sur la base d'expériences révolutionnaires décisives et parfaitement claires, les lignes sur lesquelles le mouvement prolétarien pouvait se réorganiser dans tous les pays. Une première condition de victoire révolutionnaire du prolétariat mondial est donc que l'Internationale parvienne à une stabilisation

organisationnelle qui donne partout aux masses une sensation de décision et de certitude, qui sache les gagner tout en sachant les attendre là où c'est indispensable pour que le développement de la crise produise encore sur elles ses effets, là où il n'est pas possible d'éviter qu'elles fassent encore certaines expériences sur les conseils insidieux des social-démocrates. Il n'existe pas de meilleure recette pour échapper à cette nécessité.

Le second congrès de l'Internationale a bien compris ces nécessités. A l'aube d'une époque nouvelle qui devait aboutir à la révolution, il s'agissait de définir les points de départ d'un travail international d'organisation et de préparation révolutionnaires. Peut-être aurait-il été préférable qu'au lieu de traiter des différents thèmes dans l'ordre où il les a traités dans ses thèses, toutes théorico-tactiques, le congrès établisse tout d'abord les bases fondamentales de la conception théorique et programmatique du communisme, puisque c'est~au premier chef sur leur acceptation que devrait être fondée l'organisation de tous les partis membres; et qu'ensuite seulement il formule les normes d'action fondamentales que tous les adhérents doivent observer de manière disciplinée dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc. Mais tout ceci existe dans le corps de résolutions adopté par le deuxième congrès, et se trouve excellemment résumé dans les thèses sur les conditions d'admission des partis.

L'essentiel est de considérer l'application des conditions d'admission comme le point de départ constitutif et organisationnel de l'Internationale, comme une opération à accomplir une fois pour toutes afin de tirer toutes les forces organisées ou organisables du chaos dans lequel le mouvement politique prolétarien était tombé et de les encadrer dans la nouvelle Internationale. On ne saurait trop se hâter d'organiser le mouvement international sur la base de ces normes obligatoires à l'échelle internationale. En effet, comme nous le disions plus haut, ce qui constitue la grande force



qui doit le guider dans la réalisation de sa tâche de propulseur des énergies révolutionnaires, c'est la démonstration de sa continuité de pensée et d'action vers un but précis, qui un jour apparaîtra clairement aux yeux des masses, en provoquant leur polarisation vers le parti d'avant-garde et en donnant ainsi les meilleures chances de victoire de la révolution.

Si cette systématisation initiale - mais définitive sur le plan organisationnel - du mouvement fait naître dans certains pays des partis à la force numérique apparemment réduite, on pourra très utilement étudier les causes de ce phénomène. Mais il serait absurde de vouloir changer les normes et redéfinir leur application dans le but de modifier le rapport numérique du parti avec la masse ou avec les autres partis. En agissant ainsi, on ne ferait que rendre inutile et sans effet tout le travail accompli dans la première période d'organisation, pour recommencer à plusieurs reprises le travail de préparation, si bien qu'au lieu de gagner du temps, on ne ferait qu'en perdre à coup sûr.

Ceci est encore plus vrai si on considère les conséquences internationales d'une telle méthode: en effet, en rendant toujours révocables les règles d'organisation internationales, en créant des précédents avec des cas où on aurait accepté de «refondre» les partis comme on le fait des statues ratées, une telle interprétation ôterait toute autorité et tout prestige aux «conditions» que l'Internationale pose aux partis et aux individus qui veulent y adhérer; elle ajournerait à l'infini la stabilisation des cadres de l'armée révolutionnaire, dans laquelle des officiers toujours nouveaux pourraient aspirer à entrer en «conservant les avantages de leur grade»

Nous n'avons donc pas à être pour de grands ou de petits partis, nous ne devons pas prétendre bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis ont été fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des «partis de masse»; nous devons exiger que les partis communistes soient partout

fondés sur des règles organisationnelles, programmatiques et tactiques fermes, dans lesquelles se cristallisent les résultats des plus hautes expériences de la lutte révolutionnaire à l'échelle internationale.

Bien qu'il soit difficile de le mettre en évidence sans une longue démonstration et sans citer toute une série de faits empruntés à la vie du mouvement prolétarien, tout ceci ne découle pas du désir abstrait et stérile de posséder et de voir des partis purs, parfaits, orthodoxes, mais du souci de remplir les tâches révolutionnaires du parti de classe de la façon la plus efficace et la plus sûre.

Le parti ne sera jamais aussi sûrement entouré par les masses, les masses ne trouveront jamais dans le parti un plus sûr garant de leur conscience de classe et de leur puissance, que lorsque le passé du parti aura mis en évidence la continuité de son mouvement vers les buts révolutionnaires, même sans les masses et contre elles dans les moments défavorables. Les masses ne seront jamais gagnées efficacement que *contre* leur chefs opportunistes: cela signifie qu'il faut les conquérir en démantelant le réseau des organisations de parti non communistes qui ont encore de l'influence en leur sein et en attirant les éléments prolétariens dans le cadre de l'organisation solide et bien définie du parti communiste. Cette méthode est la seule qui puisse donner des résultats utiles et assurer le succès dans la pratique. Elle correspond exactement à la position de Marx et d'Engels face au mouvement dissident des lassaliens.

C'est pourquoi l'Internationale Communiste devrait observer la plus grande méfiance à l'égard de tous les éléments et groupes qui s'approchent d'elle en faisant des réserves théoriques et tactiques. Nous reconnaissons que cette appréciation ne peut être *absolument* uniforme sur le plan international, et qu'on ne peut pas faire abstraction de certaines conditions spéciales dans les pays où seules des forces limitées

viennent se placer sur le terrain précis du communisme. Il n'en demeure pas moins que pour juger de l'opportunité d'élargir ou de restreindre les critères d'admission d'éléments ou, pis, de groupes qui ne sont encore gagnés aux thèses et aux méthodes de l'Internationale que de façon plus ou moins incomplète, on ne doit accorder aucun poids au fait que le parti existant soit numériquement réduit ou non. Avec de tels éléments ou groupes, nous ne ferions pas l'acquisition de forces positives; au lieu de nous amener des masses plus larges, cela risquerait de compromettre le clair processus de conquête de celles-ci par le parti. Nous devons désirer que cette conquête soit la plus rapide possible, mais cela ne doit pas nous inciter à des actions inconsidérées, qui ne pourraient que retarder le succès solide et définitif

Il est nécessaire d'intégrer à la tactique de l'Internationale, aux critères fondamentaux qui dictent son application, à la solution des problèmes complexes qui se présentent dans la pratique, certaines normes qui ont toujours donner les meilleurs résultats: l'intransigeance absolue à l'égard des autres partis, même proches, en considérant ses conséquences futures et en passant par-dessus le souci contingent d'accélérer le développement de certaines situations; la discipline exigée des adhérents, en prenant en considération non seulement son respect dans le présent, mais aussi leur action passée, et en faisant preuve de la plus grande méfiance à l'égard des conversions; le critère consistant à juger les individus et les groupes dans leurs responsabilités passées, au lieu de leur reconnaître le droit de prendre à tout moment un «engagement» dans l'armée communiste ou de le résilier. Même si cela peut momentanément sembler enfermer le parti dans un cercle trop étroit, il ne s'agit pas ici d'un luxe théorique, mais d'une méthode tactique d'une très sûre efficacité pour l'avenir.

Mille exemples démontrent à quel point les révolutionnaires de la dernière heure, ceux qui

hier se laissaient dicter une orientation réformiste par les conditions particulières et qui aujourd'hui se décident à suivre les principales directives communistes parce qu'ils sont influencés par des considérations souvent trop optimistes sur l'imminence de la révolution, sont déplacés et peu utiles dans nos rangs. Il suffira d'une nouvelle oscillation de la situation - et dans une guerre qui peut dire combien d'avances et de reculs précéderont la victoire finale? - pour que ces éléments retombent dans leur opportunisme passé, en altérant du même coup le contenu de notre organisation.

Le mouvement communiste international doit être composé non seulement de militants fermement convaincus de la nécessité de la révolution et disposés à lutter pour elle au prix de tous les sacrifices, mais de militants décidés à agir sur le terrain révolutionnaire même si les difficultés de la lutte montrent que la victoire est plus difficile et moins proche qu'on ne le croyait.

Au moment de la crise révolutionnaire aiguë, c'est en opérant sur la base solide de notre organisation internationale que nous polari-serons autour de nous les éléments qui aujourd'hui sont encore hésitants, et que nous aurons raison des partis social-démocrates de toutes nuances.

Si les possibilités révolutionnaires sont moins immédiates, nous ne courrons pas un seul instant le risque de nous laisser distraire de notre patient travail de préparation pour nous replier sur la résolution de problèmes contingents, ce qui ne profiterait qu'à la bourgeoisie.

\* \* \*

Un autre aspect du problème tactique qui se pose aux partis communistes est celui du choix du moment où il faut lancer les mots d'ordre pour l'action, qu'il s'agisse d'une action secondaire ou de l'action finale.

C'est pourquoi on discute aujourd'hui passionnément sur la «tactique offensive» des partis

communistes, qui consiste à réaliser un certain encadrement et un certain armement des militants et des sympathisants les plus proches, et à les lancer au moment opportun dans des actions offensives destinées à entraîner les masses dans un mouvement général, ou même à accomplir des actions spectaculaires pour riposter aux offensives réactionnaires de la bourgeoisie. Ici aussi, on voit généralement s'opposer deux positions, dont aucun communiste n'assumerait sans doute la paternité.

Aucun communiste ne peut avoir d'objections contre l'usage de l'action armée, des représailles et même de la terreur, et nier que le parti communiste doive lui-même diriger ces formes d'action qui exigent discipline et organisation. De même, nous considérons comme infantile la conception selon laquelle l'usage de la violence et les actions armées sont réservés à la «grande journée» où sera déclenchée la lutte suprême pour la conquête du pouvoir. Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de la défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de «gardes blancs» de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués et provoqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions et réserver tous leurs efforts pour le moment final, car toute lutte nécessite un entraînement et une période d'instruction, et c'est dans ces actions préliminaires que la capacité d'encadrement révolutionnaire du parti doit commencer à se forger et à s'éprouver.

Ce serait cependant mal interpréter les considérations qui précèdent que de considérer purement et simplement l'action du parti politique de classe comme celle d'un état-major, qui par sa seule volonté pourrait décider du mouvement

des forces armées et de leur emploi; et ce serait se fabriquer une perspective tactique imaginaire que de croire que le parti peut, après avoir créé un réseau militaire, déclencher l'attaque à un moment donné, lorsqu'il le juge assez développé pour pouvoir battre les forces de la défense bourgeoise.

L'action offensive du parti n'est concevable que lorsque la réalité des situations économiques et sociales met les masses en mouvement pour résoudre des problèmes qui mettent en cause leur sort directement et sur la plus vaste échelle, en créant une agitation qui ne peut se développer dans un sens vraiment révolutionnaire qu'à condition que le parti intervienne en fixant clairement ses buts généraux et en l'encadrant dans une action rationnelle et bien organisée y compris du point de vue de la technique militaire. Il est certain que la préparation révolutionnaire du parti peut commencer à se traduire dans des actions planifiées même lors de mouvements partiels des masses: ainsi, les représailles contre la terreur des gardes blancs, qui vise à donner au prolétariat le sentiment d'être définitivement plus faible que son adversaire et à le faire renoncer à la préparation révolutionnaire, sont un moyen tactique indispensable.

Mais croire que par le jeu de ces forces, même extrêmement bien organisées et sur une vaste échelle, on pourrait changer les situations et provoquer, à partir d'une situation de stagnation, le déclenchement de la lutte générale révolutionnaire, est encore une conception volontariste qui ne peut ni ne doit avoir sa place dans les méthodes de l'Internationale marxiste.

On ne crée ni les partis, ni les révolutions. On dirige les partis et les révolutions, en unifiant toutes les expériences révolutionnaires utiles à l'échelle internationale, afin d'assurer le maximum de chances de victoire du prolétariat dans la bataille qui est l'aboutissement inévitable de l'époque historique que nous vivons. Telle nous semble devoir être la conclusion.

Les critères fondamentaux qui doivent diriger l'action des masses s'expriment dans les normes d'organisation et de tactique que l'Internationale doit fixer à tous les partis membres. Ils ne peuvent consister à remanier directement certains partis avec l'illusion de leur donner toutes les dimensions et caractéristiques capables de garantir le succès de la révolution, mais doivent s'inspirer de la dialectique marxiste, en se fondant avant tout d'une part sur la clarté et l'homogénéité programmatiques, d'autre part sur la discipline et la centralisation tactiques.

Il existe à notre avis deux déviations «opportunistes» L'une consiste à déduire la nature et les caractères du parti de l'appréciation, dans une situation donnée, de la possibilité ou non de regrouper des forces considérables, ce qui revient à se laisser dicter les règles d'organisation du parti par les situations, pour lui donner de l'extérieur une constitution différente de celle à laquelle la situation l'a conduit. L'autre consiste à croire qu'à condition d'être nombreux et d'avoir une formation militaire, un parti peut déterminer les situations révolutionnaires en donnant l'ordre d'attaquer, ce qui revient à prétendre créer les situations historiques par la volonté du parti.

Peu importe laquelle de ces deux déviations doit être considérée comme de «gauche» ou de «droite»: il est certain que toutes deux s'éloignent de la juste voie marxiste. Dans le premier cas, on renonce à ce que peut et doit être la légitime intervention du mouvement international doté d'un corps systématique de normes organisationnelles et tactiques, on renonce à cette marge d'influence, dérivant d'une conscience et d'une expérience historique précises, que notre volonté peut et doit exercer sur le développement du processus révolutionnaire. Dans le second, on attribue à la volonté des minorités une influence excessive et irréaliste, en risquant de conduire à des défaites désastreuses.

Les révolutionnaires communistes doivent au contraire être ceux qui, trempés collectivement par les expériences de la lutte contre les dégénérescences du mouvement prolétarien, croient fermement dans la révolution, veulent fermement la révolution, mais qui n'ont pas tiré sur elle une traite dont ils attendraient le paiement et qui ne céderont pas au désespoir et au découragement si l'échéance est retardée d'un seul jour.

# LA QUESTION PALESTINIENNE ET LE MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Le retour sur la scène du conflit israëlo-palestinien qui s'effiloçait en une languissante série de provocations réciproques émanant des très bourgeois gouvernements de l'état israëlien et de l'Autorité Nationale palestinienne, tous deux préoccupés par une exigence unanime de contrôle social de leur prolétariat domestique et de celui de l'adversaire, n'est qu'une preuve de plus de l'impossibilité de trouver quelle que solution que ce soit -dans le cadre du système actuel- à un équilibre politique dans cette région qui soit en mesure de procurer une issue moins incertaine et misérable que celle d'aujourd'hui pour les milliers de réfugiés et de prolétaires palestiniens qui sont concentrés dans ces zones et qui représentent une mine flottante pour toutes les bourgeoisies moyen-orientales, arabes et juive. Les trêves diplomatiques momentanées et compromettantes qui se sont succédées ces dernières années, e Camp David I aux "accord" d'Oslo et de Wye Plantation ne pouvaient constituer une exception à ceux de Camp David II jusqu'aux "invitations verbales" de Sharm el-Sheik, véritable déclaration d'impuissance camouflées sous de fumeuses déclarations verbales des chancelleries diplomatiques respectives cordonnées par la médiation intéressée de l'impérialisme américain. Le dépassement définitif de toute question nationale résiduelle en Palestine, qui mettait à l'ordre du jour du développement historique la consigne au prolétariat et aux masses palestiniennes de lutter pour une "patrie" qui leur soit propre aux côtés de la bourgeoisie nationale, s'est manifesté de façon patente, sur le théâtre même des opérations, lors du Septembre Noir d'Amman (1970), même si ce tournant avait déjà commencé à s'esquisser depuis de nombreuses années déjà. A Amman, en Jordanie (nation artificielle créée par l'impérialisme anglo-saxon et peuplée pour les deux tiers voire davantage par des palestiniens qui occupent les échelons inférieurs de l'échelle sociale et matérielle vis-à-vis de la communauté bédouine qui contrôle les appareils de l'Etat et jouit d'un niveau de vie élevé), où le mouvement palestinien -même s'il est dirigé par des franges nationalistes bourgeoises et petites-bourgeoises inconséquentes- avait une forte base de masse et une organisation qui était devenue représentative dans les luttes de défense matérielle contre l'exploitation sauvage et la misère noire, l'OLP, plutôt que d'orienter la lutte des masses insurgées contre le régime de Hussein, pactisa d'abord avec lui et après avoir négocié son départ de la ville, rendit possible le massacre des insurgés. "Le destin tragique du Moyen-Orient - écrivions-nous à cette occasion dans "il programma comunista" n. 17/1970 - est de s'agiter sans cesse dans le lit qu'on préparé et construit à ses dépens les intérêts cyniques, féroces et brutaux de l'impérialisme. Il est une mosaïque non pas de nations (lesquelles n'existent ni en dix exemplaires réduits ni, encore moins, en un seul exemplaire plus grand), mais d'Etats jaloux de leurs minables intérêts et qui sont tous cousus dans la même toile que, de temps en temps, telle ou telle grande puissance a entaillée en disputant à sa rivale les puits de pétrole et les champs de coton, alors que chacun de ces états délirant une fantasmagorie d'indépendance déniée par sa dépendance bien réelle par rapport au marché mondial, ou aux fournitures d'armes des puissances mondiales, enivré d'orgueil et servilement soumis tel un pion insignifiant au maître du moment, dirigé par une pseudo-bourgeoisie avide et vampirique ou par les restes de trésors remontant à des millénaires marqués par le tribalisme et même pas par le féodalisme; tous au service d'intérêts aux dimensions planétaires, et de puissants encore plus cyniques que leurs propres

dirigeants; aucun d'entre eux n'étant annonciateur d'un nouveau mode de production, et moins encore d'un nouvel ordre social."

Nous ne pouvons nous attarder ici sur le processus de formation nationale et de constitution des états du Moyen-Orient, zone névralgique à la charnière de trois continents, et qui a débuté avec l'écroulement de l'empire ottoman et a été redessiné par les impérialismes dominants à partir de la fin du 1er conflit mondial sur la base de leurs intérêts dictés par le pillage impérialiste, la conquête et le contrôle de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières stratégiques; il s'agit d'un processus que la fin de la Iie guerre mondiale a accentué, malgré la présence des mouvements de libération nationale qui commençaient à se développer, avec la naissance de l'état d'Israël en 1948: avec cet état se créait le pivot du dispositif de contrôle américain sur la région, et tout comme sa constitution sanctionna la substitution par la domination de l'impérialisme américain de la puissance anglaise en déclin, son expansion territoriale progressive refléta les années de croissance de cette domination aux dépens de concurrents anciens et nouveaux à qui il ne restait rien d'autre à faire que de débâter pitoyablement derrière la feuille de figuier de résolutions de l'Onu à la valeur absolument nulle. En attendant de revenir sur ce sujet, nous renvoyons au travail du Parti paru dans les n. 12 et 13/1965 de "programma comunista", intitulé *L'habituelle Babel du Moyen Orient*. Dès cette époque nous étions en mesure de mettre en relief l'impuissance chronique et les conséquences des bourgeoisies ex-coloniales, au-delà des déclarations officielles de "fraternité réciproque" et des projets de "panarabisme" qu'ils proviennent d'en haut ou d'en bas. "Grâce à l'intervention combinée des deux vainqueurs principaux de la seconde boucherie mondiale - écrivions-nous dans le premier des deux articles de 1965 cités ci-dessus - la révolution anti-coloniale du Moyen-Orient, comme cela est d'ailleurs le cas ailleurs, a enregistré des effets révolutionnaires inférieurs à ceux qui auraient été souhaitables pour des raisons historiques générales et pour le développement même des pays concernés. Une révolution bourgeoise qui "aille jusqu'au bout", est, à l'époque de l'impérialisme, encore plus irréalisable que par le passé si les nouveaux pouvoirs qui ont remplacé les anciens ne sont pas portés par de grandes mouvements des masses exploitées et ne s'appuient sur la force armée de ces mêmes masses. Dans les pays du Moyen-Orient de nombreuses monarchies féodales se sont donc transformées sans grands remous en monarchies bourgeoises et continuent à gouverner sous de nouveaux oripeaux. Mais même là où la monarchie a été remplacée par la république, l'évènement doit être davantage considéré comme le fruit de révoltes militaires restreintes que comme celui de mouvements politiques de masse." Au Moyen-Orient, on n'a eu donc affaire, et c'est le premier point, à aucune révolution bourgeoise radicale et profonde et les "liens avec les centres de l'impérialisme mondial privent la bourgeoisie locale de toute autonomie, tandis que sa politique de "non-alignement" [il est fait référence ici à la politique pseudo-socialiste de Nasser, ndr] signifie uniquement qu'elle peut osciller tantôt d'un côté tantôt de l'autre au gré du bipolarisme est-ouest".

La période 1967/1970 peut être considérée comme la période cruciale où éclatent les abcès qui s'étaient accumulés précédemment et où les problèmes non résolus qui s'étaient noués exigent à nouveau le recours à la guerre pour être résolus: "Quelle indépendance et quelle paix peuvent donc espérer - écrivions-nous dans "programma comunista" n.11/1967, à l'époque de la "guerre des six jours", en soulignant à quel point l'enjeu était représentée par les intérêts et des positions de force nationales et internationales de l'impérialisme - des pays parcourus par des oléoducs qui sont les artères sanguines de la piraterie capitaliste mondiale et dont les dirigeants - bourgeois parvenus, nouveaux riches ou nobliaux semi-féodaux - ont tout intérêt à se vendre à ceux qui détiennent les clefs des coffres-forts du monde entier, en

volant à leur voisin, même s'il s'agit d'un frère de race, ce que leurs bailleurs de fonds et patrons agitent devant leurs yeux d'insatiables chacals?"

Depuis l'immédiat second après-guerre, la diplomatie américaine, soutenue par son propre appareil militaire et de renseignement pléthorique, a été très active dans la promotion d'initiatives visant à consolider toujours davantage l'influence qu'elle avait acquise dans une région dont le rôle dans la rivalité inter-impérialiste prenait une importance toujours plus grande. "Aux gangsters du dollar - cf. "programma comunista" n.14/1958 - ce qui importe avant tout c'est d'empêcher la formation du grand Etat unitaire qui fait partie des aspirations du mouvement pan-arabiste, et par conséquent de sauver les alliances militaires qui sont l'obstacle principal à l'unification des peuples du Moyen-orient ... Les pays arabes se trouvent actuellement dans les conditions dans lesquelles se trouvait l'Italie du Risorgimento. Un même peuple parlant la même langue, professant les mêmes us et coutumes, ayant derrière lui une évolution historique indivisible se trouve morcelé en une douzaine d'Etats ... la revendication de l'unification étatique, réunification qui fut en d'autres temps la bannière des Garibaldi, des Kossuth et des Bolivar, l'abolition du morcellement politique et du séparatisme, est une revendication non communiste, non prolétarienne, mais nationale et démocratique. Elle ressortit entièrement à la révolution démocratique nationale bourgeoise. Le prolétariat conscient n'est pas intéressé par la formation de l'Etat national en elle-même, mais par le contenu de transformations sociales que cette évolution implique. Ce qui l'intéresse c'est le débouché dialectique de ces "puissants facteurs économiques" que Lénine analysait comme entravés et gelés par les structures politiques anachroniques qui se perpétuent dans les pays semi-féodaux et arriérés". Si un mouvement national-révolutionnaire armé conséquent pouvait donc déchirer la toile que le jeu des accords et des conflits inter-impérialistes continuait à tisser et seule une telle perspective aurait justifié un appui de la part des masses prolétariennes, en fonction non pas, bien entendu, de l'équilibre international mais du développement historique de l'ensemble du mouvement prolétarien à l'échelle internationale. Quand la solution passe de la force des armes à celle du droit et des conférences démocratiques où les accords diplomatiques s'échafaudent sur la table à dessin et avec la balance comptable du brigand le plus puissant, le recul de mouvements de cette sorte est inévitable et toute solution qui jaillit sur de telles bases se révèle réactionnaire. "Comme nous l'avions prévu sans difficulté -pouvions-nous écrire quelques mois plus tard dans le n.16/1958 - la question du Moyen-Orient, transportée sur la plan des tractations diplomatiques, a trouvé son épilogue dans les manigances le plus cyniques et risibles. Manigances entre les jeunes Etats arabes surtout. Craignant de perdre des clients (ce qui vaut en particulier pour le producteurs de matières premières d'importance mondiale, comme l'Irak, la Tunisie, le Maroc et ainsi de suite), divisées par des conflits d'intérêt et de tradition historiques, soucieuses de ne pas perdre le contrôle sur des masses déchaînées et peu sûres, prêtes à s'incliner devant le premier banquier "charitablement" disposé à leur fournir de l'oxygène en argent sonnante et trébuchant (et ceci vaut pour toutes), ces bourgeoisies jeunes et avides jurant sur le Coran ont mis de côté leur "anticolonialisme" purement formel en troquant le retrait des "soldats étrangers" contre l'entrée triomphale d'espèces non moins étrangères: en faisant leurs - elles qui se prétendent porteuses de la guerre sainte révolutionnaire - les principes de la "non-ingérence", du "respect réciproque de l'intégrité et de la souveraineté nationale", bref de la défense d'un statu-quo qui est aussi l'expression et le produit de la domination impérialiste, le revers de la médaille de cette aspiration proclamée à un Etat arabe unitaire qui s'étendrait de l'Asie occidentale à toute l'Afrique du nord".

Dans un tel contexte, où les intérêts économiques et politiques des pays impérialistes se dé-

veloppent dans une dynamique tendant avec une force toujours plus grande à phagocyter les intérêts des jeunes bourgeoisies nationales du Moyen-Orient en les attirant dans leurs champs d'influence respectifs et en les enrôlant toutes ensemble dans la défense des exigences du capitalisme mondial contre la pression des masses arabes déshéritées, et avant tout les masses palestiniennes, la naissance de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, avec une organisation de type diplomatique et étatique propre et la dotation d'une organisation militaire faisant fonction de police intérieure et extérieure visant à soutenir l'activité diplomatique et les tractations de la direction, apparaît immédiatement comme la naissance officielle du comité d'affaires et de représentation de la bourgeoisie palestinienne aux exigences de laquelle sont et seront par conséquent toujours subordonnées les initiatives spontanées des masses des camps de réfugiés et celles qui sont disséminées dans les différents pays de la région et contraintes de vivre partout dans des conditions misérables. L'activité de l'OLP a toujours été celle d'un organisme gouvernemental d'une classe bourgeoise nationale, par ailleurs veule et contrainte par l'inconséquence des rapports de force internationaux qui l'avaient pourtant engendrée et auxquelles elle devait se sentir liée: les incessantes étapes et les divers marchandages de la tristement célèbre résolution n°242 de l'Onu (1967, appelée "la terre en échange de la paix", qui devait sanctionner le retour aux frontières existant avant juin 1967 par la renonciation d'Israël aux territoires de Cisjordanie, de Gaza et du Golan occupés à la suite de la guerre) jusqu'à la constitution de l'Autorité Nationale Palestinienne (qui aurait dû, précisément cette année, sanctionner unilatéralement la naissance de l'Etat palestinien, alors qu'elle s'est retirée la queue entre les jambes dès que les impérialismes les plus puissants, Russie comprise, ont refusé de donner leur consentement à une telle "unilatéralité décisionnelle"!) sont les phases d'un parcours linéaire à l'intérieur duquel il n'y a pas d'espace pour les exigences matérielles des prolétaires palestiniens. "La solution diplomatique - écrivions-nous dans le n°2/1988 de ce journal - se réduirait à la création d'un mini-Etat à l'intérieur des frontières militairement occupées par les Israéliens, une entité non viable condamnée à une perpétuelle dépendance politique et économique par Rapport à Israël et à la Jordanie, un Bantoustan version moyen-orientale que seule l'insurpassable hypocrisie bourgeoise pourrait faire passer pour l'équivalent d'un homeland, ou pour la réalisation du "droit des Palestiniens à l'autodétermination"; une sinistre pantalonnade qui ne servirait qu'à perpétuer les raisons non pas de paix, mais de guerre, dont la région tout entière est affligée. Quiconque - parti ou organisation - prétend manifester sa "solidarité" avec les Palestiniens en se faisant dans le même temps le porte-parole de "solutions" de cette sorte (et tous les partis démocratiques ont cette prétention), est un traître à la cause pour laquelle il prétend se battre. Ce n'est pas un hasard si c'est pour telle solution que manœuvrent les diplomaties de la moitié de la planète porteuses de plans divers et souvent antithétiques, mais tous inspirés par le souci d'empêcher que le Croissant Fertile ne devienne tôt ou tard le théâtre d'explosions non seulement politiques mais sociales, et d'assurer aux impérialismes alliés ou concurrents dont dépendent les zones d'influence concernées la part de gallette propre à satisfaire leurs appétits économiques, politiques et militaires".

Si les événements d'Amman en 1970 avaient permis une pleine visibilité d'un phénomène déjà inscrit dans ses éléments génétiques, c'est-à-dire la confédération de fait entre l'OLP et les bourgeoisies arabes et israélienne contre les masses prolétariennes de la région, l'histoire se serait chargée d'en sanctionner matériellement la portée en diverses autres occasions, dans lesquelles le prolétariat, toujours lui, a dû payer par un bain de sang le fait d'être appelé à s'immoler pour des objectifs qui ne sont pas les siens. Dans la ville de Tall El Zaatar, en 1976, l'héroïque résistance du prolétariat libanais et palestinien sou-



levé pour défendre ses conditions de vie fut réprimée dans le sang par l'armée syrienne et par les troupes phalangistes avec la collaboration active de la marine israélienne qui contrôlait les accès à la mer et de l'armée de l'OLP qui n'intervint pas au nom du "droit de non-ingérence", c'est-à-dire pour obéir servilement aux diktats imposés par les exigences du maintien des bons rapports de voisinage et de rapports diplomatiques "constructifs". En 1982 eut lieu le massacre des camps de Sabra et Chatila perpétré par l'armée israélienne en conclusion du siège de Beyrouth, après que les forces de l'OLP eurent laissé le terrain à la "force de paix multinationale" envoyée par l'Onu, nouvelle démonstration de la façon dont, pour la bourgeoisie palestinienne, paisiblement installée dans le commerce et d'autres activités lucratives menées dans les divers Etats arabes dans lesquels elle s'était intégrée, le contrôle social du prolétariat était désormais devenu depuis longtemps l'objectif prioritaire à poursuivre, objectif auquel répondait la revendication calculatrice de l'indépendance nationale, par ailleurs toujours plus marchandée au cours de jeux diplomatiques pacifiques bilatéraux ou multilatéraux et, après le désaveu officiel de tout recours à la violence et la réciproque reconnaissance de fait avec Israël, réduite à une pure et simple opération commerciale territoriale où dans le prix final est inclus la couverture du coût consenti pour le contrôle des masses palestiniennes toujours plus déshéritées. La reconnaissance par les vautours de la diplomatie internationale de la soi-disant Autonomie Palestinienne, formant comme une série de taches sur un territoire comprenant la bande de Gaza et quelques parties de la Cisjordanie et entouré d'implantations israéliennes défendues par l'armée, n'était certes pas de nature à interrompre cette spirale de sang et de misère pour les masses pauvres palestiniennes, qui s'est poursuivie sans solution de continuité jusqu'aux récents événements qui ont fait suite à la provocation, orchestrée par les Israéliens, de la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées le 28 septembre dernier. Et, pour confirmer l'importance de l'OLP pour l'ensemble de la bourgeoisie moyen-orientale ainsi que la fonction de chair à canon dévolue aux plèbes palestiniennes martyrisées par leurs propres dirigeants, on ne peut oublier un épisode très éloquent à ce propos: à l'occasion des très dures représailles militaires de l'armée israélienne, à la suite du lynchage des deux réservistes israéliens capturés par la population palestinienne, le quartier général de l'Onu et l'"ennemi" Arafat ont été avertis trois heures avant l'attaque par le commando militaire israélien afin qu'ils puissent se mettre tranquillement à l'abri et poursuivre la comédie des mensonges, tandis que la population civile était sauvagement bombardée.

Toute issue à la question palestinienne, dans le cadre des rapports économiques et sociaux actuels et dans l'optique du maintien du statu-quo, ne pouvait et ne peut être que fictif et illusoire. Les faits se sont chargés de le démontrer et on a tout de suite trouvé le prétexte (par exemple le désaccord sur le statut de Jérusalem-Est, ville qui - en tout état de cause - plus que pour des raisons religieuses est importante en raison de sa nature de centre névralgique pour toutes les grandes voies de communication et de circulation aussi bien pour la bourgeoisie israélienne que pour la bourgeoisie palestinienne).

Israël ne pourra jamais renoncer volontairement à l'occupation de territoires considérés "utiles" pour ses ressources vitales - en premier lieu l'eau - et pour des exigences de contrôle militaire, et par conséquent n'abandonnera pas sa politique de marginalisation et de discrimination des Arabes qui vivent à l'intérieur de ses frontières, car cette soumission est fondamentalement liée à l'appétit de plus-value du capital israélien. L'OLP de son côté, ne peut renoncer totalement à chevaucher le tigre de la création d'un nouvel Etat artificiel, en raison de la pression toujours plus vive que la crise économique exerce tant sur les masses palestiniennes que sur les commerces et sur les profits des classes moyennes et petites bourgeoises.

Pour les autres pays arabes, Jordanie en tête, l'exigence prioritaire est celle de circonscrire les mouvements généreux des masses pauvres, soit en les contenant autant que possible en dehors leurs frontières, soit en déviant leurs énergies et en les dirigeant sur le terrain religieux ou national. C'est la peur de la contagion entre masses prolétariennes affamées et exploitées qui pourraient faire tomber l'une des têtes couronnées qui a imposé les conclusions du sommet du Caire du 21 octobre, après que la "trêve" verbale de Sharm-el-Sheik eut été aussitôt démentie sur la peau des jeunes arabes envoyés à la boucherie. L'appel provenant du sommet, à une "intervention de l'ONU pour protéger les Palestiniens" et la demande d'un "tribunal international qui enquête sur les actes criminels commis par Israël", ne sont rien d'autre qu'une demande d'aide des bourgeoisies moyen-orientales à l'égard de la bourgeoisie mondiale en défense du statu-quo et donc de leurs propres régimes.

Il faut de plus placer au premier plan, sans s'y arrêter - pour des raisons de place -, sur les appétits de tous les pays impérialistes à l'égard du Moyen-Orient, la nécessité de l'impérialisme américain de renforcer son contrôle du front moyen-oriental après l'effondrement de l'impérialisme soviétique. Les USA, après la guerre du Golfe qui leur avait déjà permis d'augmenter leur propre contingent militaire préventivement stationné dans cette zone pour défendre le contrôle des intérêts pétroliers et financiers du capitalisme américain, se sont faits les porteurs de l'alliance stratégique entre Israël et la Turquie, augmentant ainsi leur propre capacité de projection de force et de menace, alliant - c'est le nouvel axe de la stratégie yankee - la puissance militaire et le contrôle monopoliste des ressources hydriques de tout le Moyen-Orient. Mais étant donné que ce dessein produisait une aggravation de l'instabilité pour les pays de la zone qui entrent dans la "sphère de sécurité nationale américaine" (à commencer par la Syrie et par l'Iran qui commençaient à lorgner sur le capital européen, et en particulier allemand), l'administration américaine, après avoir pris acte de l'échec de la politique précédente de "double containment" à l'égard de l'Iran et de l'Irak, a dû prendre en charge une activité de stabilisation en mesure de compenser cette politique: de là l'initiative d'accélération des rythmes d'une pacification entre israéliens et palestiniens, qui représentait donc l'élément qui pourrait permettre à l'impérialisme des Etats-Unis de maintenir à distance les impérialismes concurrents à travers une sujétion philo-américaine des bourgeoisies arabes. En fait, la division des pays du Moyen-Orient, poursuivie avec l'appui financier, politique et militaire à l'alliance turco-israélienne, pour être utile aux desseins de l'impérialisme USA devait être contrebalancée - ne serait-ce que pour renforcer la stabilité de l'axe et sa portée à l'extérieur de "son aire d'influence", dans toute la région dénommée "Eurasie" - encore une fois par une intervention "modératrice", visant à une plus grande implication et à une adaptation aux politiques des USA de la majeure partie des pays arabes, tous plus ou moins contraints à dévier la pression de leur propre prolétariat par le recours à la rhétorique de la solidarité avec les Palestiniens. La faillite de cette tentative indique que la dynamique imprimée par les forces matérielles de l'infrastructure économique de la société bourgeoise réussissent de moins en moins à être contenues dans le lit des "relations internationales" ordinaires, dans une situation où la crise économique mondiale aiguise sur une échelle globale la rivalité inter-impérialiste.

Dans la phase impérialiste du capital, la bourgeoisie se trouve dans la nécessité de mener des guerres sans cesse plus destructives et menées essentiellement contre les masses prolétariennes, d'abord dans les continents de couleur, puis dans les métropoles impérialistes elles-mêmes. Cette tendance irréversible ne peut être brisée que par la guerre de classe que le prolétariat international, dirigé par son Parti, devra déclarer à la bourgeoisie mondiale toujours confédérée contre lui dans la défense de son domaine politique et économique. Aujourd'hui

quand le cycle des luttes et des mouvements purement nationaux pour la Palestine et tout le Moyen-Orient est définitivement dépourvu de toute perspective historique, pour les masses prolétariennes palestiniennes existe une solution unique, qui contient également la possibilité du dénouement de l'oppression et de la discrimination nationale: la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, à partir de la destruction de tous les Etats de la région, d'Israël aux différentes républiques et émirats arabes, et de mise en fuite des différents brigands impérialistes qui contrôlent politiquement et économiquement l'exploitation des masses du Moyen-Orient, lutte dans laquelle le prolétariat des pays impérialistes lui aussi sera contraint d'entrer par la force matérielle des choses et à laquelle le prolétariat du Moyen-Orient devra se joindre afin que la révolution puisse triompher à l'échelle mondiale.

Notre adresse d'aujourd'hui aux prolétaires palestiniens ne peut donc être que celui que le Parti leur envoyait il y a trente ans, tout de suite après le massacre d'Amman, que nous reproduisons avec les mêmes mots qu'alors et avec une haine encore plus forte, si possible, contre cette société en putréfaction:

“Les fedayns expriment la colère sacro-sainte de plèbes martyrisées sous le rouleau compresseur de la “paix” bourgeoise. Mais que peuvent-ils attendre de l'héroïsme de leur désespoir? Eux-mêmes sont le produit d'un jeu infâme mené sur le dos et sur la peau de populations conquises ou perdues aux dés par le capital dans son harassante course à la domination du monde: est-ce que “la Palestine aux Palestiniens” l es “sauverait” davantage que ne les a “sauvés” la Jordanie? Ils sont les martyrs d'un drame collectif; ils ne peuvent - et ce n'est pas leur faute - le résoudre dans le cadre et avec les moyens de la société qui l'a voulu et qui le veut. Ils n'ont ni ‘frères’ ni ‘cousins’ dans les états voisins ou lointains sur lesquels ils ont la naïveté de compter, ils n'en n'ont pas au Caire ni à Damas, ni à Moscou, ni à Pékin. Ils auront des frères le jour où les prolétaires d'Europe et d'Amérique, des métropoles du “pillage” mondial, auront cessé de se prosterner honteusement derrière leurs faux bergers devant le mythe de la ‘paix’, du ‘dialogue’, d'une ‘solidarité’ faite de misérables implorations et de pétitions larmoyantes et, s'étant libérés eux-mêmes du double joug du capital et de ses laquais opportunistes, assumeront avec une joie fraternelle la tâche de donner, eux qui ont hérité non pas des excessives infamies mais des quelques conquêtes durables de la société bourgeoise enfin défunte, à ceux qui n'ont jamais rien eu. Ils auront des frères le jour où le Moyen-Orient ne connaîtra plus ni Jordaniens ni Libanais, ni Syriens ni Irakiens, ni Egyptiens ni Saoudiens, mais des prolétaires qui auront fait sauter toutes les frontières, qui auront reconnue comme fausse et mensongère toutes les patries, qui auront vu en face leur ennemi de classe et non de “race” ou de “nation”, et se seront rassemblés en un seul “peuple”, c'est-à-dire en une seule armée de “sans ressources”, pour faire place nette des sbires et des voleurs locaux et étrangers, qui d'aventure se repaissent encore de leurs malheurs! Il ne dépend pas de nous, et nous regrettons plus que jamais de devoir l'avouer, que ce lendemain ne soit malheureusement pas aux portes du jour présent. Soit nous préparons ce jour-là, soit les massacres se poursuivront, la blessure se gangrènera, la trêve sera ce qu'elle est depuis un demi-siècle - une agonie atroce. Il est temps, il est grand temps de le comprendre, prolétaires, avant que l'heure ne soit, une fois de plus à leurs canons! Plus que jamais, vous n'avez rien à perdre et tout un monde à gagner”(1).

---

1 “Il n'y a pas de voie de salut, dans le cadre de l'ordre existant, pour les victimes du cannibalisme impérialiste”, dans “il programma comunista” n°17/1970.

## NOS PUBLICATIONS

### EN FRANÇAIS

#### TEXTES ET BROCHURES:

Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale  
Défense de la continuité du programme communiste  
La question parlementaire dans l'Internationale Communiste  
Eléments d'orientations marxiste. Les trois phases du capitalisme. Guerres et crises opportunistes  
Sur le texte de Lénine "La maladie infantile du communisme"  
Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste  
L. Trotsky, Terrorisme et communisme  
Auschwitz, ou le grand alibi  
Les communistes et les luttes ouvrières  
La question féminine  
"Lutte Ouvrière" et le suivisme honteux  
La Fraction de Gauche du Parti Communiste d'Italie, Trotsky et les mots d'ordre démocratiques  
Nationalisations, contrôle ouvrier, auto-gestion: fausses recettes du réformisme  
Ripostes exemplaires aux attaques capitalistes (Novembre-Décembre 1995)

#### PÉRIODIQUES :

##### Cahiers Internationalistes 1

Parti et classe (1921)  
Parti et action de classe (1921)  
Force, violence et dictature dans la lutte des classes (1947-48)  
Dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

##### Cahiers Internationalistes 2

Le principe démocratique (1922)  
Organisation et discipline communiste (1922)

Le renversement de la praxis (1951)  
Parti révolutionnaire et action économique (1951)  
Mouvements revendicatifs et socialisme (1962)  
Luttes revendicatives, associations économiques et parti de classe (1972-92)

##### Cahiers Internationalistes (Nouvelle série) 1

Le cours du capitalisme mondial et ses crises  
A propos de la Palestine et du Kurdistan. Contribution critique à la "question nationale"

##### Cahiers Internationalistes (Nouvelle série) 2

La bourgeoisie redécouvre les luttes ouvrières en pleine orgie électoraliste  
Les leçons de la grève à Chausson  
Actionariat populaire et privatisations  
La lutte prolétarienne contre l'embargo en Irak est une exigence de la préparation de la révolution communiste  
Afrique du Sud: les prolétaires ne sont qu'au début de leur lutte  
La Tchétchénie, une autre face du capitalisme

##### Cahiers Internationalistes 3-4

Editorial. Un monde à la débandade, un avenir à construire  
A propos des calomnies contre les communistes révolutionnaires  
La fonction de la social-démocratie en Italie (publié dans "il comunista", 6 février 1921)  
Les sociaux-démocrates et la violence (publié dans "il comunista", 12 avril 1921)  
Les voies qui conduisent au "noskisme" (publié dans "il comunista", 14 juillet 1921)  
Le fascisme (publié dans "il comunista", 17 novembre 1921)  
Le programme fasciste (publié dans "il comunista", 27 novembre 1921)

Du gouvernement

(publié dans "il comunista", 2 décembre 1921)

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IV Congrès  
de l'Internazionale communiste  
(12ème séance, 16 Novembre 1922)

#### Cahiers Internationalistes 5

Editorial. La taupe de la «globalisation»  
capitaliste est au travail

L'Algérie, un exemple supplémentaire d'une dérive  
inévitabile à l'époque impérialiste de l'indépendance  
nationale, à l'impasse démocratique et au massacre  
systématique de milliers d'êtres humains pour le  
seul

bénéfice d'intérêts impérialistes

Eloge de la patience

Il n'y a rien à attendre du nouveau gouvernement de  
gauche

Convergences et divergences entre les thèses  
bolcheviques

de Lénine-Boukharine et celles de la gauche commu-  
niste

d'Italie sur la question parlementaire

Rapport de A. Bordiga sur le fascisme  
au Vème Congrès de l'Internationale Communiste

La lutte des sans-papiers en France

#### Cahiers Internationalistes 6

Qu'est-ce que le Parti Communiste International?

#### Cahiers Internationalistes 7

L'impérialisme des porte-avions

Crise économique et science marxiste

Invariance de la social-démocratie,  
invariance du marxisme

Introduction aux "Considérations"  
et "Thèses de Naples 1965"

Considérations sur l'activité organique du parti quand  
la situation générale est historiquement défavorable

Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure  
du Parti Communiste Mondial (Napoli 1965)

La question kurde

Quoi de neuf en France?

Vie du parti

#### EN ITALIEN

TEXTES ET BROCHURES:

Storia della Sinistra Comunista, 4 vols. parus

Russia e rivoluzione nella teoria marxista

Struttura economica e sociale della Russia d'oggi

Tracciato d'impostazione. I fondamenti

del comunismo rivoluzionario

In difesa della continuità del programma comunista

Partito e classe

Lezioni delle controrivoluzioni

Partito di classe e questione sindacale

Che cos'è il Partito Comunista Internazionale

PÉRIODIQUE:

Il programma comunista (mensuel)

#### EN ESPAÑOL

Partido y clase

Estructura económica y social de Rusia (1913-1957)

Elementos de economía marxista

Los fundamentos del comunismo revolucionario

El proletariado y la guerra imperialista

El programa revolucionario de la sociedad comunista  
elimina toda forma

de propiedad de la tierra, de las instalaciones de pro-  
ducción y de los productos

del trabajo. (Reunión de Turín, 1-2 de junio de 1958)

Teoría marxista de la moneda

Comunismo y fascismo (agotado)

La sucesión de las formas de producción

en la teoría marxista

Lecciones de las contrarrevoluciones

O preparación revolucionaria o preparación electoral  
(agotado)

Fuerza, violencia y dictadura en la lucha de clase 300

Serie de textos sobre el activismo revisionista

de actualizadores y enriquecedores.

Sobre el papel del individuo como títere en manos  
de la historia.

Sobre los que proponen los caminos intermedios,  
*más cortos y más fáciles*

Factores de raza y nación en la teoría marxista

La reconquista de Latinoamérica por el capitalismo  
imperialista español y europeo

chocaron el nacionalismo militar y económico

PÉRIODIQUE:  
*El comunista*

## EN ANGLAIS

PÉRIODIQUE:  
**Internationalist Papers 1**

To the Reader: Resuming Our International Press  
Marxism and Russia  
The Myth of “Socialist Planning” in Russia  
What Distinguishes Our Party  
Back to Basics: Fundamental Theses of the Party (1951)

### Internationalist Papers 2

To the Reader: A Year After  
The International Communist Party  
Capitalism Is War  
The Fall of the House of Stalin (1)  
Back to Basics: Three Documents on the  
Relationship Between Party and Class  
Party Interventions  
Our Press

### Internationalist Papers 3

To the Reader: Harsh Realities and Deceitful Mirages  
The International Communist Party  
The Abolition of Wage Labour means the Abolition  
of Production for the Sake of Production  
The Fall of the House of Stalin (2)  
Back to Basics: Proletarian Dictatorship  
and Class Party  
Party Life

### Internationalist Papers 4

To the Reader: Contracts for America - And the World  
Unemployment, Capitalism’s Insoluble Problem  
Where We Come From. A Brief Chronology  
The Fall of the House of Stalin (3)  
Africa: The Clash Between French  
and American Capital  
Chechenya: Another Medal for Imperialism  
Back to Basics: The Democratic Principle  
Party Life  
Our Press

### Internationalist Papers 5

To the Reader: Unemployment and Elections  
Our Name Is Our Program  
Social Struggles in France  
Report from the U.S.: The Maturing  
of the Market Economy  
Former Yugoslavia: A Capitalist, Not an Ethnic, War  
The Case of Mumia Abu-Jamal: Class Solidarity  
for All Class Prisoners  
Back to Basics: Force, Violence, and Dictatorship  
in the Class Struggle (I)

### Internationalist Papers 6

To the Reader: On Some Fin-de-Siècle Myths  
The Loneliness of the Working Class, Today  
A Eulogy to Patience  
From The U.S.: The Market Economy  
and the Travail of Labor  
From the U.K.: The Historical Path  
of British Labourism  
Total and Unconditional Solidarity  
with Immigrants of Whatever Status  
Documents: Appeal to the Workers of Europe,  
America and Japan (Baku, 1920)  
The Boar in History, or how the USSR was dissolved  
Back to Basics: Force, Violence and Dictatorship  
in the Class Struggle (Part two)  
Party Life

### Internationalist Papers 7

To the reader - Capitalism And recession  
Amidst the storms Of Worldwide Capital  
“Globalization” - The Mole Is At Work  
A Continuity Made Up Of Theory, History,  
and Memory  
USA: The “State Of The Union”; Or, Waiting  
for The Second Shoe To Drop  
GB: The Historical Path Of British Labourism  
After the horrendous Massacre In Chiapas  
Back To Basic: Force, Violence, And Dictatorship  
in the Class Struggle(Part III)

*Suplemento en Español*

Editorial

Un texto de nuestra corriente: El curso a seguir (1946)

**Internationalist Papers 8**

To the Reader: Party And Class Today (While a New Imperialist War Is Raging) - The War In Serbia and Kossovo Is a Capitalist War - Economic Crisis And the Science of Marxism - The Mole Keeps On Digging - Invariance of Socialdemocracy, Invariance of Marxism - U. S. News: How the Other Half Lives, 1999-2000 - The Kurdish Question Back To Basics: Force, Violence and Dictatorship In the Class Struggle (IV) - Party Life

*Suplemento en Español:*

Activismo (1952) - Reformismo y socialismo (1950) - Las dos caras de la revolución cubana (1961) - Our Press

**Internationalist Papers 9**

What is the International Communist Party:  
A Presentation

**Internationalist Papers 10**

To the Reader: 1921-2001  
“Globalisation” and Proletarian Internationalism  
Against All Democratic Illusions  
The Palestinian Question and the International Workers’ Movement  
The Course of Capitalism: USA  
Where We Come From - A Brief Chronology  
The Laboratory of Counterrevolution:  
    A Brief History of Stalinism in Italy (And Elsewhere)  
    Gramscism: An Age-Long Bane of Communism  
Back To Basics: The 1921 Livorno Program  
*Suplemento en Español*  
La Asamblea Constituyente en Venezuela...  
Dos Textos de Nuestra Corriente:  
    Movimiento Obrero e Internacionales Sindicales  
    El Cadáver Todavía Camina  
Programa del Partido Comunista Internacional  
De Dónde Venimos

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| LA NECESSITE HISTORIQUE DU COMMUNISME  | 1  |
| LE SPECTRE DU COMMUNISME, CAUCHEMAR<br>PERMANENT DE LA BOURGEOISIE MONDIALE              | 9  |
| CONTRE TOUTES LES ILLUSIONS DEMOCRATIQUES  | 15 |
| LA LOI MARXISTE DE LA CHUTE TENDANCIELLE<br>DU TAUX DE PROFIT                            | 18 |
| GLOBALISATION ET INTERNATIONALISME PROLETARIEN   | 29 |
| LUTTES ECONOMIQUES ET LUTTES POLITIQUES  | 33 |
| PARTI ET CLASSE<br>[Source: "Rassegna Comunista", année 1, n 2 du 15 avril 1921]         | 37 |
| PARTI ET ACTION DE CLASSE<br>[Source: "Rassegna Comunista", année 1, n 4 du 31 Mai t921] | 42 |
| LA QUESTION PALESTINIENNE ET LE MOUVEMENT<br>OUVRIER INTERNATIONAL                       | 52 |



Toute correspondance à: Editions «Il programma comunista» IPC - B.P. 211 - 75865 PARIS  
CEDEX 18 (France)

Directeur de la publication: Bruno Maffi - Edito a cura dell'Istituto Programma Comunista  
I.P.C. - Casella postale 962 - 20101 Milano (Italia)

Dépôt légal: Mai 2001  
ISSN 1021-0016

Imprimerie: Stampamatic, Settimo Milanese, Milano (Italia)

# **CAHIERS INTERNATIONALISTES 8**

**La classe ouvrière est révolutionnaire  
ou elle n'est rien!**

**(Karl Marx)**